

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE GENERALE

UN LIBRARY

SEP 19 1977



COLLECTION



Distr.
GENERALE
A/32/144
15 août 1977
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-deuxième session
Point 115 de l'ordre du jour provisoire*

RESPECT DES DROITS DE L'HOMME EN PERIODE DE CONFLIT ARME ✓

Quatrième session de la Conférence diplomatique sur la
réaffirmation et le développement du droit international
humanitaire applicable dans les conflits armés

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 3	5
II. ORGANISATION DE LA CONFERENCE DIPLOMATIQUE SUR LA REAFFIRMATION ET LE DEVELOPPEMENT DU DROIT INTER- NATIONAL HUMANITAIRE APPLICABLE DANS LES CONFLITS ARMES (QUATRIEME SESSION : GENEVE, 17 MARS- 10 JUIN 1977)	4 - 15	6
A. Ouverture de la quatrième session de la Conférence diplomatique	4	6
B. Participation	5 - 12	7
C. Vice-présidents de la Conférence, membres du Bureau de la Conférence, membres du Bureau des commissions principales et de la Commission <u>ad hoc</u> et membres du Bureau et membres du Comité de rédaction et de la Commission de vérification des pouvoirs	13	9
D. Secrétariat de la Conférence	14	12
E. Règlement intérieur de la Conférence	15	12

* A/32/150.

Table des matières (suite)

	<u>Paragranhes</u>	<u>Pages</u>
III. TRAVAUX DE LA COMMISSION I : DISPOSITIONS DE CARAC- TERE GENERAL (PREAMBULE ET ART. 1 A 7 ET 70 A 90 DU PROTOCOLE I; PREAMBULE ET ART. 1 A 10 ET 36 A 47 DU PROTOCOLE II)	16 - 32	13
A. Articles adoptés par la Commission	16 - 17	13
B. Résumé des délibérations et décisions relatives à certaines grandes questions examinées par la Commission à la quatrième session	18 - 32	14
1. Obligation de réparation pour infractions au présent Protocole - titre 5 bis du projet de Protocole I	18 - 21	14
2. Commission d'enquête internationale - article 79 bis du projet de Protocole I	22 - 24	15
3. Signature - article 80 du projet de Protocole I	25 - 26	16
4. Adhésion - article 82 du projet de Protocole I	27 - 30	17
5. Réserves - article 85 du projet de Protocole I	31 - 32	18
IV. TRAVAUX DE LA COMMISSION II : BLESSES, MALADES ET NAUFRAGES (ART. 8 A 32, 54 A 62 ET ANNEXE AU PROTOCOLE I ET ART. 11 A 19, 30, 31 ET 33 A 35 DU PROTOCOLE II)	33 - 48	19
A. Articles adoptés par la Commission	33	19
B. Résumé des délibérations et décisions relatives à certaines grandes questions examinées par la Commission à la quatrième session	34 - 48	19
1. Champ d'application - article 9 du projet de Protocole I	34	19
2. Protection civile - articles 54 à 59 du projet de Protocole I	35 - 48	20
V. TRAVAUX DE LA COMMISSION III. POPULATION CIVILE, METHODES ET MOYENS DE COMBAT, NOUVELLE CATEGORIE DE PRISONNIERS DE GUERRE (ART. 32 A 53 ET ART. 63, 64, 67, 68 ET 69 DU PROTOCOLE I ET ART. 20 A 29 ET 32 DU PROTOCOLE II)	49 - 57	27

/...

Table des matières (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u> s
A. Articles adoptés par la Commission	49	27
B. Résumé des délibérations et décisions relatives à certaines grandes questions examinées par la Commission à la quatrième session	50 - 57	27
1. Occupants d'aéronefs - article 39 du projet de Protocole I	50 - 51	27
2. Nouvelle catégorie de prisonniers de guerre - article 42 du projet de Protocole I	52 - 53	28
3. Nouvel article sur les mercenaires	54	30
4. Protection des biens culturels - Article 47 bis	55 - 56	32
5. Garanties fondamentales - Article 65 du projet de Protocole I	57	33
VI. TRAVAUX DE LA COMMISSION AD HOC SUR LES ARMES CONVENTIONNELLES	58	35
VII. DECISIONS PRISES PAR LA CONFERENCE	59 - 89	36
A. Rapports présentés par les commissions principales	59	36
B. Adoption du Protocole I (Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux)	60 - 80	36
C. Adoption du Protocole II (Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux).....	81 - 86	42
D. Résolutions adoptées par la Conférence	87 - 88	44
- 17 (IV). Emploi de certains moyens d'identi- fication électroniques et visuels par des aéronefs sanitaires protégés par les Conven- tions de Genève de 1949 et par le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I)	87	44 /...

Table des matières (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
- 18 (IV). Emploi de signaux visuels pour l'identification des moyens de transport sanitaire protégés par les Conventions de Genève de 1949 et par le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I)	87	45
- 19 (IV). Emploi des radiocommunications pour l'annonce et l'identification des moyens de transport sanitaire protégés par les Conventions de Genève de 1949 et par le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I)	87	46
- 20 (IV). Protection des biens culturels	87	48
- 21 (IV). Diffusion du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés	87	48
- 22 (IV). Suite à donner aux travaux sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes conventionnelles	87	49
- 23 (IV). Témoignage de gratitude au pays hôte	88	51
E. Adoption de l'Acte final de la Conférence	89	53
VIII. SIGNATURE DE L'ACTE FINAL	90 - 92	54

ANNEXES

- I. Texte du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I), adopté par la Conférence le 8 juin 1977
- II. Texte du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II), adopté par la Conférence le 8 juin 1977

/...

I. INTRODUCTION

1. Au paragraphe 5 de la résolution 31/19 du 24 novembre 1976, l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de faire rapport lors de la trente-deuxième session sur les faits nouveaux pertinents concernant les droits de l'homme en période de conflit armé, en particulier sur les débats et les conclusions de la session de 1977 de la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés. Les première, seconde et troisième sessions de la Conférence diplomatique ont eu lieu à Genève en 1974, 1975 et 1976. Les débats et les conclusions de ces sessions ont été communiqués à l'Assemblée générale à ses vingt-neuvième, trentième et trente et unième sessions dans les rapports que le Secrétaire général a présentés lors de l'examen du point de l'ordre du jour intitulé "Respect des droits de l'homme en période de conflit armé" (A/9669, A/10195 et A/31/163).

2. Le présent rapport rend compte des débats et des conclusions de la session de 1977 de la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés. Lors de l'établissement de ce rapport, une attention spéciale a été accordée aux questions présentant un intérêt particulier pour les Nations Unies.

3. A la fin de la troisième session, la Conférence diplomatique a chargé le secrétariat : a) d'établir un tableau synoptique des deux projets de protocole qui comprendrait le texte des articles adoptés par les commissions principales et une liste des cotes des documents contenant les propositions et les amendements relatifs aux articles non encore adoptés, et d'envoyer ce tableau synoptique à tous les participants au plus tard le 15 février 1977; b) d'examiner, en collaboration avec le Comité international de la Croix-Rouge, tous les articles déjà adoptés par les commissions, afin, d'une part, de veiller à l'exactitude des mots sur le plan technique, à la correction grammaticale, à l'uniformité du vocabulaire ainsi qu'à la fidélité de la traduction des textes, et, d'autre part, d'identifier pour chaque article, toutes les difficultés de rédaction et de faire, à ce propos, toute suggestion au Comité de rédaction, de même qu'au sujet de l'ordre et des titres des articles; et c) de confier le soin d'étudier les textes établis par le Secrétariat à une équipe restreinte composée de membres du secrétariat et du CICR, assistés de quelques conseillers techniques agissant à titre personnel et choisis parmi les représentants des pays participant à la Conférence en raison de leurs connaissances particulières de la matière et de leur compétence linguistique. La Conférence a prié en outre le Secrétaire général, en liaison avec le Président de la Conférence ainsi qu'avec le Président du Comité de rédaction, de prendre les dispositions appropriées pour la convocation de ces conseillers techniques au début de janvier 1977, et d'envoyer à toutes les délégations participant à la Conférence, avant l'ouverture de la quatrième session de la Conférence, les textes établis par le Secrétariat en collaboration avec ces conseillers techniques (voir A/31/163, par. 122 et 123).

II. ORGANISATION DE LA CONFERENCE DIPLOMATIQUE
SUR LA REAFFIRMATION ET LE DEVELOPPEMENT DU
DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE APPLICABLE
DANS LES CONFLITS ARMES (QUATRIEME SESSION :
GENEVE, 17 MARS-10 JUIN 1977)

A. Ouverture de la quatrième session de la Conférence diplomatique

4. La quatrième session de la Conférence diplomatique a été ouverte le 17 mars 1977 par M. Pierre Graber, membre du Conseil fédéral suisse et chef du Département politique fédéral, en sa qualité de Président. Le Président a fait observer qu'à la clôture de la troisième session, il était parvenu à la conclusion que des résultats positifs avaient été atteints, moins par le nombre d'articles adoptés au cours de la session qu'en raison du travail accompli par les délégations et de l'esprit de coopération dont elles ont fait preuve pour formuler de nouvelles règles, dans des domaines parfois très délicats. Il avait également souligné combien il était urgent d'atteindre l'objectif qui consistait à limiter, à défaut de pouvoir éliminer complètement, les souffrances provoquées par la guerre, car le monde continuait à être en proie à des conflits armés de toute nature. Les événements qui s'étaient déroulés depuis lors avaient contribué à prouver la nécessité de mettre tout en oeuvre pour achever les travaux de la Conférence au cours de cette session. Le Président a souligné en outre que l'Organisation des Nations Unies attachait une grande importance aux travaux de la Conférence diplomatique et avait montré une fois de plus tout l'intérêt qu'elle leur portait dans les résolutions adoptées par l'Assemblée générale à sa trente et unième session. L'Assemblée avait en particulier demandé instamment à tous les participants à la Conférence diplomatique de faire tout leur possible pour parvenir à un accord sur des règles supplémentaires qui puissent contribuer à soulager les souffrances causées par les conflits armés et à "conduire la Conférence à une heureuse conclusion pendant sa session finale en 1977" (résolution 31/19). Le Président a également fait observer que, depuis la fin de la troisième session, lui et ses proches collaborateurs avaient eu de nombreux entretiens officiels avec diverses délégations, au cours desquels ils avaient relevé non seulement le désir unanime de conduire les travaux de cette session à une heureuse conclusion, mais aussi la volonté de parvenir à des compromis raisonnables et applicables, reflétant ainsi le caractère universel du droit international humanitaire. C'était dans cet esprit, a-t-il dit, qu'il avait été proposé, sous des formes diverses, qu'à compter de l'ouverture de la quatrième session et parallèlement aux travaux du Comité de rédaction, il serait très utile d'établir une sorte de dialogue continu entre ceux qui soutenaient des points de vue différents sur les questions de fond les plus délicates au sujet desquelles aucun terrain d'entente n'avait encore été trouvé. C'était la raison pour laquelle il avait été indiqué dans l'invitation à cette réunion que les délégations et les groupes régionaux disposeraient de tous les moyens techniques nécessaires pour procéder à des consultations officielles (voir CDDH/SR.34).

/...

B. Participation

5. En tant qu'organisateur de la Conférence, le Gouvernement suisse, dépositaire de la Convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des victimes des conflits armés 1/ a envoyé les invitations à participer à la quatrième session de la Conférence diplomatique. Le Gouvernement suisse a adressé les invitations à tous les Etats parties à la Convention de Genève et à tous les Etats Membres des Nations Unies. Les mouvements de libération nationale reconnus par les organisations intergouvernementales régionales intéressées ont également participé à la quatrième session de la Conférence, mais sans droit de vote. Cent cinquante cinq Etats avaient été invités à la quatrième session de la Conférence. L'Organisation des Nations Unies et diverses autres organisations internationales ont également été invitées par le Gouvernement suisse à se faire représenter à la quatrième session de la Conférence.

6. Les délégations ci-après ont assisté à la quatrième session de la Conférence diplomatique en qualité de représentants d'Etats ou des mouvements de libération nationale reconnus par les organisations intergouvernementales régionales intéressées 2/.

a) Cent-dix délégations ont participé en qualité de représentants d'Etats

7. Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, République fédérale d', Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Canada, Cap-Vert, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Egypte, Emirats arabes unis, Empire centrafricain, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Gambie, Ghana, Grèce, Guatemala, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Lichtenstein, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Mozambique, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique allemande, République Dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République socialiste du Viet Nam, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, République-Unie du Cameroun, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Saint-Siège, Sénégal, Somalie, Souaziland, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre.

1/ Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 75, Nos 970 à 973.

2/ Pour l'exposé des réserves exprimées au sujet des pouvoirs de certaines délégations, voir le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs (CDDH/409).

- b) Quatre délégations ont participé en qualité de représentants des mouvements de libération nationale reconnus par les organisations intergouvernementales régionales intéressées 3/

8. African National Council of Zimbabwe (Rhodesia) (ANCZ), Organisation de libération de la Palestine (OLP), Panafricanist Congress (South Africa) (PAC) et South West Africa People's Organization (SWAPO).

9. Le Comité international de la Croix-Rouge était représenté à la quatrième session de la Conférence. Ses experts ont participé aux travaux de la Conférence et de ses commissions, conformément aux dispositions de l'article 33 du règlement intérieur de la Conférence. La Ligue des sociétés de la Croix-Rouge était représentée par une délégation d'observateurs.

10. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies était représenté à la Conférence diplomatique par M. Vittorio Winspeare Guicciardi, directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève. Le Service juridique, la Division des droits de l'homme, la Division des affaires concernant le désarmement du Département des affaires politiques et du Conseil de sécurité, et l'Office des Nations Unies à Genève étaient représentés dans la délégation de l'Organisation des Nations Unies. L'article 59 du règlement intérieur de la Conférence dispose que les représentants de l'Organisation des Nations Unies sont associés aux travaux de la Conférence et peuvent participer, sans droit de vote, aux délibérations de la Conférence et de ses commissions. Des observateurs du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et du Programme des Nations Unies pour l'environnement ont également participé à la Conférence diplomatique.

11. Des représentants de l'Ordre souverain de Malte ont participé, sans droit de vote, aux travaux de la Conférence.

12. Les représentants des organisations énumérées ci-dessous ont participé à la quatrième session de la Conférence en tant qu'observateurs :

3/ Aux termes de l'article 58 du règlement intérieur de la Conférence : "Les mouvements de libération nationale reconnus par les organisations intergouvernementales régionales intéressées et invités par la Conférence à participer à ses travaux participeront pleinement aux débats de la Conférence et de ses commissions principales. Nonobstant les dispositions du règlement intérieur, les déclarations faites ainsi que les propositions et les amendements soumis par les délégations des mouvements de libération nationale seront reproduits par le secrétariat de la Conférence comme documents de la Conférence et communiqués à tous les participants à la Conférence, étant entendu que seules les délégations représentant des Etats auront le droit de vote".

/...

a) Institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies 4/

Organisation internationale du Travail
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Union internationale des télécommunications
Organisation de l'aviation civile internationale
Organisation mondiale de la santé
Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime

b) Autres organisations intergouvernementales

Conseil de l'Europe
Ligue des Etats arabes
Organisation de l'unité africaine
Organisation internationale de la protection civile

c) Organisations non gouvernementales

Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines
Amnesty International
Association internationale de signalisation maritime
Association médicale mondiale
Association pour l'étude du problème mondial des réfugiés
Commission électrotechnique internationale
Comité international de médecine et de pharmacie militaires
Commission internationale de juristes
Confédération internationale des anciens prisonniers de guerre
Conférence internationale des charités catholiques
Congrès juif mondial
Fédération mondiale des anciens combattants
Institut H. Dunant
Institut international de droit humanitaire
Pax Romana (Secrétariat international de juristes catholiques)
Union des avocats arabes
Union internationale de protection de l'enfance

C. Vice-présidents de la Conférence, membres du Bureau de la Conférence, membres du Bureau des commissions principales et de la Commission ad hoc et membres du Bureau et membres du Comité de rédaction et de la Commission de vérification des pouvoirs

13. A ses 34ème et 35ème séances, les 17 mars et 14 avril 1977, la Conférence diplomatique a approuvé en bloc par voie de consensus la liste des vice-présidents de la Conférence, des membres du Bureau des commissions principales et des membres du Bureau et membres du Comité de rédaction et de la Commission de vérification des pouvoirs établie par voie d'accord entre les différents groupes géographiques au cours de consultations antérieures (voir CDDH/SR.34 et 35). Les pays et représentants ci-après ont été élus :

4/ Voir art. 60 du règlement intérieur de la Conférence.

a) Vice-présidents de la Conférence

M. Erich Kussbach (Autriche)
M. Jean de Breuker (Belgique)
M. David M. Miller (Canada)
M. Pi Chi-lung (Chine) (absent)
M. Horst-Krafft Robert (Allemagne, République fédérale d')
M. Joseph Turpin (Guinée-Bissau)
M. Mario Carias (Honduras)
M. Nicolo di Bernardo (Italie)
M. Yedaly Ould Cheikh (Mauritanie)
M. Ali Skalli (Maroc)
M. José Espino González (Panama)
M. Hortencio J. Brillantes (Philippines)
M. Marin Alexie (Roumanie)
M. Susanta de Alwis (Sri Lanka)
M. Dia Allah El-Fattal (République arabe syrienne)
M. Akisoferi M. Ogola (Ouganda)
M. Michail Gribanov (Union des Républiques socialistes soviétiques)
M. Pablo Bosch (Uruguay)
M. 'A. Tshiabola Bintu (Zaïre)

b) Bureau de la Conférence

Président - le Président de la Conférence

Membres - les vice-président de la Conférence, les présidents des commissions principales, le Président de la Commission ad hoc, le Président du Comité de rédaction, le Président de la Commission de vérification des pouvoirs et le Secrétaire général de la Conférence.

c) Membres du Bureau des commissions principales :

Commission I

Président : M. Einar Fredrik Ofstad (Norvège)
Vice-Présidents : M. B. Akporode Clark (Nigéria)
M. Konstantin Obradovic (Yougoslavie)
Rapporteur : M. Antonio Eusebio de Icaza (Mexique)

Commission II

Président : M. Stanislaw Edward Nahlik (Pologne)
Vice-Présidents : M. Osvaldo Salas (Chili)
M. Khalid Saleem (Pakistan)
Rapporteur : M. El Hasseen El Hassan (Soudan)

/...

Commission III

Président : M. Hamed Sultan (Egypte)
Vice-Présidents : M. Géza Herczegh (Hongrie)
M. Mangalyn Dugersuren (Mongolie)
Rapporteur : M. George H. Aldrich (Etats-Unis d'Amérique)

Commission ad hoc

Président : M. Héctor Charry Samper (Colombie)
Vice-Présidents : M. Houchang Amir-Mokri (Iran)
M. Mustapha Chelbi (Tunisie)
Rapporteur : M. John G. Taylor (Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord)

d) Comité de rédaction

Président : M. Iqbal Abdul Qarim Al-Fallouji (Irak)
Vice-Présidents : M. Mario Carias (Honduras)
M. Mnyeti Sinkutu Kabuaye (République-Unie
de Tanzanie)
Rapporteurs des
commissions : M. Antonio Eusebio de Icaza (Mexique)
M. El Hasseen El Hassan (Soudan)
M. George H. Aldrich (Etats-Unis d'Amérique)

Autres membres : M. Abdelouahab Abada (Algérie)
M. Frederico Carlos Carnaúba (Brésil)
M. Jean-Dominique Paolini (France)
M. Bernhard Graefrath (République démocratique
allemande)
M. Suhandia Ijas (Indonésie)
M. Mahmoud Banna (Liban)
M. Hans Blix (Suède)
M. Alexey F. Sokirkine (Union des Républiques
socialistes soviétiques)
M. John Redvers Freeland (Royaume-Uni de
Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

/...

e) Commission de
vérification des
pouvoirs

Président : M. Gaston Cajina Mejicano (Nicaragua)

Membres : M. Frank J. Mahony (Australie)
M. George H. Aldrich (Etats-Unis d'Amérique)
M. Iqbal Abdul Qarim Al-Fallouji (Irak)
M. Jean Jacques Maurice (Madagascar)
M. Alfonso Arias-Schreiber (Pérou)
M. Rémy Mbaya (République-Unie du Cameroun)
M. Amadou Cissé (Sénégal)
M. Gejza Mencer (Tchécoslovaquie)
M. Manaspas Xuto (Thaïlande)

D. Secrétariat de la Conférence

14. Comme il était indiqué dans le précédent rapport du Secrétaire général (A/10195), le Gouvernement suisse a nommé M. Jean Humbert commissaire général de la Conférence. M. J. Humbert a également exercé les fonctions de secrétaire général de la Conférence au cours de la quatrième session. Le Gouvernement suisse a pris à sa charge les frais d'organisation et de fonctionnement de la Conférence.

E. Règlement intérieur de la Conférence

15. Le règlement intérieur adopté par la Conférence diplomatique à sa première session (CDDH/2/Rev.2), a continué de s'appliquer aux travaux de la Conférence à sa quatrième session.

III. TRAVAUX DE LA COMMISSION I : DISPOSITIONS DE CARACTERE GENERAL (PREAMBULE ET ART. 1 A 7 ET 70 A 90 DU PROTOCOLE I; PREAMBULE ET ART. 1 A 10 ET 36 A 47 DU PROTOCOLE II) 5/

A. Articles adoptés par la Commission

16. A la quatrième session de la Conférence, la Commission a adopté les articles suivants qui restaient à examiner 6/ :

Projet de protocole I (Conflits armés internationaux) :

Article 2 (Définitions), Nouvel article à insérer avant (ou après) l'article 70 (Disposition générale), article 70 (Mesures d'exécution), article 76 bis (Devoirs des commandants), article 77 (Ordres supérieurs), article 79 (Entraide judiciaire), article 79 bis (Commission internationale d'enquête), nouvel article à insérer avant l'article 80 (Obligation de réparation pour infractions au présent Protocole), article 80 (Signature), article 81 (Ratification), article 82 (Adhésion), article 83 (Entrée en vigueur), article 84 (Rapports conventionnels dès l'entrée en vigueur du présent Protocole), article 86 (Amendement), article 86 bis (Comité d'Etats), article 87 (Dénonciation), article 88 (Notifications), article 89 (Enregistrement), article 90 (Textes authentiques et traductions officielles).

Projet de Protocole II (Conflits armés non internationaux)

Article 6 (Garanties fondamentales), article 10 bis, article 40 (Signature), article 41 (Ratification), article 42 (Adhésion), article 43 (Entrée en vigueur), article 44 (Amendement), article 44 bis (Dénonciation), article 45 (Notifications), article 46 (Enregistrement), article 47 (Textes authentiques et traductions officielles).

5/ Au cours de la quatrième session, la Commission I a tenu 12 séances plénières. Les opinions exprimées par les représentants au cours des débats sont consignées dans les comptes rendus analytiques desdites séances (CDDH/I/SR.66-78). En plus des Groupes de travail A et B créés par la Commission à ses 19ème et 22ème séances (voir A/10195, par. 21 et 22), la Commission a créé à sa 66ème séance, à l'initiative de son Président, un Groupe de travail C, chargé d'examiner les Titres, les Préambules et les Dispositions finales des projets de Protocole I et II, dès que ceux-ci seraient présentés à la Commission (articles et amendements). Le Président a proposé qu'il n'y ait pas de débat en Commission sur les articles et amendements présentés et que ceux-ci soient directement envoyés en Groupe de travail. La Commission a suivi cette méthode de travail. Justice M. Hussain (Pakistan) a été élu Président du Groupe de travail C (voir CDDH/405).

6/ Le texte des articles tels qu'ils ont été adoptés par la Commission au cours de la quatrième session de la Conférence figure dans le document CDDH/I/381, annexe D.

17. La Commission I a également adopté les Titres et les Préambules des projets de Protocole I et II.

B. Résumé des délibérations et décisions relatives
à certaines grandes questions examinées par la
Commission à la quatrième session

1. Obligation de réparation pour infractions au présent Protocole - titre 5 bis
du projet de Protocole I 7/

18. A sa 67ème séance tenue le 26 avril 1977, la Commission était saisie d'une proposition visant à l'insertion d'un nouvel article avant l'article 80 du projet de Protocole I, présenté par la République socialiste du Viet Nam, à laquelle se sont associés par la suite l'Algérie et la Yougoslavie (voir CDDH/I/335). La proposition se lit comme suit :

"1. La Partie au conflit qui violerait les dispositions des Conventions et du présent Protocole, qui en particulier commettrait des infractions graves définies dans les articles 11 et 74 du présent Protocole, sera tenue à indemnité, s'il y a lieu. Elle sera responsable de tous actes commis par les personnes faisant partie de ses forces armées.

2. Aucune Partie contractante ne pourra s'exonérer elle-même, ni exonérer une autre Partie contractante, des responsabilités encourues par elle-même ou par une autre Partie contractante en raison des violations et infractions prévues au paragraphe 1 de cet article."

19. Lorsque cette proposition a été présentée, l'un des auteurs a déclaré au nom des autres, que comme la Conférence diplomatique s'était fixé pour objectif la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire, il convenait particulièrement que le nouveau projet de Protocole réaffirme le principe de la réparation, qui n'avait cessé d'être reconnu depuis les Conventions de La Haye de 1907. Le droit international humanitaire serait ainsi élevé au rang de nouveau droit des organisations internationales, qui visait à établir un nouvel ordre économique international. L'on a fait observer que l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, à sa sixième session extraordinaire en mai 1974, et les pays non alignés, lors de la Conférence au sommet tenue à Colombo en août 1976, avaient demandé l'indemnisation des pays en développement victimes d'une occupation étrangère qui leur avait infligé de lourdes pertes en vies humaines et en biens matériels cependant qu'elle réduisait et dévalorisait les ressources naturelles et autres de ces Etats, territoires et peuples (voir CDDH/I/SR.67).

20. Lors des délibérations du Groupe de travail A, certaines délégations ont estimé qu'il serait superflu de faire figurer au Protocole les dispositions du paragraphe 2 de cette proposition, étant donné qu'elles ne faisaient que reproduire

7/ Cet article est devenu l'article 91 du Protocole I tel qu'il a été adopté par la Conférence (voir annexe I au présent rapport).

/...

les dispositions contenues dans les Conventions de Genève, à savoir, l'article 51 de la Ire Convention, l'article 52 de la IIe, l'article 131 de la IIIe et l'article 148 de la IVe. En vue d'obtenir le consensus et dans un esprit de conciliation, les auteurs de la proposition ont accepté un amendement présenté par les délégations susmentionnées. Le texte adopté par le Groupe de travail se lit comme suit (voir CDDH/I/381, annexe A) :

"La partie au conflit qui violerait les dispositions des Conventions et du présent Protocole, sera tenue à indemnité, s'il y a lieu. Elle sera responsable de tous actes commis par les personnes faisant partie de ses forces armées."

21. A sa 70ème séance plénière, la Commission I a adopté par consensus le nouvel article tel qu'il avait été proposé par le Groupe de travail (voir CDDH/I/SR.70).

2. Commission d'enquête internationale - article 79 bis du projet de Protocole I 8/

22. La création d'une Commission d'enquête internationale et le mandat de celle-ci avaient fait l'objet de longues délibérations lors de la troisième session de la Conférence 9/. Dès le début de la quatrième session de la Conférence, un groupe de délégations se sont prononcées contre le principe même d'une commission d'enquête à compétence obligatoire. Pour des raisons déjà exposées lors de la troisième session de la Conférence et dans un esprit de compromis, les délégations en question se sont déclarées prêtes à accepter une disposition de ce genre à condition qu'elle soit une disposition facultative au projet de Protocole I. Les autres délégations, qui acceptaient le principe d'une compétence obligatoire en matière de commission d'enquête, se sont concentrées sur la teneur des propositions avancées. Les auteurs des diverses propositions ont ainsi réussi, d'une part, à fusionner les différents projets en un seul texte et, d'autre part, à présenter, à la suite des suggestions faites, une nouvelle version de l'article 79 bis (voir CDDH/I/GT/114). Lors d'une nouvelle tentative de compromis, la délégation de la République démocratique allemande et la délégation de la France ont chacune présenté une nouvelle proposition. Vu le nombre d'interventions apportant des amendements au CDDH/I/GT/114, on proposa de regrouper toutes les propositions dans un document de travail. Cependant, le Groupe de travail B n'a pu obtenir le consensus sur ce texte et a renvoyé les trois textes entre crochets à la Commission afin que celle-ci prenne une décision 10/.

8/ Cet article est devenu l'article 90 du Protocole I tel qu'il a été adopté par la Conférence (voir annexe I au présent rapport).

9/ Voir A/31/163, par. 28 à 32.

10/ Ces textes figurent au rapport du Groupe de travail B, CDDH/349/Rev.1.

23. Lors de sa 72ème séance plénière, la Commission I a adopté l'ensemble de l'article 79 bis, paragraphe par paragraphe 11/. La Commission I a adopté le paragraphe 1 par 70 voix contre 3, avec 5 abstentions, après que les décisions suivantes eurent été prises : à l'alinéa b), le mot "des" devant "Hautes Parties contractantes" a été maintenu par 20 voix contre 17, avec 24 abstentions; à l'alinéa d), les mots "les Hautes Parties contractantes" ont été maintenus par 50 voix contre 6, avec 10 abstentions. La Commission I a adopté le paragraphe 2, sous la forme proposée par la République démocratique allemande et modifiée oralement par les Etats-Unis d'Amérique, par 41 voix contre 30, avec 11 abstentions. La Commission a adopté le paragraphe 3 par 65 voix contre zéro, avec 10 abstentions, après que les décisions suivantes eurent été prises : au sous-alinéa i) de l'alinéa a), le membre de phrase "et qui sont des nationaux d'Etat ayant des relations diplomatiques avec les Parties au conflit" a été rejeté par 50 voix contre 3, avec 21 abstentions, les mots "avec l'accord des Parties intéressées" ont été rejetés par 42 voix contre 28, avec 12 abstentions, et les mots "après consultation des Parties au conflit" ont été maintenus par 39 voix contre 28, avec 14 abstentions. L'alinéa b) a été adopté par 43 voix contre 15, avec 15 abstentions. Après le rejet par 50 voix contre 13, avec 15 abstentions, d'une proposition visant à maintenir la dernière phrase, la Commission I a adopté le paragraphe 4 par 69 voix contre zéro, avec 9 abstentions. La Commission I a adopté le paragraphe 5 par 49 voix contre zéro, avec 21 abstentions, après que les décisions suivantes eurent été prises : la suppression du dernier membre de phrase de l'alinéa a) a été rejetée par 45 voix contre 19, avec 9 abstentions; l'alinéa c) a été adopté, sous la forme proposée par la délégation suisse, par 29 voix contre 25, avec 16 abstentions, après que la proposition de la France eut été rejetée par 26 voix contre 24, avec 16 abstentions (voir le document CDDH/I/349/Rev.1). La Commission I a adopté le paragraphe 6 par 64 voix contre 1, avec 10 abstentions. Après qu'une proposition visant à maintenir les mots "qui auront fait des déclarations conformément au paragraphe 2" eut été adoptée par 37 voix contre 24, avec 13 abstentions, la Commission I a adopté le paragraphe 7 par 48 voix contre 2, avec 20 abstentions (voir CDDH/I/381, par. 49 à 53).

24. L'ensemble de l'article a été adopté par 43 voix contre 18, avec 17 abstentions (voir CDDH/I/381, par. 54) 12/.

3. Signature - article 80 du projet de Protocole I 13/

25. La délégation égyptienne a proposé au Groupe de travail C que le Protocole soit ouvert à la signature immédiatement après la clôture de la Conférence. Plusieurs délégations ont appuyé cette proposition et demandé qu'un délai de 12 mois soit prévu. La France a proposé le texte suivant : "Le Protocole sera ouvert à la signature des Parties aux Conventions six mois après la signature de l'Acte final et restera ouvert pour une période de six/douze mois." Un grand

11/ Le texte de l'article 79 bis, tel qu'il a été adopté par la Commission I, figure dans le document CDDH/I/381, annexe D.

12/ Le texte de l'article 79 bis, tel qu'il a été adopté par la Commission, figure au document CDDH/I/381, annexe D.

13/ Cet article est devenu l'article 92 du Protocole I tel qu'il a été adopté par la Conférence (voir annexe I au présent rapport).

nombre de délégations ont appuyé la proposition de la France surtout pour le motif que les législations nationales prévoient des procédures différentes et compliquées et que la plupart des pays ne pourraient pas accomplir les formalités dans un délai plus court que celui proposé par la France. Le texte suivant a été adopté par consensus (voir CDDH/I/381, annexe C, CDDH/I/350/Rev.1, par. 4 à 6) :

"Le Protocole sera ouvert à la signature des Parties aux Conventions six mois après la signature de l'Acte final et restera ouvert pour une période de douze mois."

26. A sa 76ème séance, la Commission a adopté l'article 80 par consensus (voir CDDH/I/SR.76).

4. Adhésion - article 82 du projet de Protocole I 14/

27. En groupe de travail, le Japon a soulevé certaines questions concernant les articles 82 et 83 et a exprimé l'avis qu'il faudrait préciser la date à laquelle le Protocole serait ouvert à la signature. La Jordanie a alors proposé d'ajouter, dans le texte du CICR, les mots "six mois après la signature de l'Acte final" après le mot "ouvert". Un débat animé s'est instauré auquel la plupart des délégués ont participé. La Jordanie, appuyée par le Japon, l'Australie et un grand nombre d'autres pays, a estimé que dans la théorie et la pratique modernes du droit international les adhésions sont possibles même avant l'entrée en vigueur, laquelle pouvait avoir lieu si un certain nombre d'adhésions avaient été recueillies, en l'absence de toute ratification.

28. Plusieurs autres délégations n'ont pas souscrit à cette proposition et ont exprimé l'avis qu'un pays ne pouvait adhérer qu'à un traité qui "existait" et qu'il faut pour cela un nombre déterminé de ratifications; pour ces raisons ils se sont opposés à l'adoption de l'amendement.

29. Après discussion avec le Président, les auteurs de l'amendement ont admis qu'un amendement à l'article 83 pouvait permettre d'atteindre leur objectif sans amender l'article 82. En conséquence, la Jordanie a retiré son amendement et le texte suivant a été adopté par consensus (voir CDDH/I/381, annexe C et CDDH/I/350/Rev.1, par. 8 à 10) :

"Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de toute Partie aux Conventions non signataire du présent Protocole. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du dépositaire des Conventions."

30. A sa 76ème séance, la Commission I a adopté par consensus l'article 82 sous la forme proposée par le Groupe de travail (voir CDDH/I/381, par. 67).

14/ Cet article est devenu l'article 94 du Protocole I tel qu'il a été adopté par la Conférence (voir annexe I au présent rapport).

5. Réserves - article 85 du projet de Protocole I

31. A la 68ème séance plénière de la Commission I, l'article 85 et les amendements s'y rapportant ont été renvoyés au Groupe de travail C. En groupe de travail, les opinions étaient divisées sur la question de savoir si un article relatif aux réserves était vraiment nécessaire ou s'il ne convenait pas mieux de s'en remettre aux règles générales de droit international relatives aux réserves. Un groupe informel restreint a suggéré un texte sur les réserves. Deux autres textes ont été proposés par d'autres délégations. Le Groupe de travail C a décidé de présenter à la Commission I la proposition de supprimer l'article 85 et, au cas où cet article serait maintenu, de se prononcer sur le texte suggéré par le groupe informel restreint (voir CDDH/I/381, par. 82 à 86).

32. Lors de sa 76ème séance plénière, la Commission I a décidé de ne pas avoir d'article sur les réserves, par 47 voix contre 34, avec 4 abstentions (voir CDDH/I/SR.76). Votant par appel nominal, la Conférence a confirmé cette décision, par 42 voix contre 36, avec 17 abstentions (voir CDDH/SR.46).

/...

IV. TRAVAUX DE LA COMMISSION II : BLESSES, MALADES ET NAUFRAGES
(ART. 8 A 32, 54 A 62 ET ANNEXE AU PROTOCOLE I ET ART. 11
A 19, 30, 31 ET 33 A 35 DU PROTOCOLE II) 15/

A. Articles adoptés par la Commission

33. A la quatrième session de la Conférence, la Commission II a adopté les articles suivants qui restaient à examiner 16/ :

Projet de Protocole I (Conflits armés internationaux) : article 54 (Définitions et champ d'application), article 55 (Protection générale), article 56 (Protection civile dans les territoires occupés), article 57 (Organismes civils de protection civile d'Etats neutres ou d'autres Etats non parties au conflit et d'organismes internationaux de coordination), article 58 (Cessation de la protection), article 59 (Identification), article 59 bis (Membres des forces armées et unités militaires des organismes de protection civile), articles 14 et 15 (de l'annexe au projet de Protocole I), article 60 (Champ d'application), article 61 (Besoins fondamentaux dans les territoires occupés), article 62 (Actions de secours), article 62 bis (Personnel de secours).

Projet de Protocole II (Conflits armés non internationaux) : article 30 (Protection civile), article 33 (Sociétés de secours et actions de secours), article 34 (Enregistrement et information).

B. Résumé des délibérations et décisions relatives à certaines grandes questions examinées par la Commission à la quatrième session

1. Champ d'application - article 9 du projet de Protocole I 17/

34. A la 99ème séance, la Commission a décidé par consensus de rouvrir le débat sur le paragraphe 1 de l'article 9, adopté lors de la deuxième session 18/ afin d'examiner un amendement proposé par l'Australie et les Etats-Unis d'Amérique (voir CDDH/II/435 et Corr.1). La Commission a également rouvert le débat sur l'alinéa c) du paragraphe 2. Lors de la session de 1976, la délégation du CICR et celle de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge avaient demandé de supprimer

15/ Au cours de la quatrième session de la Conférence, la Commission II a tenu 17 séances. Pour les comptes rendus analytiques de la Commission II, voir les documents CDDH/II/SR.83 à 99 et pour son rapport sur sa quatrième session, voir les documents CDDH/II/467 et CDDH/406.

16/ Pour le texte des articles adoptés par la Commission II au cours de la quatrième session de la Conférence, voir le document CDDH/II/467/annexe.

17/ Voir art. 9 du Protocole I adopté par la Conférence (annexe I) au présent rapport).

18/ Voir le document A/10195, annexe I, p. 14.

la mention du CICR et de la Ligue dans ce paragraphe. Lors de sa 75ème séance, en 1976, la Commission avait renvoyé l'examen de cette question à la quatrième session. A sa 99ème séance, la Commission a décidé, par 38 voix contre 4 avec 8 abstentions, de supprimer cette mention (voir CDDH/II/467, par. 22 à 24, et CDDH/II/SR.59).

2. Protection civile - articles 54 à 59 du projet de Protocole I 19/

35. Les articles sur la protection civile avaient déjà été examinés lors de la troisième session de la Conférence (voir CDDH/II/SR.76 et 77). Tous les amendements à ces articles avaient été renvoyés au Groupe de travail A de la Commission II. A sa 83ème séance, la Commission a procédé à un nouveau débat général sur les articles 54 à 59, au cours duquel les amendements soumis entre les troisième et quatrième sessions ont été présentés par leurs auteurs. A ses 85ème et 86ème séances, la Commission a examiné les nouveaux amendements aux articles 54 à 59. A sa 91ème séance, elle a pris note du rapport du Groupe de travail A (voir CDDH/II/439/Rev.1) sur les articles 54, 55, 56, 57 et 59. A sa 92ème séance, la Commission a examiné le rapport du Groupe de travail A sur les articles 14 (Carte d'identité) et 15 (Signe distinctif international) de l'annexe (voir CDDH/II/439/Add.1). A sa 95ème séance, la Commission a examiné le rapport du Groupe de travail A sur l'article 58 du Protocole I (voir CDDH/II/439/Rev.1/Add.1). A sa 96ème séance, elle a examiné le rapport du Groupe de travail A sur l'article 59 bis du Protocole I (voir CDDH/II/442); elle en a poursuivi l'examen à sa 97ème séance. Le Groupe de travail A a présenté son rapport sur les articles 54, 55, 56, 57 et 59 (voir CDDH/II/439/Rev.1) à la 91ème séance de la Commission. Il a été décidé à cette même séance que les notes du Rapporteur relatives à ces articles seraient jointes au rapport de la Commission.

36. A la 91ème séance, la Commission a adopté l'article 54 par consensus.

37. En adoptant son rapport, la Commission II a fait les commentaires suivants sur les paragraphes 1 et 3 de l'article 54 (voir CDDH/II/467, par. 32 à 39 et 41 à 50) :

"Article 54, paragraphe 1. Le terme 'catastrophes' de la phrase introductive est à interpréter au sens large. Il désigne les catastrophes naturelles aussi bien que toute autre calamité qui n'est pas causée par des hostilités.

19/ Ces articles sont devenus les articles 61 à 74 du Protocole I tel qu'il a été adopté par la Conférence (voir annexe I au présent rapport).

La liste des tâches de protection civile énumérée est inséparable de la phrase introductive; en d'autres termes, toutes ces activités ont pour but de protéger la population civile, etc. Ainsi, le terme 'alerte' à la lettre a) signifie l'action d'alerter la population civile, surtout lorsqu'il s'agit d'attaques imminentes ou de catastrophes naturelles.

En ce qui concerne plus particulièrement la lettre k), il a été souligné que rien dans la définition de la protection civile ne modifie la situation de la police civile dont les membres sont protégés en tant que civils. Les fonctions ordinaires de la police ne sont pas des fonctions de protection civile. En revanche, dans les zones sinistrées, c'est-à-dire dans les zones d'hostilités ou dans les régions frappées par des catastrophes, là où l'administration publique ne fonctionne plus normalement, les organismes de protection civile peuvent, à titre exceptionnel, aider aussi au maintien de l'ordre. Cette aide peut consister à diriger les mouvements de réfugiés à l'intérieur ou en provenance de zones sinistrées.

A la lettre l), l'expression 'services d'utilité publique' signifie les services et les produits fournis au public, comme par exemple l'eau, le gaz, l'électricité, les communications. Dans cet article, cette expression se réfère surtout aux installations et aux équipements utilisés pour fournir ces services et ces produits. Cette expression englobe ainsi, entre autres, les installations hydrauliques (par exemple barrages, digues, canaux d'assainissement et de décharge, déversoirs, bondes, écluses, vannes de décharge et installations de pompage).

A la lettre n), le mot 'essentiels' a été choisi pour éviter la confusion avec l'expression 'biens indispensables à la survie' employée à l'article 48 et parce qu'il possède une portée plus large que le mot 'indispensable'. Il a été convenu que l'assistance dont il est question ne comprend pas le service de garde ou n'exige pas l'emploi d'armes. La réparation temporaire d'un silo qui aurait pu être endommagé illustre le type d'assistance visé.

L'expression 'mentionnées ci-dessus' de la lettre o) ne se réfère pas uniquement à l'énumération des tâches de protection civile, mais aussi à la phrase introductive du paragraphe 1.

Un organisme de défense civile peut accomplir des tâches supplémentaires qui ne sont pas énumérées au paragraphe 1, sans perdre le bénéfice de la protection générale que lui confère ce chapitre, à condition que lesdites tâches ne constituent pas des actes nuisibles à l'ennemi au sens de l'article 58. Toutefois, ce chapitre ne s'applique pas à ceux qui remplissent ces tâches supplémentaires pendant le temps qu'ils les accomplissent.

/...

Pour ce qui est du paragraphe 2, les organismes 'qui sont exclusivement affectés ou utilisés' à l'accomplissement des tâches de protection civile comprennent ceux qui ne sont affectés et utilisés à l'accomplissement de ces tâches que pour une période limitée, même si cette période est relativement brève, pour autant toutefois qu'ils soient affectés ou utilisés de façon exclusive.

La définition des 'organismes de protection civile' de cet article ne prive en rien les personnes qui accomplissent les tâches de protection civile des droits que leur confère ce chapitre aussi longtemps qu'elles font partie d'un organisme du type visé à l'article 63 de la quatrième Convention ou sont liées à celui-ci par contrat. En outre, il n'est pas nécessaire qu'elles fassent partie d'un service dûment constitué ou y soient incorporées.

Article 54, paragraphe 3. Dans la définition du 'personnel', le mot 'exclusivement' est utilisé afin d'indiquer que ce personnel, pendant qu'il est affecté à des tâches de protection civile, ne doit pas exercer d'autres fonctions."

38. L'article 55 du projet de Protocole I 20/ a été adopté par la Commission II à sa 91^{ème} séance. En adoptant le rapport, la Commission a fait les commentaires suivants sur l'article 55 (Protection générale) (voir CDDH/II/467, par. 58); "La protection civile fait partie de la vie civile. Par conséquent, les membres du personnel de la protection civile sont protégés en tant que civils en vertu du présent Protocole. Les dispositions les plus importantes concernant la protection des personnes civiles de la population civile figurent à la section I du titre IV. Telle est la signification de la référence 'au présent Protocole et notamment les dispositions de la présente section' au paragraphe 1, qui comporte en outre une référence à certaines conditions et limites de protection."

39. L'article 56 du projet de Protocole I (Protection civile dans les territoires occupés) 21/ a été adopté par la Commission II par consensus à sa 86^{ème} séance. En adoptant son rapport, la Commission a fait les commentaires suivants (voir CDDH/467, par. 63) : "L'article 56 s'applique à la fois aux territoires occupés et aux territoires non occupés. L'article 56 complète donc l'article 55 pour ce qui concerne les territoires occupés. L'article 63 de la quatrième Convention est également applicable. Durant le débat, il a été souligné que le but de cet article n'est pas de renforcer la position d'une puissance occupante."

20/ Cet article est devenu l'article 62 du Protocole I tel qu'il a été adopté par la Conférence (voir annexe I au présent rapport).

21/ Ces articles sont devenus les articles 63 et 64 du Protocole I tel qu'il a été adopté par la Conférence (voir annexe I au présent rapport).

40. L'article 57 du projet de Protocole I (Organismes civils de protection civile d'Etats neutres ou d'autres Etats non parties au conflit et d'organismes internationaux de coordination) a été adopté par consensus à la 92ème séance. En adoptant son rapport, la Commission II a fait les commentaires suivants (voir CDDH/467, par. 69) : "Il est bien entendu que les activités d'organes de protection civile d'Etats neutres ou d'autres Etats qui ne sont pas parties au conflit ou d'organismes internationaux de coordination dans les territoires occupés sont subordonnées au consentement et au contrôle de la Puissance occupante."

41. Article 58 du projet de Protocole I (Cessation de la protection) 22/. A sa 95ème séance, la Commission a examiné le rapport du Groupe de travail A sur cet article (voir CDDH/II/439/Rev.1/Add.1). Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a précisé (voir CDDH/II/467, par. 73 et 74) que le Groupe de travail A avait envisagé de donner une définition des armes légères individuelles, puis y avait renoncé, vu les difficultés rencontrées. Néanmoins, sa délégation proposait la définition suivante, qui avait été agréée par un certain nombre d'experts militaires d'autres délégations : "L'expression 'armes légères individuelles' exclut les grenades à fragmentation et objets similaires, de même que les armes qui ne peuvent être manipulées et mises à feu par un seul homme, ou qui sont essentiellement destinées à des cibles autres que des personnes." Les délégations des Etats suivants ont donné leur accord pour cette définition : Egypte, Ghana, Mexique et Pays-Bas. Au sujet du paragraphe 2, alinéa b), l'Indonésie et la République arabe syrienne ont demandé le maintien des mots "ou certaines unités militaires", placés entre crochets après les mots "ou affecter certains militaires". Cette demande a été rejetée par 40 voix contre 3, avec 17 abstentions. Le reste de l'article a été adopté par consensus, à la 95ème séance. Lors de la 96ème séance, les Etats suivants ont fait part de leurs réserves par des explications de vote : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République fédérale d'Allemagne, Australie, Autriche, Canada, Suède et Finlande (voir CDDH/II/SR.96).

42. En adoptant son rapport, la Commission II a fait les commentaires suivants sur l'article 58 (voir CDDH/II/467, par. 76 à 80) :

"Les dispositions du paragraphe 3 valent pour le personnel pour le personnel de protection civile, qu'il soit civil ou militaire. A cet effet, un renvoi a été introduit au paragraphe 1 c) de l'article 59 bis sur le personnel militaire affecté à des organismes de protection civile.

Les mots 'armes légères individuelles' doivent être interprétés comme dans l'article 13, paragraphe 2 a) sur le personnel sanitaire civil.

22/ Cet article est devenu l'article 65 du Protocole I tel qu'il a été adopté par la Conférence (voir annexe I au présent rapport).

Sur la question de la protection propre, il est entendu que le personnel de protection civile peut être armé pour se défendre contre les maraudeurs ou d'autres délinquants ou groupes de délinquants. Ce personnel ne peut ni engager le combat contre la partie adverse, ni faire usage de la force pour résister à la capture. Toutefois, s'il est attaqué illégalement par des membres individuels des forces de la partie adverse, il peut user de ses armes pour sa protection propre après avoir fait un effort raisonnable pour faire reconnaître sa qualité de personnel de protection civile.

Les mots 'respecté et protégé' signifient que le personnel ne doit pas être attaqué sciemment ou être empêché sans nécessité de s'acquitter de ses fonctions propres.

Pour ce qui est des membres des forces armées affectées à des organismes de protection civile, la dernière disposition du paragraphe 3 n'implique aucune modification de leur statut de prisonnier de guerre s'ils tombent aux mains de la partie adverse."

43. Article 59 du projet de Protocole I (Identification) 23/. A la 86ème séance, le 21 avril 1977, le Zaïre a présenté un nouvel amendement (CDDH/II/427 et Add.1) proposant comme signe distinctif international de la protection civile deux barres obliques rouges sur fond jaune. La République fédérale d'Allemagne a proposé de ne pas renvoyer cette proposition au Groupe de travail A estimant qu'elle avait été suffisamment débattue par la Sous-Commission technique lors de la troisième session. La Commission a accepté de renvoyer cette question à l'une de ses séances ultérieures. A la 89ème séance, la Commission, après un débat sur les avantages et inconvénients des deux signes proposés (deux barres obliques rouges sur fond jaune ou triangle bleu sur fond orange) a procédé à un vote par appel nominal qui a donné le résultat suivant : l'amendement du Zaïre a été rejeté par 31 voix contre 28, avec 8 abstentions. Cette décision impliquait ipso facto le choix de l'autre signe. Ce point a été précisé à la 90ème séance, et accepté par consensus par la Commission (CDDH/II/467, par. 86).

44. A la 92ème séance, la Commission a adopté l'article 59 par consensus.

45. En adoptant son rapport, la Commission II a fait les commentaires suivants sur l'article 59 (voir CDDH/II/467, par. 89 à 91) :

"'Identifier les services de protection civile' signifie identifier les abris destinés à la population civile et identifier le personnel, les bâtiments et le matériel de protection civile. Il est bien entendu que les paragraphes 7 et 8 de l'article 59 ne visent rien d'autre que les utilisations du signe distinctif de protection civile à des fins de protection.

23/ Cet article est devenu l'article 66 du Protocole I tel qu'il a été adopté par la Conférence (voir annexe I au présent rapport).

/...

Le personnel sanitaire et religieux, ainsi que les unités sanitaires et les moyens de transport sanitaires des organisations de la protection civile sont régis par les dispositions du Titre II du Protocole. Ce personnel peut être assisté ou même remplacé par d'autres membres du personnel de la protection civile capables d'exercer des fonctions sanitaires mais qui sont principalement affectés à d'autres tâches de protection civile. Il pourrait en résulter des difficultés quant à la structure du commandement. Les fonctions sanitaires peuvent également être exercées à titre temporaire par le personnel de la protection civile dans les cas d'urgence, lorsque les formalités nécessaires leur permettant d'utiliser la croix rouge comme signe distinctif n'ont pas été remplies. Dans de tels cas, il est souhaitable que le personnel et les unités qui accomplissent des tâches sanitaires soient protégés par le signe international de la protection civile. Cette idée est exprimée par l'insertion dans le paragraphe du mot 'aussi'."

46. Article 59 bis (Membres des forces armées et unités militaires des organismes de protection civile) 24/. Le Groupe de travail A a consacré une séance à l'étude de cet article (30 avril 1977) et a chargé un sous-groupe de travail _____ de poursuivre cet examen.

Ce groupe a tenu 6 séances pour parvenir à un compromis, les opinions étant très divergentes et partagées sur l'article 59 bis. A la 96ème séance, la Commission a examiné le rapport du sous-groupe de travail (voir CDDH/II/442). Lors de cette séance, la phrase introductive du paragraphe 1 a été modifiée par consensus. Un certain nombre de délégations ont proposé la suppression de la deuxième phrase du paragraphe 2 (Yougoslavie, Indonésie, Egypte) tandis que d'autres ont demandé son maintien (République démocratique allemande, Suisse, Etats-Unis d'Amérique, Royaume-Uni, Canada, etc.). Le maintien de cette phrase a été décidé par 28 voix contre 11, avec 17 abstentions.

47. Les alinéas a), b) et c) du paragraphe 1 ont été adoptés par consensus à la 96ème séance, tandis que les alinéas d), e) et f), la fin du paragraphe 1 et les paragraphes 2, 3 et 4 ont été adoptés par consensus à la 97ème séance de la Commission. De nombreux Etats ont fait part de leurs réserves quant à cet article lors des explications de vote (voir CDDH/II/SR.97).

48. En adoptant son rapport, la Commission II a fait les commentaires suivants (voir CDDH/II/467, par. 98 à 102) :

24/ Cet article est devenu l'article 67 du Protocole I tel qu'il a été adopté par la Conférence (voir annexe I au présent rapport).

/...

"Le texte actuel de la phrase introductive a été préféré à la proposition du Groupe de travail, qui était ainsi conçue : 'Les membres des forces armées et les unités militaires affectés aux organismes de protection civile ne doivent pas faire l'objet d'attaques et auront le droit, /sauf en cas de nécessité militaire impérieuse,/ d'accomplir leurs tâches de protection civile, à condition :'.

La raison de cette modification tient au désir d'aligner le libellé de l'article 59 bis sur celui de l'article 55 et du paragraphe 3 de l'article 58, sans changer le fond de la proposition du Groupe de travail. Comme l'explique la note concernant le paragraphe 3 de l'article 58, les mots 'respecté et protégé' signifient que le personnel ne doit pas être attaqué sciemment ou être empêché sans nécessité de s'acquitter de ses fonctions propres.

A l'alinéa b), l'expression 'd'autres tâches militaires' s'entend de toutes les tâches militaires, à l'exception des tâches de protection civile. Elle s'entend, en particulier, des tâches liées au combat. L'alinéa b) doit s'entendre comme interdisant, pendant le conflit, le passage du personnel militaire de protection civile à d'autres tâches militaires, en particulier à des tâches liées au combat et aux activités de combat. Il n'empêche donc pas le retour du personnel militaire de protection civile à une occupation civile.

En ce qui concerne le port du signe distinctif international de la protection civile mentionné à l'alinéa c), on a suggéré qu'un signe d'un format minimal d'environ 30 cm x 30 cm porté sur un dossard pourrait être approprié. La carte d'identité mentionnée à l'alinéa c) devra être portée en sus de la carte d'identité militaire prévue dans la troisième Convention.

A l'alinéa d), la note relative au paragraphe 3 de l'article 58 s'applique également à l'alinéa d) du paragraphe 1 de l'article 59 bis."

/...

V. TRAVAUX DE LA COMMISSION III. POPULATION CIVILE, METHODES ET MOYENS DE COMBAT, NOUVELLE CATEGORIE DE PRISONNIERS DE GUERRE (ART. 32 A 53 ET ART. 63, 64, 67, 68 ET 69 DU PROTOCOLE I ET ART. 20 A 29 ET 32 DU PROTOCOLE II) 25/

A. Articles adoptés par la Commission

49. A la quatrième session de la Conférence, la Commission III a adopté les articles suivants qui restaient à examiner 26/.

Projet de Protocole I - Conflits armés internationaux : Article 37 (Signes de nationalité), article 39 (Occupants d'aéronefs), article 42 (Nouvelle catégorie de prisonniers de guerre), nouvel article (Mercenaires), article 46 (Protection de la population civile), article 47 (Protection générale des biens de caractère civil), article 47 bis (Protection des biens culturels), article 49 (Ouvrages et installations contenant des forces dangereuses), article 63 (Champ d'application), article 64 (Réfugiés et apatrides), article 66 (Biens indispensables à la survie de la population civile), article 67 (Protection des femmes), article 68 (Protection des enfants), article 69 (Evacuation des enfants).

Projet de Protocole II - Conflits armés non internationaux : Article 20 bis (Protection des biens culturels), article 21 (Interdiction de la perfidie), article 26 (Protection de la population civile), article 26 bis (Protection générale des biens de caractère civil), article 28 (Protection des ouvrages et installations contenant des forces dangereuses), article 29 (Interdiction des déplacements forcés), article 32 (Traitement privilégié).

B. Résumé des délibérations et décisions relatives à certaines grandes questions examinées par la Commission à la quatrième session

1. Occupants d'aéronefs - article 39 du projet de Protocole I 27/

50. La Commission a décidé de réexaminer et de réviser le paragraphe 1 de cet article qu'elle avait adopté à la troisième session 28/. Comme il est dit au

25/ Lors de la quatrième session de la Conférence, la Commission a tenu sept séances entre le 15 avril et le 13 mai 1977. Pendant la même période, un groupe de travail de la Commission a tenu 22 séances. Pour les comptes rendus analytiques des séances de la Commission III, voir CDDH/III/SR.54 à 60 et pour le rapport de la Commission, voir CDDH/408 et CDDH/407.

26/ Pour le texte des articles adoptés par la Commission à la quatrième session de la Conférence, voir CDDH/408, annexe.

27/ Cet article est devenu l'article 42 du Protocole I, tel qu'il a été adopté par la Conférence (voir annexe I au présent rapport).

28/ Voir A/31/163, annexe I, p. 33.

/...

paragraphe 29 du rapport de la Commission III sur ses travaux à la troisième session de la Conférence 29/, certaines délégations avaient suggéré que la question de l'immunité des aviateurs sautant en parachute contre les attaques fasse l'objet d'un nouvel examen à la quatrième session. Il n'y a pas eu unanimité à la Commission sur cette question, mais elle a cependant décidé par un vote de réexaminer ce texte et de le modifier de façon à interdire les attaques contre les aviateurs sautant en parachute, quelle que soit la partie qui contrôle le territoire vers lequel ils descendent. On a estimé que l'aviateur se trouvant dans cette situation est temporairement hors de combat, tout autant que s'il avait perdu connaissance, et qu'il ne conviendrait pas qu'un protocole destiné à étendre les protections humanitaires permette de faire de lui un objet légitime d'attaque pendant qu'il est ainsi réduit à l'impuissance. Il va sans dire qu'un aviateur qui commet un acte hostile pendant sa descente, usant par exemple d'une arme à feu contre des personnes au sol, perd son immunité contre les attaques.

51. Le nouvel article a été adopté par 52 voix contre 4, avec 22 abstentions (voir CDDH/III/SR.59).

2. Nouvelle catégorie de prisonniers de guerre - article 42 du projet de Protocole I 30/

52. A la fin de la troisième session de la Conférence, la Commission III a décidé que l'article 42 relatif à la nouvelle catégorie de prisonniers de guerre devrait être examiné en priorité à la quatrième session de la Conférence 31/. A la quatrième session, sans autre débat, la Commission a adopté l'article par vote par appel nominal, par 66 voix contre 2, avec 18 abstentions 32/. Le résultat du vote a été le suivant :

29/ Voir CDDH/236/Rev.1.

30/ Cet article est devenu l'article 44 du Protocole I, tel qu'il a été adopté par la Conférence (voir annexe I au présent rapport).

31/ Pour la proposition du Groupe de travail sur l'article 42 et les travaux de la Commission III aux sessions antérieures de la Conférence, voir A/31/163, par. 66 à 68.

32/ Voir CDDH/III/SR.55.

Ont voté pour : Afghanistan, Algérie, Allemagne, République fédérale d', Arabie Saoudite, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Ghana, Grèce, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Koweït, Liban, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Nigéria, Norvège, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique allemande, République populaire démocratique de Corée, République socialiste du Viet Nam, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, République-Unie du Cameroun, Roumanie, Sénégal, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Tchécoslovaquie, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yougoslavie et Zaïre.

Ont voté contre : Brésil et Israël.

Se sont abstenus : Argentine, Australie, Bolivie, Canada, Chili, Colombie, Danemark, Espagne, Guatemala, Irlande, Italie, Japon, Nicaragua, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Siège, Thaïlande et Uruguay.

53. Dans son rapport, la Commission III a formulé les observations ci-après :

"Les explications de vote sur cet article ont montré qu'il se dégagait une très large identité de vues quant à son sens, ce qui n'est guère surprenant si l'on songe à l'analyse et au débat prolongés auxquels il a donné lieu à la troisième session. Certains représentants ont noté avec satisfaction, en particulier, que l'article réaffirmait l'obligation faite au guérillero de se distinguer clairement de la population civile, mais limitait cette obligation à la période pendant laquelle il mène ses opérations militaires, et accepte comme signe distinctif minimal adéquat qu'il porte ses armes ouvertement. Ces modifications du droit ont été généralement bien accueillies par les représentants, car elles reflètent mieux les réalités de la guerre moderne en territoire occupé et dans les guerres de libération nationale.

Plusieurs représentants ont également accueilli avec satisfaction un autre changement apporté par cet article, à savoir la sanction du non-respect de l'obligation de se distinguer de la population civile. A une exception près, l'article établit que la sanction du non-respect par un guérillero de l'obligation de se distinguer de la population dans les cas où il est tenu de le faire consistera simplement à le juger et à le punir pour violation des lois de la guerre et non à le priver du statut de combattant ou de prisonnier de guerre. Cette exception, qui a été la partie de l'article la plus difficile à négocier, s'applique au guérillero qui profite du fait qu'il porte des vêtements civils et de l'absence d'un signe distinctif pour prendre l'avantage sur son adversaire dans la préparation et le lancement d'une attaque. Cette exception reconnaît qu'en territoire occupé et dans

/...

les guerres de libération nationale, il peut se présenter des situations où un guérillero ne peut se distinguer de la population civile pendant toute la durée de ses opérations militaires et conserver encore une chance de réussir. L'article stipule que, dans ces situations, un tel combattant conservera son statut de combattant et, s'il est capturé, son droit d'être considéré comme prisonnier de guerre, à moins qu'il ne porte pas ses armes ouvertement, aussi bien pendant une attaque que pendant la période précédant l'attaque, où il est exposé à la vue de l'adversaire alors qu'il prend part à un déploiement militaire qui précède le lancement d'une attaque...'. Ainsi, dans ce cas extrême, mais dans ce cas seulement, la sanction du non-respect de l'obligation de se distinguer de la population civile est que la personne peut être jugée et punie pour tous crimes qu'elle aura commis en tant que belligérant non privilégié. Même dans ce cas, elle doit bénéficier en captivité, d'un traitement équivalant à tous égards à celui auquel ont droit les prisonniers de guerre.

Le seul point sur lequel les explications de vote ont révélé une nette divergence de vues a été le sens du mot 'déploiement'. Quelques délégations ont dit qu'elles l'interprétaient comme signifiant tout mouvement vers un lieu à partir duquel une attaque doit être lancée. D'autres ont estimé que ce mot s'entendait uniquement d'un mouvement final vers des positions de tir. Plusieurs délégations ont déclaré qu'elles l'interprétaient comme couvrant seulement les instants précédant immédiatement l'attaque.

Bien qu'elles fassent état du maintien de certaines réserves sur cet article, les déclarations des représentants témoignent d'une satisfaction générale devant le fait que cet article est le meilleur compromis auquel on puisse arriver et qu'il constitue un développement important du droit visant à ce qu'il s'accorde de plus près avec la réalité, tout en encourageant le guérillero à se distinguer de la population civile là où l'on peut raisonnablement attendre de lui qu'il le fasse." (CDDH/III/408, par. 18 à 21)

3. Nouvel article sur les mercenaires 33/

54. Cet article avait fait l'objet de débats approfondis à la troisième session de la Conférence 34/. Dans son rapport, la Commission III a fait les observations ci-après concernant cet article :

33/ Le nouveau projet d'article sur les mercenaires est devenu l'article 47 du Protocole I, tel qu'il a été adopté par la Conférence (voir annexe I au présent rapport).

34/ Voir A/31/163, par. 70 à 73 et CDDH/236/Rev.1, par. 95 à 108.

"A la quatrième session de la Conférence, le représentant du Nigéria, qui avait initialement soumis la proposition, a eu des consultations privées avec d'autres représentants intéressés. Cette approche s'est révélée si efficace que le projet résultant de ces consultations a été approuvé par le Groupe de travail de la Commission au cours d'une seule séance, le 21 avril, avec un très petit nombre seulement de légères modifications de forme et a été adopté par la Commission à sa 57ème séance par consensus. L'intention est d'en faire un article nouveau distinct du Titre III, section II du Protocole.

Il ne faut cependant pas conclure que le texte définitif a donné pleine satisfaction à tous les représentants. Certains auraient préféré un texte plus fort, qui aurait fait obligation aux Etats d'interdire le recrutement, l'entraînement, le rassemblement et la mise en action de mercenaires, ainsi que d'interdire à leurs ressortissants de s'enrôler comme mercenaires. Plusieurs représentants auraient souhaité que le texte fasse état du champ de la responsabilité qui devrait, selon eux, s'étendre aussi bien aux mercenaires pris individuellement qu'à tout groupe ou Etat qui encourage ou autorise une telle activité. Plusieurs représentants ont également fait observer qu'ils auraient préféré un texte qui ferait aussi état d'un autre aspect de la définition du mercenaire, à savoir que les activités des mercenaires visent à empêcher, par la violence armée, le processus d'autodétermination.

La Commission est néanmoins parvenue à la conclusion générale que le texte présenté était sans doute le meilleur compromis possible au stade actuel. On a fait observer que ce texte pourrait être complété par des accords régionaux ou par les législations nationales. Reconnaissant que l'attribution du statut de mercenaire à une personne pouvait être une question de vie ou de mort, le projet d'article s'attachait tout particulièrement à donner du mercenaire une définition qui réduise le risque que cet article serve de prétexte pour dénier aux non-combattants et aux combattants réguliers le statut de combattant et de prisonnier de guerre. Il exclut ainsi les simples conseillers en définissant le mercenaire comme une personne qui prend part effectivement et directement aux hostilités, c'est-à-dire qui devient un combattant, fût-il irrégulier. Le projet exclut également toute possibilité d'attribuer le statut de mercenaire à des ressortissants d'une partie au conflit, à des résidents du territoire contrôlé par une partie au conflit, à des membres des forces armées d'une partie au conflit et aux membres des forces armées d'un Etat envoyés par cet Etat. Il va sans dire qu'il ne s'agit ici que des membres des forces armées en service actif. On a estimé qu'il ne fallait pas exposer les personnes appartenant à ces catégories au risque d'être considérées comme des mercenaires.

Reconnaissant que quelques rangs et fonctions des forces armées bénéficient probablement d'une rémunération supérieure à ce qu'elle est pour d'autres, le projet prévoit, à l'alinéa c) du paragraphe 2, un critère objectif pour mieux définir les motivations des personnes servant dans les

/...

forces armées d'une partie au conflit; ces personnes ne peuvent être considérées comme ayant essentiellement pour but d'obtenir un avantage personnel que s'il leur est promis une rémunération nettement supérieure à celle qui est promise ou payée à des combattants ayant un rang et une fonction analogues dans les forces armées de cette partie. Ainsi, les pilotes seraient jugés selon les mêmes critères de rémunération que d'autres pilotes et non selon les critères applicables aux fantassins. Plusieurs représentants ont critiqué ce paragraphe du fait qu'il pouvait offrir une échappatoire à certains mercenaires.

En définitive, bien que le nouvel article proposé ne fasse pas mention des garanties fondamentales de l'article 65, il a été entendu par la Commission que les mercenaires constitueraient l'un des groupes admis à bénéficier des protections de l'article 65 qui établit des normes minimales de traitement pour les personnes qui ne sont pas admises à bénéficier d'un traitement plus favorable en vertu des conventions et du Protocole." (voir CDDH/III/408, par. 23 à 27)

4. Protection des biens culturels - Article 47 bis 35/

55. La Commission a décidé par consensus de réexaminer cet article et de le réviser en supprimant toute référence aux lieux de culte. Dans son rapport, la Commission a déclaré ce qui suit :

"C'était la seule solution de compromis possible entre ceux qui voulaient que l'article accorde une protection spéciale aux seuls biens qui font partie du patrimoine culturel de l'humanité et ceux qui ne pouvaient accepter un texte qui protège des lieux de culte déterminés et non d'autres. De ce compromis fait partie intégrante l'insertion à l'article 47 d'une référence explicite à un lieu de culte comme exemple d'un bien qui est normalement affecté à des fins de caractère civil et qui, par suite, est présumé protégé en tant que bien de caractère civil. La Commission n'a pas eu cependant l'intention d'exclure de la protection spéciale de l'article 47 bis les lieux de culte qui ont droit à une protection en tant que monuments historiques ou en tant qu'oeuvres d'art." (Voir CDDH/III/408, par. 30)

56. La Commission III a adopté l'article 47 bis par consensus à sa 57ème séance (voir CDDH/SR.57).

35/ Le projet d'article 47 bis est devenu l'article 53 du Protocole I, tel qu'il a été adopté par la Conférence (voir annexe I au présent rapport).

/...

5. Garanties fondamentales - Article 65 du projet de Protocole I 36/

57. Dans son rapport, la Commission III a fait les observations ci-après :

"Cet article, qui a été reconnu comme étant l'un des plus importants du Protocole, car il définit les normes minimales de traitement humain à accorder aux personnes qui n'ont pas droit à un traitement plus favorable en vertu des Conventions de Genève ou du Protocole, a fait l'objet, au Groupe de travail de la Commission, de 13 amendements présentés officiellement et de beaucoup d'autres propositions informelles. L'examen de cet article a occupé pendant deux semaines la plus grande partie du temps de la Commission; il aurait sans doute pris encore beaucoup plus de temps sans les consultations officieuses approfondies et des plus utiles de mars et d'avril 1977, qui ont été dirigées par le représentant de la Belgique, en étroite coopération avec les représentants de la Suisse et des Pays-Bas.

La tâche de la Commission a aussi été facilitée par les travaux analogues accomplis à propos du Protocole II par la Commission I à la troisième session de la Conférence. Pour ce qui est de la rédaction, la Commission a adopté les textes des parties des articles 6 et 10 du Protocole II qu'elle a décidé de reprendre à l'article 65. Elle a pris pour principe d'utiliser le même texte sauf s'il existait, pour en changer, des raisons liées aux différences entre les conflits armés internationaux et non internationaux.

Le texte du paragraphe 1 de l'article 65 a été le dernier à être adopté parce qu'il posait la question délicate de savoir si les protections prévues dans cet article devaient être étendues aux propres ressortissants d'une partie. Il a été décidé, assez vite, que la portée de cet article serait limitée aux personnes affectées par le conflit armé, et limitée encore à la mesure dans laquelle les actes d'une partie au pouvoir de laquelle elles sont, les affectent. Tel est le but de la disposition introductive du paragraphe. De plus, la portée des paragraphes 3 à 7 inclus est encore limitée, de par leur rédaction, aux personnes affectées à certains égards particuliers, par exemple aux personnes 'arrêtée(s), détenue(s) ou internée(s) pour des actes en relation avec le conflit armé' (par. 3).

La question de savoir s'il fallait ou non spécifier que les propres ressortissants d'une partie étaient ou non protégés par cet article a néanmoins été controversée pendant de nombreux jours. On a fini par arriver à un compromis qui a consisté à supprimer tout exemple de personnes couvertes par cet article; l'article a été alors rapidement approuvé par la Commission.

On notera que la Commission a décidé d'éviter, au paragraphe 1, d'assortir de qualificatifs le mot 'convictions', de façon à viser tous les types de convictions, qu'elles soient politiques, religieuses ou philosophiques.

36/ Ce projet d'article est devenu l'article 75 du Protocole I, tel qu'il a été adopté par la Conférence (voir annexe I au présent rapport).

La Commission a modifié de plusieurs façons le texte du paragraphe 2 du CICR. D'abord, l'interdiction de la torture est mise en évidence et il est précisé qu'elle couvre la torture sous toutes ses formes, qu'elle soit physique ou mentale. Cette prohibition, jointe à celle, plus générale, des atteintes à la vie, à la santé et au bien-être physique et mental a été jugée suffisante pour permettre d'éliminer la référence à la coercition qu'un certain nombre de représentants trouvaient trop vague. De même ces interdictions, jointes à l'interdiction de l'alinéa 2 e) visant la menace de commettre ces actes, ont été estimées couvrir et, par suite, rendre inutile une proposition plus précise d'interdiction de l'intimidation, des vexations et des menaces d'agents d'une puissance occupante visant à forcer des individus ou des éléments de la population civile à se déplacer.

La Commission a décidé d'ajouter à la liste des actes prohibés l'interdiction des 'peines collectives' (alin. d) du paragraphe 2), craignant que ces peines puissent être imposées autrement que par la voie judiciaire et qu'en ce cas, elles ne soient pas couvertes par l'alinéa b) du paragraphe 4.

Il a été ajouté au texte du CICR un paragraphe 3 à la suite d'une proposition du représentant de la Belgique visant à couvrir la période de l'arrestation avant celle dont il est question pour les sauvegardes judiciaires du paragraphe 4. Plusieurs représentants souhaitent qu'il soit spécifié que la dernière phrase de ce paragraphe ne peut pas être utilisée légitimement comme prétexte pour ne pas observer l'obligation de libération 'dans les plus brefs délais possibles'.

Le paragraphe 4 est sur le modèle de l'article 10 du Protocole II. Toutefois, pour des raisons qui tiennent aux différences entre les conflits armés internationaux et non internationaux, son alinéa c) a été modifié par une mention du droit national ou international dont une personne est le sujet. Plusieurs représentants ont estimé que la partie introductive de ce paragraphe n'était pas claire et semblait viser une personne déclarée coupable avant d'être jugée. La Commission pense que le Comité de rédaction voudra peut-être réexaminer le libellé de cette disposition introductive en même temps que celui de la disposition similaire de l'article 10 du Protocole II et voir s'il peut trouver une formulation plus nette.

Certaines autres observations concernant le paragraphe 4 méritent d'être notées. Premièrement, à propos de l'alinéa e), il a été entendu que l'inconduite persistante d'un accusé peut justifier son exclusion de la salle d'audience. Deuxièmement, l'alinéa g) a été rédigé de telle sorte qu'il soit compatible aussi bien avec le système de l'interrogatoire croisé des témoins qu'avec le système dit inquisitorial dans lequel le juge conduit seul l'interrogatoire. Troisièmement, la règle non bis in idem (alin. h) du paragraphe 4) est tirée du Pacte des Nations Unies relatif aux droits civils et politiques et elle est rédigée de telle sorte qu'elle crée un minimum de difficultés aux Etats dans un domaine où les procédures sont profondément différentes. Enfin, il convient de noter que l'alinéa i) du paragraphe 4 est conçu de manière à permettre à toute personne de renoncer à son droit à ce que le jugement soit rendu publiquement, ce qui est le cas, par exemple, d'un délinquant mineur lorsque la publicité est indésirable." (Voir CDDH/III/408, par. 39 à 48)

/...

VI. TRAVAUX DE LA COMMISSION AD HOC SUR LES ARMES CONVENTIONNELLES

58. Dans les rapports antérieurs, le Secrétaire général a rendu compte des travaux de la Commission ad hoc au cours des première, deuxième et troisième sessions de la Conférence (A/9669, par. 104 à 126, A/10195, par. 98 à 139 et A/31/163, par. 84 à 120). Le Secrétaire général présentera un rapport sur les travaux de la Commission ad hoc au cours de la quatrième session de la Conférence, en application de la résolution 31/64 de l'Assemblée générale, en date du 10 décembre 1976. On trouvera dans le présent rapport le texte de la résolution 22 (IV) sur les mesures à prendre à la suite de l'interdiction ou de la restriction de l'emploi de certaines armes conventionnelles 37/.

37/ Voir ci-après les résolutions adoptées par la Conférence.

VII. DECISIONS PRISES PAR LA CONFERENCE^{38/}

A. Rapports présentés par les commissions principales

59. Comme il avait été convenu, la Conférence a pris note des rapports que les diverses commissions lui ont présentés. A ses 36ème et 51ème séances plénières, les 23 et 24 mai, elle a pris acte des rapports de la Commission I (CDDH/I/381 et CDDH/405), de la Commission II (CDDH/II/467), de la Commission III (CDDH/III/408, CDDH/III/249) ^{39/} et de la Commission ad hoc sur les armes conventionnelles (CDDH/IV/225) ^{40/}.

B. Adoption du Protocole I (Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux) ^{41/}

60. De sa 37ème à sa 56ème séance plénière, tenues du 23 mai au 10 juin 1977, la Conférence a adopté plusieurs articles du Protocole I ^{42/}.

61. Article premier (Principes généraux et champ d'application). Après avoir rejeté la proposition tendant à mettre séparément aux voix le paragraphe 4 de l'Article premier, la Conférence a procédé au vote par appel nominal sur l'Article premier dans son ensemble. Cet Article a été adopté par 87 voix contre une, avec 11 abstentions. Les résultats du vote se décomposent comme suit :

^{38/} Il convient de noter que, conformément à l'article 35 du règlement intérieur (CDDH/2/Rev.2) qu'elle avait adopté, les décisions de la Conférence sur toutes les questions de fond ont été prises à la majorité des deux tiers des représentants présents et votants.

^{39/} Voir CDDH/SR.36.

^{40/} Voir CDDH/SR.38.

^{41/} Pour le texte des articles adoptés par la Conférence, voir les annexes au présent rapport.

^{42/} Voir CDDH/SR.37 à 58.

/...

Ont voté pour : Afghanistan, Algérie, Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Brésil, Bulgarie, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Finlande, Ghana, Grèce, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Liechtenstein, Luxembourg, Madagascar, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique allemande, République populaire démocratique de Corée, République socialiste du Viet Nam, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, République-Unie du Cameroun, Roumanie, Saint-Siège, Sénégal, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre.

Ont voté contre : Israël.

Se sont abstenus : Allemagne, République fédérale d', Canada, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Guatemala, Irlande, Italie, Japon, Monaco, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

62. Les Articles suivants ont été adoptés par consensus : Article 2 (Définitions), Article 3 (Début et fin de l'application), Article 4 (Statut juridique des Parties au conflit), Article 5 (Désignation des Puissances protectrices et de leur substitut), Article 6 (Personnel qualifié), Article 7 (Réunions), Article 8 (Terminologie), Article 9 (Champ d'application), Article 10 (Protection et soins), Article 11 (Protection de la personne), Article 12 (Protection des unités sanitaires), Article 13 (Cessation de la protection des unités sanitaires civiles), Article 14 (Limitation à la réquisition des unités sanitaires civiles), Article 15 (Protection du personnel sanitaire et religieux civil), Article 16 (Protection générale de la mission médicale), Article 17 (Rôle de la population civile et des sociétés de secours), Article 18 (Identification), Article 19 (Etats neutres et autres Etats non Parties au conflit), Article 20 (Interdiction des représailles), Article 21 (Véhicules sanitaires), Article 22 (Navires-hôpitaux et embarcations de sauvetage côtières), Article 23 (Autres navires et embarcations sanitaires), Article 24 (Protection des aéronefs sanitaires), Article 25 (Aéronefs sanitaires dans des zones non dominées par la Partie adverse), Article 26 (Aéronefs sanitaires dans des zones de contact ou similaires), Article 27 (Aéronefs sanitaires dans les zones dominées par la Partie adverse), Article 28 (Restrictions à l'emploi des aéronefs sanitaires), Article 29 (Notifications et accords concernant les aéronefs sanitaires), Article 30 (Atterrissage et inspection des aéronefs sanitaires), Article 31 (Etats neutres ou autres Etats non Parties au conflit), Article 32 (Principe général), Article 33 (Personnes disparues), Article 34 (Restes des personnes décédées), Article 35 (Règles fondamentales), Article 36 (Armes nouvelles), Article 37 (Interdiction de la perfidie),

/...

Article 38 (Emblèmes reconnus), Article 39 (Signes de nationalité), Article 40 (Quartier), Article 41 (Sauvegarde de l'ennemi hors de combat).

63. L'Article 42 (Occupants d'aéronefs) a été adopté par 71 voix contre 12, avec 11 abstentions.

64. L'Article 43 (Forces armées) a été adopté par consensus.

65. L'Article 44 (Combattants et prisonniers de guerre) a été adopté par 73 voix contre une, avec 21 abstentions. Les résultats du vote se décomposent comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Algérie, Arabie Saoudite, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bulgarie, Chypre, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Ghana, Grèce, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Luxembourg, Madagascar, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Nigéria, Norvège, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique allemande, République populaire démocratique de Corée, République socialiste du Viet Nam, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, République-Unie du Cameroun, Roumanie, Saint-Siège, Sénégal, Soudan, Sri Lanka, Suède, Tchécoslovaquie, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre.

Ont voté contre : Israël.

Se sont abstenus : Allemagne, République fédérale d', Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Espagne, Guatemala, Honduras, Irlande, Italie, Japon, Nicaragua, Nouvelle-Zélande, Philippines, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Thaïlande, Uruguay.

66. Les Articles suivants ont été adoptés par consensus : Article 45 (Protection des personnes ayant pris part aux hostilités), Article 46 (Espions), Article 47 (Mercenaires), Article 48 (Règle fondamentale), Article 49 (Définition des attaques et champ d'application), Article 50 (Définition des personnes civiles et de la population civile).

67. L'Article 51 (Protection de la population civile) a été adopté par 77 voix contre une, avec 16 abstentions. Les résultats du vote se décomposent comme suit :

Ont voté pour : Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chypre, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, Ghana, Grèce, Guatemala, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Irlande, Israël, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Koweït, Liban, Luxembourg, Mexique, Mongolie, Mozambique, Nicaragua,

Ont voté pour : Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République populaire démocratique de Corée, République socialiste du Viet Nam, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Siège, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie.

Ont voté contre : France.

Se sont abstenus : Afghanistan, Algérie, Allemagne, République fédérale d', Colombie, Italie, Kenya, Madagascar, Mali, Maroc, Monaco, République de Corée, République-Unie du Cameroun, Sénégal, Thaïlande, Turquie, Zaïre.

68. L'Article 52 (Protection générale des biens de caractère civil) a été adopté par 79 voix contre zéro, avec 7 abstentions.

69. Les Articles suivants ont été adoptés par consensus : Article 53 (Protection des biens culturels et des lieux de culte), Article 54 (Protection des biens indispensables à la survie de la population civile), Article 55 (Protection de l'environnement naturel), Article 56 (Protection des ouvrages et installations contenant des forces dangereuses).

70. L'Article 57 (Précautions dans l'attaque) a été adopté par 90 voix contre zéro, avec 4 abstentions.

71. L'Article 58 (Précautions contre les effets des attaques) a été adopté par 80 voix contre zéro, avec 8 abstentions.

72. Les Articles suivants ont été adoptés par consensus : Article 59 (Localités non défendues), Article 60 (Zones démilitarisées), Article 61 (Définition et champ d'application), Article 62 (Protection générale), Article 63 (Protection civile dans les territoires occupés), Article 64 (Organismes civils de protection civile d'Etats neutres ou d'autres Etats non Parties au conflit et organismes internationaux de coordination), Article 65 (Cessation de la protection), Article 66 (Identification), Article 67 (Membres des forces armées et unités militaires affectés aux organismes de protection civile), Article 68 (Champ d'application), Article 69 (Besoins essentiels dans les territoires occupés), Article 70 (Actions de secours), Article 71 (Personnel participant aux actions de secours), Article 72 (Champ d'application), Article 73 (Réfugiés et apatrides), Article 74 (Regroupement des familles dispersées), Article 75 (Garanties fondamentales), Article 76 (Protection des femmes), Article 77 (Protection des enfants), Article 78 (Evacuation des enfants), Article 79 (Mesures de protection des journalistes), Article 80 (Mesures d'exécution), Article 81 (Activités de la Croix-Rouge et d'autres organisations humanitaires), Article 82 (Conseillers juridiques dans les forces armées), Article 83 (Diffusion), Article 84 (Lois d'application).

73. Article 85 (Répression des infractions au présent Protocole). Après avoir rejeté par 41 voix contre 25, avec 25 abstentions, la proposition des Philippines tendant à ajouter un nouvel alinéa g) au paragraphe 3 de cet Article 43/, la Conférence a adopté celui-ci par consensus 44/.

74. Les Articles suivants ont été adoptés par consensus : Article 86 (Omissions), Article 87 (Devoirs des commandants), Article 88 (Entraide judiciaire en matière pénale).

75. L'Article 89 (Coopération) a été adopté par 50 voix contre 3 avec 40 abstentions.

76. L'Article 90 (Commission internationale d'établissement des faits), sous sa forme modifiée 45/ a été adopté par 49 voix contre 21, avec 15 abstentions.

77. Les Articles suivants ont été adoptés par consensus : Article 91 (Responsabilité), Article 92 (Signature), Article 93 (Ratification), Article 94 (Adhésion), Article 95 (Entrée en vigueur).

78. L'Article 96 (Rapports conventionnels dès l'entrée en vigueur du présent Protocole) a été adopté par 93 voix contre une, avec 2 abstentions, à la suite d'un vote par appel nominal. Les résultats du vote se décomposent comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Algérie, Allemagne, République fédérale d', Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guatemala, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Libéria, Liechtenstein, Luxembourg, Madagascar, Mali, Malte, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Mozambique, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique allemande, République populaire démocratique de Corée, République socialiste du Viet Nam, République socialiste soviétique de Biélorussie,

43/ Voir CDDH/418.

44/ Voir CDDH/SR.44.

45/ Pendant la séance plénière de la Conférence, quatre amendements au texte adopté au niveau de la Commission ont été présentés : CDDH/415, CDDH/415/Add.1 et Add.2, CDDH/416 et CDDH/420.

Ont voté pour : République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de
(suite) Tanzanie, République-Unie du Cameroun, Roumanie, Royaume-Uni de
Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Siège, Sénégal,
Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Tunisie,
Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques,
Uruguay, Venezuela, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie,
Zaire.

Ont voté contre : Israël.

Se sont abstenus : Espagne, Thaïlande.

79. Les Articles suivants ont été adoptés par consensus : Article 97
(Amendement), Article 98 (Révision de l'Annexe I), Article 99 (Dénonciation),
Article 100 (Notifications), Article 101 (Enregistrement), Article 102 (Textes
authentiques).

80. A la 48ème séance plénière, la Conférence a adopté par consensus la table
des matières du projet de Protocole I et les annexes 1 et 2 du Protocole I.
A sa 56ème séance, dans son ensemble (voir CDDH/SR.56) (pour les déclarations
et les explications de vote relatives au Protocole additionnel I, voir
CDDH/SR.56 à 58).

C. Adoption du Protocole II (Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux)^{46/}

81. L'article premier (Champ d'application matériel) a été adopté par 58 voix contre 5, avec 29 abstentions. Les résultats du vote se décomposent comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Allemagne, République fédérale d', Arabie Saoudite, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Chypre, Cuba, Danemark, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guatemala, Honduras, Hongrie, Iran, Irlande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Jordanie, Koweït, Liechtenstein, Luxembourg, Monaco, Mongolie, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République démocratique allemande, République démocratique de Corée, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Siège, Sénégal, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela et Yougoslavie.

Ont voté contre : Argentine, Chili, Inde, République arabe syrienne et République-Unie du Cameroun.

Se sont abstenus : Algérie, Brésil, Colombie, Côte d'Ivoire, Indonésie, Irak, Kenya, Liban, Madagascar, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mozambique, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Oman, Ouganda, Panama, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Souaziland, Soudan, Sri Lanka, Thaïlande, Turquie, Uruguay, Yémen démocratique et Zaïre.

82. Les articles suivants ont été adoptés par consensus : article 2 (Champ d'application personnel), article 3 (Non-intervention), article 4 (Garanties fondamentales), article 5 (Personnes privées de liberté), article 6 (Poursuites pénales), article 7 (Protection et soins), article 8 (Recherches), article 9 (Protection du personnel sanitaire et religieux), article 10 (Protection générale de la mission médicale), article 11 (Protection des unités et moyens de transport sanitaires), article 12 (Signe distinctif), article 13 (Protection de la population civile), article 14 (Protection des biens indispensables à la survie de la population civile), article 15 (Protection des ouvrages et installations contenant des forces dangereuses).

^{46/} La Conférence a adopté les divers articles du Protocole II de ses 49ème à 54ème séances plénières, tenues du 2 au 7 juin 1977 (voir CDDH/SR.49 à 54).

83. L'article 16 (Protection des biens culturels et des lieux de culte) a été adopté par 35 voix contre 15, avec 32 abstentions.

84. Les articles suivants ont été adoptés par consensus : article 17 (Interdiction des déplacements forcés), article 18 (Sociétés de secours et actions de secours), article 19 (Diffusion), article 20 (Signature), article 21 (Ratification), article 22 (Adhésion), article 23 (Entrée en vigueur), article 24 (Amendement), article 25 (Dénonciation), article 26 (Notifications), article 27 (Enregistrement), article 28 (Textes authentiques)).

85. Le Titre du Protocole II a été également adopté par consensus.

86. A sa 56ème séance plénière, le 8 juin 1977, la Conférence a adopté par consensus le Protocole additionnel II dans son ensemble (voir CDDH/SR.56) (pour les déclarations et les explications de vote relatives au Protocole additionnel II, voir CDDH/SR.56 à 58).

D. Résolutions adoptées par la Conférence

37. A sa 54ème séance, le 7 juin 1977, la Conférence a adopté les résolutions ci-après :

- 17 (IV). EMPLOI DE CERTAINS MOYENS D'IDENTIFICATION ELECTRONIQUES ET VISUELS PAR DES AERONEFS SANITAIRES PROTEGES PAR LES CONVENTIONS DE GENEVE DE 1949 ET PAR LE PROTOCOLE ADDITIONNEL AUX CONVENTIONS DE GENEVE DU 12 AOÛT 1949 RELATIF A LA PROTECTION DES VICTIMES DES CONFLITS ARMES INTERNATIONAUX (PROTOCOLE I) 47/

La Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés, Genève, 1974-1977,

Considérant :

- a) Qu'afin d'éviter qu'ils soient attaqués par des forces combattantes, il est urgent que les aéronefs sanitaires en vol soient pourvus de moyens d'identification électroniques et visuels,
- b) Que le système de radar secondaire de surveillance (SSR) permet d'assurer l'identification parfaite des aéronefs et des détails de vol,
- c) Que l'Organisation de l'aviation civile internationale est l'organisation internationale la mieux qualifiée pour désigner les modes et codes de radar secondaire applicables à la gamme de circonstances envisagées,
- d) Que la Conférence a décidé que l'usage du feu bleu scintillant comme moyen d'identification visuel doit être réservé aux aéronefs exclusivement affectés au transport sanitaire,

Reconnaissant que la désignation préalable d'un mode et code de radar secondaire exclusif et universel pour l'identification des aéronefs sanitaires peut ne pas être possible en raison de l'utilisation généralisée du système de radar secondaire,

1. Prie le Président de la Conférence de transmettre à l'Organisation de l'aviation civile internationale le présent document avec les documents ci-joints de la Conférence, en invitant cette Organisation :

- a) A établir des procédures appropriées pour la désignation, en cas de conflit armé international, d'un mode et code de radar secondaire exclusif à l'usage des aéronefs sanitaires concernés; et
- b) A noter que la Conférence est convenue de reconnaître le feu bleu scintillant comme moyen d'identification des aéronefs sanitaires et à prévoir l'emploi de ce feu dans les documents de l'Organisation de l'aviation civile internationale appropriés;

2. Demande instamment aux gouvernements invités à la Conférence de coopérer pleinement à cette opération dans le cadre des mécanismes de consultation de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

47/ La présente résolution comporte une annexe où sont reproduits les articles 6 et 8 de l'annexe I au Protocole I (voir ci-après).

/...

18 (IV). EMPLOI DE SIGNAUX VISUELS POUR L'IDENTIFICATION DES
MOYENS DE TRANSPORT SANITAIRE PROTEGES PAR LES
CONVENTIONS DE GENEVE DE 1949 ET PAR LE PROTOCOLE
ADDITIONNEL AUX CONVENTIONS DE GENEVE DU 12 AOUT 1949
RELATIF A LA PROTECTION DES VICTIMES DES CONFLITS
ARMES INTERNATIONAUX (PROTOCOLE I) 48/

La Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit
international humanitaire applicable dans les conflits armés, Genève, 1974-1977.

Considérant :

- a) Qu'il est nécessaire d'améliorer l'identification visuelle des moyens de transport sanitaire afin d'éviter qu'ils soient attaqués,
- b) Que la Conférence a décidé que l'usage du feu bleu scintillant comme moyen d'identification visuel doit être réservé aux aéronefs affectés exclusivement aux transports sanitaires,
- c) Que les parties à un conflit peuvent réserver, par un accord spécial, l'utilisation du feu bleu scintillant à l'identification des véhicules sanitaires, ainsi que des navires et embarcations sanitaires mais, qu'en l'absence d'un tel accord, l'utilisation de ces signaux par d'autres véhicules ou navires n'est pas interdite,
- d) Qu'en plus du signe distinctif et du feu bleu scintillant, d'autres moyens d'identification visuels, tels que des signaux par pavillon et des combinaisons de fusées éclairantes, peuvent éventuellement être utilisés pour les transports sanitaires,
- e) Que l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime est l'organisation internationale la mieux qualifiée pour définir et édicter les signaux visuels à utiliser en milieu marin,

Ayant noté que, bien que les Conventions de Genève du 12 août 1949 reconnaissent l'utilisation du signe distinctif que les navires-hôpitaux et les embarcations sanitaires doivent arborer, il n'est pas fait état de cette utilisation dans les documents pertinents de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime,

1. Prie le Président de la Conférence de transmettre à l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime la présente résolution, accompagnée des documents ci-joints de la Conférence, en invitant cette Organisation :

- a) A envisager qu'il soit fait état, dans les documents appropriés tels que le Code international des signaux, du feu bleu scintillant visé à l'article 6 du chapitre III du règlement figurant dans l'annexe I au Protocole I;

48/ La présente résolution comporte une annexe où sont reproduits les articles 3, 6, 10 et 11 de l'annexe I au Protocole I (voir ci-après).

/...

b) A prévoir la reconnaissance du signe distinctif dans les documents pertinents (voir l'article 3 du chapitre II dudit règlement);

c) A envisager la création à la fois d'un système unique de signaux par pavillon et d'une combinaison de fusées éclairantes, de couleur blanche, rouge et blanche, par exemple, qui pourraient être utilisées en tant que moyens visuels additionnels ou de remplacement pour l'identification des transports sanitaires;

2. Demande instamment aux gouvernements invités à la Conférence de coopérer pleinement à cette opération dans le cadre des mécanismes de consultation de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.

19 (IV). EMPLOI DES RADIOCOMMUNICATIONS POUR L'ANNONCE ET L'IDENTIFICATION DES MOYENS DE TRANSPORT SANITAIRE PROTEGES PAR LES CONVENTIONS DE GENEVE DE 1949 ET PAR LE PROTOCOLE ADDITIONNEL AUX CONVENTIONS DE GENEVE DU 12 AOUT 1949 RELATIF A LA PROTECTION DES VICTIMES DES CONFLITS ARMES INTERNATIONAUX (PROTOCOLE I) 49/

La Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés, Genève, 1974-1977,

Considérant :

a) Qu'il est essentiel que des moyens de communication distinctifs sûrs soient employés pour permettre l'identification et annoncer les mouvements des moyens de transport sanitaire,

b) Que les communications relatives aux mouvements des moyens de transport sanitaire ne feront l'objet d'une attention adéquate et convenable que si ce moyen de transport est signalé par un signal de priorité internationalement reconnu, tel que les mots "Red Cross", "Humanity", "Mercy", ou une autre expression reconnaissable techniquement et phonétiquement,

c) Que la grande diversité des circonstances dans lesquelles un conflit peut survenir rend impossible de choisir à l'avance les fréquences radio à adopter pour les communications,

d) Que les fréquences radio à employer pour communiquer des renseignements relatifs à l'identification et aux mouvements des moyens de transport sanitaire doivent être portées à la connaissance de toutes les parties susceptibles d'utiliser des moyens de transport sanitaire,

Ayant pris note :

a) De la recommandation No 2 de la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT (1973) relative à l'utilisation des radiocommunications pour la signalisation et

49/ La présente résolution comporte une annexe où sont reproduits les articles 7, 8 et 9 de l'annexe I au Protocole I (voir ci-après).

/...

l'identification des navires et aéronefs sanitaires protégés par les Conventions de Genève de 1949,

b) De la recommandation No Mar2 - 17 de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications maritimes de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1974), relative à l'utilisation des radiocommunications pour les liaisons, la signalisation, l'identification et le radiorepérage des moyens de transport protégés par les Conventions de Genève du 12 août 1949 concernant la protection des victimes de la guerre et par tout instrument additionnel à ces conventions, ainsi que pour la sécurité des navires et des aéronefs des Etats non parties à un conflit armé,

c) Du mémorandum du Comité international d'enregistrement des fréquences (IFRB), organisme permanent de l'Union internationale des télécommunications (UIT), relatif à la nécessité d'une coordination, au niveau national, des questions relatives aux radiocommunications,

Reconnaissant :

- a) - Que la désignation et l'emploi des fréquences, y compris l'emploi des fréquences de détresse,
 - les procédures d'exploitation dans le service mobile,
 - les signaux de détresse, d'alarme, d'urgence et de sécurité,
 - l'ordre de priorité des communications dans le service mobile

sont régis par le règlement des radiocommunications annexé à la Convention internationale des télécommunications,

b) Que seule une conférence administrative mondiale des radiocommunications de l'UIT (CAMR) compétente pourra réviser ce règlement,

c) Que la prochaine conférence administrative mondiale des radio-communications compétente doit se tenir en 1979 et que des propositions écrites relatives à la révision du règlement des radiocommunications doivent être présentées par les gouvernements une année environ avant l'ouverture de la conférence,

1. Note avec satisfaction que le point suivant a été inscrit à l'ordre du jour de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications, qui se tiendra à Genève en 1979 :

"2.5 étudier les aspects techniques de l'utilisation des radiocommunications pour les liaisons, la signalisation, l'identification et le radiorepérage des moyens de transport sanitaires protégés par les Conventions de Genève de 1949 et par tout instrument additionnel à ces conventions";

2. Prie le Président de la Conférence de transmettre à tous les gouvernements et à toutes les organisations invités à la présente Conférence le présent document ainsi que les pièces jointes dans lesquelles sont énoncées les exigences en matière

/...

de fréquences radio et la nécessité d'une reconnaissance, sur le plan international, d'un signal de priorité approprié, auxquelles doivent répondre les travaux d'une conférence administrative mondiale des radiocommunications compétente;

3. Demande aux gouvernements invités à la présente Conférence de procéder d'urgence aux préparatifs nécessaires de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications qui doit se tenir en 1979, de façon que le règlement des radiocommunications pourvoie comme il convient aux besoins essentiels de communications pour les moyens de transport sanitaire protégés dans les cas de conflit armé.

20 (IV). PROTECTION DES BIENS CULTURELS

La Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés, Genève, 1974-1977.

Se félicitant de l'adoption de l'article 53 relatif à la protection des biens culturels et des lieux de culte tels qu'ils sont définis dans cet article contenu dans le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I),

Reconnaissant que la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et le Protocole additionnel à cette convention signés à La Haye le 14 mai 1954 constituent un instrument d'une importance capitale pour la protection internationale du patrimoine culturel de l'humanité tout entière contre les effets des conflits armés et que l'adoption de l'article mentionné dans le considérant précédent ne nuira, en aucune façon, à l'application de cette convention,

Prie instamment les Etats qui ne l'ont pas encore fait de devenir parties à la convention précitée.

21 (IV). DIFFUSION DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE APPLICABLE DANS LES CONFLITS ARMES

La Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés, Genève, 1974-1977,

Persuadée qu'une bonne connaissance du droit international humanitaire constitue un facteur essentiel de son application effective,

Convaincue que la diffusion de ce droit contribue à la propagation des idéaux humanitaires et d'un esprit de paix parmi les peuples,

1. Rappelle qu'en vertu des quatre Conventions de Genève de 1949 les hautes parties contractantes s'engagent à diffuser, le plus largement possible, les dispositions de ces conventions et que les protocoles additionnels adoptés par cette conférence réaffirment et étendent cette obligation;

2. Invite les Etats signataires à prendre toutes mesures utiles pour assurer une diffusion efficace du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés et des principes fondamentaux qui constituent la base de ce droit, notamment :

a) En encourageant les autorités compétentes à concevoir et mettre en pratique, au besoin avec l'aide et les conseils du Comité international de la Croix-Rouge, des modalités d'enseignement du droit international humanitaire adaptées aux conditions nationales, en particulier auprès des forces armées et des autorités administratives compétentes;

b) En entreprenant dès le temps de paix la formation d'un personnel qualifié apte à enseigner le droit international humanitaire et à faciliter son application, notamment au sens des articles 6 et 82 du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I);

c) En recommandant aux autorités concernées d'intensifier l'enseignement du droit international humanitaire dans les universités (facultés de droit, de sciences politiques, de médecine, etc.);

d) En recommandant aux autorités compétentes d'introduire dans les écoles secondaires ou assimilées un enseignement sur les principes du droit international humanitaire;

3. Invite les sociétés nationales de la Croix-Rouge (Croissant-Rouge, Lion-et-Soleil-Rouge) à offrir leur concours à leurs autorités gouvernementales respectives en vue de contribuer à une compréhension et une diffusion efficaces du droit international humanitaire;

4. Invite le Comité international de la Croix-Rouge à concourir activement à l'effort de diffusion du droit international humanitaire notamment :

a) En publiant du matériel destiné à faciliter l'enseignement du droit international humanitaire et en faisant circuler toutes informations utiles à la diffusion des Conventions de Genève et des Protocoles additionnels;

b) En organisant de son propre chef ou à la demande de gouvernements ou des sociétés nationales des séminaires et des cours sur le droit international humanitaire et en collaborant à cet effet avec les Etats et les institutions appropriées.

22 (IV). SUITE A DONNER AUX TRAVAUX SUR L'INTERDICTION
OU LA LIMITATION DE L'EMPLOI DE CERTAINES
ARMES CONVENTIONNELLES

La Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés, Genève, 1974-1977,

S'étant réunie à Genève pour quatre sessions, en 1974, 1975, 1976 et 1977, et ayant adopté de nouvelles règles humanitaires relatives aux conflits armés et aux méthodes et moyens de guerre,

/...

Convaincue que les souffrances de la population civile et des combattants pourraient être notablement atténuées si l'on peut arriver à des accords sur l'interdiction ou la limitation, pour des raisons humanitaires, de l'emploi d'armes conventionnelles spécifiques, notamment celles qui peuvent être considérées comme excessivement nocives ou comme frappant sans discrimination,

Rappelant que la question d'édicter des interdictions ou des limitations, pour des raisons humanitaires, de l'emploi d'armes conventionnelles spécifiques a fait l'objet de débats de fond à la Commission ad hoc sur les armes conventionnelles de la Conférence à ses quatre sessions, ainsi qu'aux Conférences d'experts gouvernementaux tenues sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge à Lucerne, en 1974, et à Lugano, en 1976,

Rappelant à cet égard les discussions et les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies, ainsi que les appels lancés par plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement,

Ayant conclu de ces débats à l'existence d'un accord sur l'intérêt qui s'attache à interdire l'emploi des armes conventionnelles qui ont essentiellement pour effet de blesser par des fragments non décelables aux rayons X, et qu'il existe un large terrain d'entente en ce qui concerne les mines terrestres et les pièges,

S'étant aussi efforcée de réduire encore les divergences de vues sur l'opportunité d'interdire ou de limiter l'emploi des armes incendiaires, y compris le napalm,

Ayant aussi examiné les effets de l'emploi d'autres armes conventionnelles, telles que les projectiles de petit calibre et certaines armes à effet de souffle et à fragmentation, et ayant commencé à examiner la possibilité d'interdire ou de restreindre l'emploi de telles armes,

Reconnaissant qu'il importe que ces travaux continuent et se poursuivent avec l'urgence qu'appellent des considérations humanitaires évidentes,

Convaincue que la suite des travaux devrait à la fois se fonder sur les terrains d'entente identifiés jusqu'ici et comporter la recherche de nouveaux terrains d'entente, et qu'on devrait, dans chaque cas, rechercher un accord aussi large que possible,

1. Décide d'envoyer le rapport de la Commission ad hoc et les propositions présentées dans cette Commission aux gouvernements des Etats représentés à la Conférence, ainsi qu'au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies;

2. Demande que soit accordée sans retard une attention minutieuse à ces documents, ainsi qu'aux rapports des Conférences d'experts gouvernementaux de Lucerne et de Lugano;

3. Recommande qu'une conférence de gouvernements soit convoquée en 1979 au plus tard, en vue d'aboutir :

/...

a) A des accords portant interdiction ou limitation de l'emploi d'armes conventionnelles spécifiques, y compris celles qui peuvent être considérées comme excessivement nocives ou frappant sans discrimination compte tenu de considérations humanitaires et d'ordre militaire; et

b) A un accord sur un mécanisme conçu pour réviser de tels accords et pour examiner les propositions d'accords nouveaux du même genre;

4. Demande instamment qu'il soit procédé à des consultations avant l'examen de cette question à la trente-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies en vue d'arriver à un accord sur les dispositions à prendre pour préparer cette conférence;

5. Recommande qu'une réunion consultative de tous les gouvernements intéressés soit convoquée à cette fin en septembre/octobre 1977;

6. Recommande, en outre, que les Etats participant à ces consultations envisagent, en particulier, la création d'un comité préparatoire qui s'efforcerait d'établir les meilleures bases possibles en vue d'arriver, à cette conférence, aux accords envisagés dans la présente résolution;

7. Invite l'Assemblée générale des Nations Unies à prendre à sa trente-deuxième session, à la lumière des résultats des consultations entreprises conformément au paragraphe 4 de la présente résolution, toutes autres dispositions qui pourraient être nécessaires en vue de la tenue de cette conférence en 1979.

88. A sa 58ème séance plénière, la Conférence a adopté la résolution ci-après :

23 (IV). TEMOIGNAGE DE GRATITUDE AU PAYS HOTE

La Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés, Genève, 1974-1977.

S'étant réunie à Genève sur l'invitation du Gouvernement suisse,

Ayant tenu quatre sessions en 1974, 1975, 1976 et 1977, au cours desquelles elle a examiné deux projets de protocoles additionnels aux Conventions de Genève du 12 août 1949 qui avaient été préparés par le Comité international de la Croix-Rouge,

Ayant bénéficié tout au long de ces quatre sessions des facilités mises à sa disposition tant par le Gouvernement suisse que par les autorités de la République et canton de Genève et de la ville de Genève,

Profondément reconnaissante de l'hospitalité accordée et de la courtoisie témoignée aux participants à la Conférence tant par le Gouvernement suisse que par les autorités et la population de la République et canton de Genève et de la ville de Genève,

Ayant conclu ses travaux par l'adoption de deux protocoles additionnels aux Conventions de Genève du 12 août 1949 et de diverses résolutions,

1. Exprime sa sincère gratitude au Gouvernement suisse pour le soutien qu'il n'a cessé de lui apporter dans ses travaux, et en particulier à M. Pierre Graber, président de la Conférence, conseiller général, chef du Département politique fédéral de la Confédération suisse, dont les conseils empreints de sagesse et de fermeté ont contribué dans une si large mesure au succès de la Conférence;

2. Exprime sa sincère gratitude aux autorités et à la population de la République et canton de Genève et de la ville de Genève pour la généreuse hospitalité et la courtoisie dont ils ont fait preuve à l'égard de la Conférence et de ses participants;

3. Rend hommage au Comité international de la Croix-Rouge ainsi qu'à ses représentants et à ses experts qui ont, avec dévouement et patience, donné des conseils à la Conférence sur toutes les questions soulevées dans le cadre des projets de protocoles et dont l'attachement aux principes de la Croix-Rouge a été pour la Conférence une source d'inspiration;

4. Exprime sa reconnaissance à l'ambassadeur Jean Humbert, secrétaire général de la Conférence, et à tout le personnel de la Conférence pour le concours efficace qu'ils ont toujours prêté pendant les quatre années qu'a duré la Conférence.

E. Adoption de l'Acte final de la Conférence

89. La Conférence était saisie d'un projet d'acte final (CDDH/400 et Corr.1 à 4) qui a été longuement étudié par le Bureau. Dans l'un des paragraphes de ce projet il était dit que : "Etant donné qu'il était de la plus haute importance d'assurer une large participation aux travaux de la Conférence qui avait un caractère foncièrement humanitaire et parce que le développement progressif et la codification du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés sont une tâche universelle à laquelle les mouvements de libération nationale peuvent apporter une contribution positive, la Conférence, par sa résolution 3 (I), a décidé d'inviter également des mouvements de libération nationale reconnus par les organisations intergouvernementales régionales intéressées à participer pleinement à ses débats et à ceux de ses commissions principales, étant entendu que seules les délégations représentant des Etats avaient le droit de vote." Ce projet prévoyait également une page réservée à la signature de l'Acte final par les mouvements de libération nationale, où devaient figurer les noms des mouvements "reconnus par les organisations intergouvernementales régionales intéressées et invitées à la Conférence à participer pleinement à ses débats", "étant entendu que la signature par ces mouvements ne préjuge pas les positions que prendront les Etats participants sur le point de savoir s'il y a ou non précédent". A sa 57ème séance plénière, le 9 juin 1977, la Conférence a adopté le projet d'Acte final par 87 voix contre une, avec 18 abstentions. Le résultat de l'appel nominal a été le suivant (pour les déclarations et explications de vote concernant l'adoption de l'Acte final, se reporter au document CDDH/SR.57) :

Ont voté pour : Afghanistan, Algérie, Arabie Saoudite, Argentine, Autriche, Brésil, Bulgarie, Cap-Vert, Chili, Chypre, Colombie, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Egypte, Emirats arabes unis, Empire centrafricain, Equateur, Finlande, Ghana, Grèce, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Irlande, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Koweït, Liban, Liechtenstein, Madagascar, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Nigéria, Norvège, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique allemande, République populaire démocratique de Corée, République socialiste du Viet Nam, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Saint-Marin, Saint-Siège, Sénégal, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yémen démocratique, Yougoslavie et Zaïre.

A voté contre : Israël.

Se sont abstenus : Allemagne, République fédérale d', Australie, Belgique, Canada, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Guatemala, Italie, Japon, Luxembourg, Monaco, Nicaragua, Nouvelle-Zélande, Philippines, République-Unie du Cameroun, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Uruguay.

VIII. SIGNATURE DE L'ACTE FINAL

90. Le 10 juin 1977, les représentants des Etats suivants ont signé l'Acte final de la Conférence : Afghanistan, Algérie, Allemagne, République fédérale d', Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Canada, Cap-Vert, Chili, Chypre, Colombie, Côte d'Ivoire, Danemark, Egypte, Emirats arabes unis, Empire centrafricain, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guatemala, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Irlande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Liechtenstein, Luxembourg, Madagascar, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Mozambique, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique allemande, République Dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République socialiste du Viet Nam, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, République-Unie du Cameroun, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Saint-Siège, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie et Zaïre.

91. Par la suite, les représentants des Etats suivants ont apposé leur signature à l'Acte final dans le Bureau du Secrétaire général de la Conférence : Haute-Volta, Sénégal, Tunisie (13 juin 1977) et Jamaïque (14 juin 1977).

92. Les représentants des mouvements de libération nationale suivants ont signé l'Acte final : Organisation de libération de la Palestine (OLP), Panafricanist Congress (Afrique du Sud) et South West African People's Organization (SWAPO).

ANNEXE I

Texte du Protocole additionnel aux Conventions de Genève
du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des
conflits armés internationaux (Protocole I), adopté par
la Conférence le 8 juin 1977

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
PREAMBULE	12

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Article premier - Principes généraux et champ d'application	13
Article 2 - Définitions	13
Article 3 - Début et fin de l'application	14
Article 4 - Statut juridique des Parties au conflit .	15
Article 5 - Désignation des Puissances protectrices et de leur substitut	15
Article 6 - Personnel qualifié	16
Article 7 - Réunions	17

TITRE II

BLESSES, MALADES ET NAUFRAGES

SECTION I

PROTECTION GENERALE	18
Article 8 - Terminologie	18
Article 9 - Champ d'application	21
Article 10 - Protection et soins	21
Article 11 - Protection de la personne	22
Article 12 - Protection des unités sanitaires	23

/...

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
Article 13 - Cessation de la protection des unités sanitaires civiles	24
Article 14 - Limitation à la réquisition des unités sanitaires civiles	24
Article 15 - Protection du personnel sanitaire et religieux civil	25
Article 16 - Protection générale de la mission médicale .	26
Article 17 - Rôle de la population civile et des sociétés de secours	26
Article 18 - Identification	27
Article 19 - Etats neutres et autres Etats non Parties au conflit	27
Article 20 - Interdiction des représailles	28

SECTION II

TRANSPORTS SANITAIRES	28
Article 21 - Véhicules sanitaires	28
Article 22 - Navires-hôpitaux et embarcations de sauvetage côtiers	28
Article 23 - Autres navires et embarcations sanitaires. .	29
Article 24 - Protection des aéronefs sanitaires	30
Article 25 - Aéronefs sanitaires dans des zones non dominées par la Partie adverse	30
Article 26 - Aéronefs sanitaires dans des zones de contact ou similaires	30
Article 27 - Aéronefs sanitaires dans les zones dominées par la Partie adverse	31
Article 28 - Restrictions à l'emploi des aéronefs sanitaires	31
Article 29 - Notifications et accords concernant les aéronefs sanitaires	32

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
Article 30 - Atterrissage et inspection des aéronefs sanitaires	33
Article 31 - Etats neutres ou autres Etats non Parties au conflit	34

SECTION III

PERSONNES DISPARUES ET DECEDEES	35
Article 32 - Principe général	35
Article 33 - Personnes disparues	35
Article 34 - Restes des personnes décédées	36

TITRE III

METHODES ET MOYENS DE GUERRE - STATUT DE COMBATTANT
 ET DE PRISONNIER DE GUERRE

SECTION I

METHODES ET MOYENS DE GUERRE	38
Article 35 - Règles fondamentales	38
Article 36 - Armes nouvelles	38
Article 37 - Interdiction de la perfidie	38
Article 38 - Emblèmes reconnus	39
Article 39 - Signes de nationalité	39
Article 40 - Quartier	40
Article 41 - Sauvegarde de l'ennemi hors de combat . . .	40
Article 42 - Occupants d'aéronefs	40

/...

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
SECTION II	
STATUT DE COMBATTANT ET DE PRISONNIER DE GUERRE	41
Article 43 - Forces armées	41
Article 44 - Combattants et prisonniers de guerre	41
Article 45 - Protection des personnes ayant pris part aux hostilités	42
Article 46 - Espions	43
Article 47 - Mercenaires	44
TITRE IV	
POPULATION CIVILE	
SECTION I	
PROTECTION GENERALE CONTRE LES EFFETS DES HOSTILITES	45
<u>Chapitre I</u>	
Règle fondamentale et champ d'application	45
Article 48 - Règle fondamentale	45
Article 49 - Définition des attaques et champ d'application	45
<u>Chapitre II</u>	
Personnes civiles et population civile	46
Article 50 - Définition des personnes civiles et de la population civile	46
Article 51 - Protection de la population civile	46
<u>Chapitre III</u>	
Biens de caractère civil	48
Article 52 - Protection générale des biens de caractère civil	48

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
Article 53 - Protection des biens culturels et des lieux de culte	48
Article 54 - Protection des biens indispensables à la survie de la population civile	48
Article 55 - Protection de l'environnement naturel	49
Article 56 - Protection des ouvrages et installations contenant des forces dangereuses	50
 <u>Chapitre IV</u> 	
Mesures de précaution	51
Article 57 - Précautions dans l'attaque	51
Article 58 - Précautions contre les effets des attaques .	53
 <u>Chapitre V</u> 	
Localités et zones sous protection spéciale	53
Article 59 - Localités non défendues	53
Article 60 - Zones démilitarisées	54
 <u>Chapitre VI</u> 	
Protection civile	56
Article 61 - Définition et champ d'application	56
Article 62 - Protection générale	57
Article 63 - Protection civile dans les territoires occupés	57
Article 64 - Organismes civils de protection civile d'Etats neutres ou d'autres Etats non Parties au conflit et organismes internationaux de coordination	58
Article 65 - Cessation de la protection	59
Article 66 - Identification	60
Article 67 - Membres des forces armées et unités militaires affectés aux organismes de protection civile	61

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
SECTION II	
SECOURS EN FAVEUR DE LA POPULATION CIVILE	62
Article 68 - Champ d'application	62
Article 69 - Besoins essentiels dans les territoires occupés	62
Article 70 - Actions de secours	63
Article 71 - Personnel participant aux actions de secours	64
SECTION III	
TRAITEMENT DES PERSONNES AU POUVOIR D'UNE PARTIE AU CONFLIT	64
<u>Chapitre I</u>	
Champ d'application et protection des personnes et des biens	64
Article 72 - Champ d'application	64
Article 73 - Réfugiés et apatrides	65
Article 74 - Regroupement des familles dispersées . . .	65
Article 75 - Garanties fondamentales	65
<u>Chapitre II</u>	
Mesures en faveur des femmes et des enfants	68
Article 76 - Protection des femmes	68
Article 77 - Protection des enfants	68
Article 78 - Evacuation des enfants	69
<u>Chapitre III</u>	
Journalistes	71
Article 79 - Mesures de protection des journalistes . .	71

/...

TABLE DES MATIERES (suite)

Pages

TITRE V

EXECUTION DES CONVENTIONS ET DU PRESENT PROTOCOLE

SECTION I

DISPOSITIONS GENERALES	72
Article 80 - Mesures d'exécution	72
Article 81 - Activités de la Croix-Rouge et d'autres organisations humanitaires	72
Article 82 - Conseillers juridiques dans les forces armées	73
Article 83 - Diffusion	73
Article 84 - Lois d'application	73

SECTION II

REPRESSION DES INFRACTIONS AUX CONVENTIONS OU AU PRESENT PROTOCOLE	74
Article 85 - Répression des infractions au présent Protocole	74
Article 86 - Omissions	76
Article 87 - Devoirs des commandants	76
Article 88 - Entraide judiciaire en matière pénale	76
Article 89 - Coopération	77
Article 90 - Commission internationale d'établissement des faits	77
Article 91 - Responsabilité	80

TABLE DES MATIERES (suite)

Pages

TITRE VI

DISPOSITIONS FINALES

Article 92 - Signature	81
Article 93 - Ratification	81
Article 94 - Adhésion	81
Article 95 - Entrée en vigueur	81
Article 96 - Rapports conventionnels dès l'entrée en vigueur du présent Protocole	81
Article 97 - Amendement	82
Article 98 - Révision de l'Annexe I	82
Article 99 - Dénonciation	83
Article 100 - Notifications	84
Article 101 - Enregistrement	84
Article 102 - Textes authentiques	84

TABLE DES MATIERES (suite)

ANNEXE I AU PROTOCOLE I

REGLEMENT RELATIF A L'IDENTIFICATION

	<u>Pages</u>
<u>Chapitre I</u>	
Cartes d'identité	85
Article premier - Carte d'identité du personnel sanitaire et religieux, civil et permanent . . .	85
Article 2 - Carte d'identité du personnel sanitaire et religieux, civil et temporaire . . .	86
<u>Chapitre II</u>	
Le signe distinctif	
Article 3 - Forme et nature	89
Article 4 - Utilisation	89
<u>Chapitre III</u>	
Signaux distinctifs	90
Article 5 - Utilisation facultative	90
Article 6 - Signal lumineux	90
Article 7 - Signal radio	91
Article 8 - Identification par moyens électroniques . .	92
<u>Chapitre IV</u>	
Communications	92
Article 9 - Radiocommunications	92
Article 10 - Utilisation des codes internationaux	92
Article 11 - Autres moyens de communication	93
Article 12 - Plans de vol	93
Article 13 - Signaux et procédures pour l'interception des aéronefs sanitaires	93

/...

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
<u>Chapitre V</u>	
Protection civile	93
Article 14 - Carte d'identité	93
Article 15 - Signe distinctif international	96
<u>Chapitre VI</u>	
Ouvrages et installations contenant des forces dangereuses.	97
Article 16 - Signe spécial international	97

ANNEXE II AU PROTOCOLE I

CARTE D'IDENTITE DE JOURNALISTE EN MISSION PERILLEUSE . . .	98
---	----

PREAMBULE

Les Hautes Parties contractantes,

Proclamant leur désir ardent de voir la paix régner entre les peuples,

Rappelant que tout Etat a le devoir, conformément à la Charte des Nations Unies, de s'abstenir dans ses relations internationales de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies,

Jugeant toutefois nécessaire de réaffirmer et de développer les dispositions qui protègent les victimes des conflits armés et de compléter les mesures propres à en renforcer l'application,

Exprimant leur conviction qu'aucune disposition du présent Protocole ou des Conventions de Genève du 12 août 1949 ne peut être interprétée comme légitimant ou autorisant tout acte d'agression ou tout autre emploi de la force incompatible avec la Charte des Nations Unies,

Réaffirmant, en outre, que les dispositions des Conventions de Genève du 12 août 1949 et du présent Protocole doivent être pleinement appliquées en toutes circonstances à toutes les personnes protégées par ces instruments, sans aucune distinction défavorable fondée sur la nature ou l'origine du conflit armé ou sur les causes soutenues par les Parties au conflit, ou attribuées à celles-ci,

Sont convenues de ce qui suit :

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Article premier - Principes généraux et champ d'application

1. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à respecter et à faire respecter le présent Protocole en toutes circonstances.
2. Dans les cas non prévus par le présent Protocole ou par d'autres accords internationaux, les personnes civiles et les combattants restent sous la sauvegarde et sous l'empire des principes du droit des gens, tels qu'ils résultent des usages établis, des principes de l'humanité et des exigences de la conscience publique.
3. Le présent Protocole, qui complète les Conventions de Genève du 12 août 1949 pour la protection des victimes de la guerre, s'applique dans les situations prévues par l'article 2 commun à ces Conventions.
4. Dans les situations visées au paragraphe précédent sont compris les conflits armés dans lesquels les peuples luttent contre la domination coloniale et l'occupation étrangère et contre les régimes racistes dans l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, consacré dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies.

Article 2 - Définitions

Aux fins du présent Protocole :

- a) les expressions "Ire Convention", "IIe Convention", "IIIe Convention" et "IVe Convention" s'entendent, respectivement, de la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne, du 12 août 1949; de la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des

forces armées sur mer, du 12 août 1949; de la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre, du 12 août 1949; de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949; l'expression "les Conventions" s'entend des quatre Conventions de Genève du 12 août 1949 pour la protection des victimes de la guerre;

- b) l'expression "règles du droit international applicable dans les conflits armés" s'entend des règles énoncées dans les accords internationaux auxquels participent les Parties au conflit ainsi que des principes et règles du droit international généralement reconnus qui sont applicables aux conflits armés;
- c) l'expression "Puissance protectrice" s'entend d'un Etat neutre ou d'un autre Etat non Partie au conflit qui, désigné par une Partie au conflit et accepté par la Partie adverse, est disposé à exercer les fonctions assignées à la Puissance protectrice aux termes des Conventions et du présent Protocole;
- d) l'expression "substitut" s'entend d'une organisation qui remplace la Puissance protectrice conformément à l'article 5.

Article 3 - Début et fin de l'application

Sans préjudice des dispositions applicables en tout temps :

- a) les Conventions et le présent Protocole s'appliquent dès le début de toute situation visée à l'article premier du présent Protocole;
- b) l'application des Conventions et du présent Protocole cesse, sur le territoire des Parties au conflit, à la fin générale des opérations militaires et, dans le cas des territoires occupés, à la fin de l'occupation, sauf, dans les deux cas, pour les catégories de personnes dont la libération définitive, le rapatriement ou l'établissement ont lieu ultérieurement. Ces personnes continuent à bénéficier des dispositions pertinentes des Conventions et du présent Protocole jusqu'à leur libération définitive, leur rapatriement ou leur établissement.

Article 4 - Statut juridique des Parties au conflit

L'application des Conventions et du présent Protocole ainsi que la conclusion des accords prévus par ces instruments n'auront pas d'effet sur le statut juridique des Parties au conflit. Ni l'occupation d'un territoire ni l'application des Conventions et du présent Protocole n'affecteront le statut juridique du territoire en question.

Article 5 - Désignation des Puissances protectrices et de leur substitut

1. Il est du devoir des Parties à un conflit, dès le début de ce conflit, d'assurer le respect et la mise en oeuvre des Conventions et du présent Protocole par l'application du système des Puissances protectrices, y compris notamment la désignation et l'acceptation de ces Puissances conformément aux paragraphes ci-après. Les Puissances protectrices seront chargées de sauvegarder les intérêts des Parties au conflit.

2. Dès le début d'une situation visée à l'article premier, chacune des Parties au conflit désignera sans délai une Puissance protectrice aux fins d'application des Conventions et du présent Protocole et autorisera, également sans délai et aux mêmes fins, l'activité d'une Puissance protectrice que la Partie adverse aura désignée et qu'elle-même aura acceptée comme telle.

3. Si une Puissance protectrice n'a pas été désignée ou acceptée dès le début d'une situation visée à l'article premier, le Comité international de la Croix-Rouge, sans préjudice du droit de toute autre organisation humanitaire impartiale de faire de même, offrira ses bons offices aux Parties au conflit en vue de la désignation sans délai d'une Puissance protectrice agréée par les Parties au conflit. A cet effet, il pourra notamment demander à chaque Partie de lui remettre une liste d'au moins cinq Etats que cette Partie estime acceptables pour agir en son nom en qualité de Puissance protectrice vis-à-vis d'une Partie adverse et demander à chacune des Parties adverses de remettre une liste d'au moins cinq Etats qu'elle accepterait comme Puissance protectrice de l'autre Partie; ces listes devront être communiquées au Comité dans les deux semaines qui suivront la réception de la demande; il les comparera et sollicitera l'accord de tout Etat dont le nom figurera sur les deux listes.

4. Si, en dépit de ce qui précède, il y a défaut de Puissance protectrice, les Parties au conflit devront accepter sans délai l'offre que pourrait faire le Comité international de la Croix-Rouge ou toute autre organisation présentant toutes garanties

d'impartialité et d'efficacité, après dues consultations avec lesdites Parties et compte tenu des résultats de ces consultations, d'agir en qualité de substitut. L'exercice de ses fonctions par un tel substitut est subordonné au consentement des Parties au conflit; les Parties au conflit mettront tout en oeuvre pour faciliter la tâche du substitut dans l'accomplissement de sa mission conformément aux Conventions et au présent Protocole.

5. Conformément à l'article 4, la désignation et l'acceptation de Puissances protectrices aux fins d'application des Conventions et du présent Protocole n'auront pas d'effet sur le statut juridique des Parties au conflit ni sur celui d'un territoire quelconque, y compris un territoire occupé.

6. Le maintien des relations diplomatiques entre les Parties au conflit ou le fait de confier à un Etat tiers la protection des intérêts d'une Partie et de ceux de ses ressortissants conformément aux règles du droit international concernant les relations diplomatiques ne fait pas obstacle à la désignation de Puissances protectrices aux fins d'application des Conventions et du présent Protocole.

7. Toutes les fois qu'il est fait mention ci-après dans le présent Protocole de la Puissance protectrice, cette mention désigne également le substitut.

Article 6 - Personnel qualifié

1. Dès le temps de paix, les Hautes Parties contractantes s'efforceront, avec l'aide des Sociétés nationales de la Croix-Rouge (Croissant-Rouge, Lion-et-Soleil-Rouge), de former un personnel qualifié en vue de faciliter l'application des Conventions et du présent Protocole et notamment l'activité des Puissances protectrices.

2. Le recrutement et la formation de ce personnel relèvent de la compétence nationale.

3. Le Comité international de la Croix-Rouge tiendra à la disposition des Hautes Parties contractantes les listes des personnes ainsi formées que les Hautes Parties contractantes auraient établies et lui auraient communiquées à cette fin.

4. Les conditions dans lesquelles ce personnel sera utilisé en dehors du territoire national feront, dans chaque cas, l'objet d'accords spéciaux entre les Parties intéressées.

Article 7 - Réunions

Le dépositaire du présent Protocole convoquera, à la demande d'une ou de plusieurs des Hautes Parties contractantes et avec l'approbation de la majorité de celles-ci, une réunion des Hautes Parties contractantes en vue d'examiner les problèmes généraux relatifs à l'application des Conventions et du Protocole.

TITRE II

BLESSES, MALADES ET NAUFRAGES

SECTION I

PROTECTION GENERALE

Article 8 - Terminologie

Aux fins du présent Protocole :

1. Les termes "blessés" et "malades" s'entendent des personnes, militaires ou civiles, qui, en raison d'un traumatisme, d'une maladie ou d'autres incapacités ou troubles physiques ou mentaux, ont besoin de soins médicaux et qui s'abstiennent de tout acte d'hostilité. Ces termes visent aussi les femmes en couches, les nouveau-nés et les autres personnes qui pourraient avoir besoin de soins médicaux immédiats, telles que les infirmes et les femmes enceintes, et qui s'abstiennent de tout acte d'hostilité.

2. Le terme "naufragés" s'entend des personnes, militaires ou civiles, se trouvant dans une situation périlleuse en mer ou en d'autres eaux par suite de l'infortune qui les frappe ou qui frappe le navire ou l'aéronef les transportant, et qui s'abstiennent de tout acte d'hostilité. Ces personnes, à condition qu'elles continuent à s'abstenir de tout acte d'hostilité, continueront d'être considérées comme des naufragés pendant leur sauvetage jusqu'à ce qu'elles aient acquis un autre statut en vertu des Conventions ou du présent Protocole.

3. L'expression "personnel sanitaire" s'entend des personnes exclusivement affectées par une Partie au conflit soit aux fins sanitaires énumérées sous 5., soit à l'administration d'unités sanitaires, soit encore au fonctionnement ou à l'administration de moyens de transport sanitaire. Ces affectations peuvent être permanentes ou temporaires. L'expression couvre :

- a) le personnel sanitaire, militaire ou civil, d'une Partie au conflit, y compris celui qui est mentionné dans les Ire et IIe Conventions, et celui qui est affecté à des organismes de protection civile;

/...

- b) le personnel sanitaire des Sociétés nationales de la Croix-Rouge (Croissant-Rouge, Lion-et-Soleil-Rouge) et autres sociétés nationales de secours volontaires dûment reconnues et autorisées par une Partie au conflit;
- c) le personnel sanitaire des unités ou moyens de transport sanitaire visés à l'article 9, paragraphe 2.

4. L'expression "personnel religieux" s'entend des personnes militaires ou civiles, telles que les aumôniers, exclusivement vouées à leur ministère et attachées :

- a) soit aux forces armées d'une Partie au conflit;
- b) soit aux unités sanitaires ou aux moyens de transport sanitaire d'une Partie au conflit;
- c) soit aux unités sanitaires ou aux moyens de transport sanitaire visés à l'article 9, paragraphe 2;
- d) soit aux organismes de protection civile d'une Partie au conflit.

Le rattachement du personnel religieux à ces unités peut être permanent ou temporaire et les dispositions pertinentes prévues sous 11. s'appliquent à ce personnel.

5. L'expression "unités sanitaires" s'entend des établissements et autres formations, militaires ou civils, organisés à des fins sanitaires, à savoir la recherche, l'évacuation, le transport, le diagnostic ou le traitement - y compris les premiers secours - des blessés, des malades et des naufragés, ainsi que la prévention des maladies. Elle couvre entre autres les hôpitaux et autres unités similaires, les centres de transfusion sanguine, les centres et instituts de médecine préventive et les centres d'approvisionnement sanitaire, ainsi que les dépôts de matériel sanitaire et de produits pharmaceutiques de ces unités. Les unités sanitaires peuvent être fixes ou mobiles, permanentes ou temporaires.

6. L'expression "transport sanitaire" s'entend du transport par terre, par eau ou par air des blessés, des malades et des naufragés, du personnel sanitaire et religieux et du matériel sanitaire protégés par les Conventions et le présent Protocole.

7. L'expression "moyen de transport sanitaire" s'entend de tout moyen de transport, militaire ou civil, permanent ou temporaire, affecté exclusivement au transport sanitaire et placé sous la direction d'une autorité compétente et d'une Partie au conflit.

8. L'expression "véhicule sanitaire" s'entend de tout moyen de transport sanitaire par terre.

9. L'expression "navire et embarcation sanitaires" s'entend de tout moyen de transport sanitaire par eau.

10. L'expression "aéronef sanitaire" s'entend de tout moyen de transport sanitaire par air.

11. Sont "permanents" le personnel sanitaire, les unités sanitaires et les moyens de transport sanitaire affectés exclusivement à des fins sanitaires pour une durée indéterminée. Sont "temporaires" le personnel sanitaire, les unités sanitaires et les moyens de transport sanitaire utilisés exclusivement à des fins sanitaires pour des périodes limitées, pendant toute la durée de ces périodes. A moins qu'elles ne soient autrement qualifiées, les expressions "personnel sanitaire", "unité sanitaire" et "moyen de transport sanitaire" couvrent un personnel, des unités ou des moyens de transport qui peuvent être soit permanents soit temporaires.

12. L'expression "signe distinctif" s'entend du signe distinctif de la croix-rouge, du croissant-rouge ou du lion-et-soleil rouge, sur fond blanc, quand il est utilisé pour la protection des unités et moyens de transport sanitaires et du personnel sanitaire et religieux et de son matériel.

13. L'expression "signal distinctif" s'entend de tout moyen de signalisation destiné exclusivement à permettre l'identification des unités et moyens de transport sanitaires, prévu au chapitre III de l'Annexe I au présent Protocole.

/...

Article 9 - Champ d'application

1. Le présent Titre, dont les dispositions ont pour but d'améliorer le sort des blessés, malades et naufragés, s'applique à tous ceux qui sont affectés par une situation visée à l'article premier, sans aucune distinction défavorable fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion ou la croyance, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou une autre situation ou tout autre critère analogue.

2. Les dispositions pertinentes des articles 27 et 32 de la Ire Convention s'appliquent aux unités et moyens de transport sanitaires permanents (autres que les navires-hôpitaux, auxquels l'article 25 de la IIe Convention s'applique), ainsi qu'à leur personnel, mis à la disposition d'une Partie au conflit à des fins humanitaires :

- a) par un Etat neutre ou un autre Etat non Partie à ce conflit;
- b) par une société de secours reconnue et autorisée de cet Etat;
- c) par une organisation internationale impartiale de caractère humanitaire.

Article 10 - Protection et soins

1. Tous les blessés, malades et naufragés, quelque Partie qu'ils appartiennent, doivent être respectés et protégés.

2. Ils doivent en toutes circonstances être traités avec humanité et recevoir, dans toute la mesure du possible et dans les délais les plus brefs, les soins médicaux qu'exige leur état. Aucune distinction fondée sur des critères autres que médicaux ne doit être faite entre eux.

Article 11 - Protection de la personne

1. La santé et l'intégrité physiques ou mentales des personnes au pouvoir de la Partie adverse ou internées, détenues ou d'une autre manière privées de liberté en raison d'une situation visée à l'article premier ne doivent être compromises par aucun acte ni par aucune omission injustifiés. En conséquence, il est interdit de soumettre les personnes visées au présent article à un acte médical qui ne serait pas motivé par leur état de santé et qui ne serait pas conforme aux normes médicales généralement reconnues que la Partie responsable de l'acte appliquerait dans des circonstances médicales analogues à ses propres ressortissants jouissant de leur liberté.

2. Il est en particulier interdit de pratiquer sur ces personnes, même avec leur consentement :

- a) des mutilations physiques;
- b) des expériences médicales ou scientifiques;
- c) des prélèvements de tissus ou d'organes pour des transplantations,

sauf si ces actes sont justifiés dans les conditions prévues au paragraphe 1.

3. Il ne peut être dérogé à l'interdiction visée au paragraphe 2 c) que lorsqu'il s'agit de dons de sang en vue de transfusion ou de peau destinée à des greffes, à la condition que ces dons soient volontaires et ne résultent pas de mesure de coercition ou de persuasion et qu'ils soient destinés à des fins thérapeutiques dans des conditions compatibles avec les normes médicales généralement reconnues et avec les contrôles effectués dans l'intérêt tant du donneur que du receveur.

4. Tout acte ou omission volontaire qui met gravement en danger la santé ou l'intégrité physiques ou mentales de toute personne au pouvoir d'une Partie autre que celle dont elle dépend et qui, soit contrevient à l'une des interdictions énoncées aux paragraphes 1 et 2, soit ne respecte pas les conditions prescrites au paragraphe 3, constitue une infraction grave au présent Protocole.

5. Les personnes définies au paragraphe 1 ont le droit de refuser toute intervention chirurgicale. En cas de refus, le personnel sanitaire doit s'efforcer d'obtenir une déclaration écrite à cet effet, signée ou reconnue par le patient.

6. Toute Partie au conflit doit tenir un dossier médical pour tout don de sang en vue de transfusion ou de peau destinée à des greffes par les personnes visées au paragraphe 1, si ce don est effectué sous la responsabilité de cette Partie. En outre, toute Partie au conflit doit s'efforcer de tenir un dossier de tous les actes médicaux entrepris à l'égard des personnes internées, détenues ou d'une autre manière privées de liberté en raison d'une situation visée à l'article premier. Ces dossiers doivent en tout temps être à la disposition de la Puissance protectrice aux fins d'inspection.

Article 12 - Protection des unités sanitaires

1. Les unités sanitaires doivent en tout temps être respectées et protégées et ne doivent pas être l'objet d'attaques.

2. Le paragraphe 1 s'applique aux unités sanitaires civiles pour autant qu'elles remplissent l'une des conditions suivantes :

- a) appartenir à l'une des Parties au conflit;
- b) être reconnues et autorisées par l'autorité compétente de l'une des Parties au conflit;
- c) être autorisées conformément aux articles 9, paragraphe 2, du présent Protocole, ou 27 de la Ire Convention.

3. Les Parties au conflit sont invitées à se communiquer l'emplacement de leurs unités sanitaires fixes. L'absence d'une telle notification ne dispense aucune des Parties d'observer les dispositions du paragraphe 1.

4. En aucune circonstance, les unités sanitaires ne doivent être utilisées pour tenter de mettre des objectifs militaires à l'abri d'attaques. Chaque fois que cela sera possible, les Parties au conflit veilleront à ce que les unités sanitaires soient situées de telle façon que des attaques contre des objectifs militaires ne mettent pas ces unités sanitaires en danger.

Article 13 - Cessation de la protection des unités sanitaires civiles

1. La protection due aux unités sanitaires civiles ne peut cesser que si elles sont utilisées pour commettre, en dehors de leur destination humanitaire, des actes nuisibles à l'ennemi. Toutefois, la protection cessera seulement après qu'une sommation fixant, chaque fois qu'il y aura lieu, un délai raisonnable, sera demeurée sans effet.

2. Ne seront pas considérés comme actes nuisibles à l'ennemi :

- a) le fait que le personnel de l'unité est doté d'armes légères individuelles pour sa propre défense ou pour celle des blessés et des malades dont il a la charge;
- b) le fait que l'unité est gardée par un piquet, des sentinelles ou une escorte;
- c) le fait que se trouvent dans l'unité des armes portatives et des munitions retirées aux blessés et aux malades et n'ayant pas encore été versées au service compétent;
- d) le fait que des membres des forces armées ou autres combattants se trouvent dans ces unités pour des raisons médicales.

Article 14 - Limitation à la réquisition des unités sanitaires civiles

1. La Puissance occupante a le devoir d'assurer que les besoins médicaux de la population civile continuent d'être satisfaits dans les territoires occupés.

2. En conséquence, la Puissance occupante ne peut réquisitionner les unités sanitaires civiles, leur équipement, leur matériel ou leur personnel, aussi longtemps que ces moyens sont nécessaires pour satisfaire les besoins médicaux de la population civile et pour assurer la continuité des soins aux blessés et malades déjà sous traitement.

3. La Puissance occupante peut réquisitionner les moyens mentionnés ci-dessus à condition de continuer à observer la règle générale établie au paragraphe 2 et sous réserve des conditions particulières suivantes :

- a) que les moyens soient nécessaires pour assurer un traitement médical immédiat et approprié aux blessés et malades des forces armées de la Puissance occupante des prisonniers de guerre;
- b) que la réquisition n'excède pas la période où cette nécessité existe; et
- c) que des dispositions immédiates soient prises pour que les besoins médicaux de la population civile, ainsi que ceux des blessés et malades sous traitement affectés par la réquisition, continuent d'être satisfaits.

Article 15 - Protection du personnel sanitaire et religieux

1. Le personnel sanitaire civil sera respecté et protégé.

2. En cas de besoin, toute assistance possible doit être donnée au personnel sanitaire civil dans une zone où les services sanitaires civils seraient désorganisés en raison des combats.

3. La Puissance occupante donnera toute assistance au personnel sanitaire civil dans les territoires occupés pour lui permettre d'accomplir au mieux sa mission humanitaire. La Puissance occupante ne peut pas exiger de ce personnel que cette mission s'accomplisse en priorité au profit de qui que ce soit, sauf pour des raisons médicales. Ce personnel ne sera pas astreint à des tâches incompatibles avec sa mission humanitaire.

4. Le personnel sanitaire civil pourra se rendre sur les lieux où ses services sont indispensables, sous réserve des mesures de contrôle et de sécurité que la Partie au conflit intéressée jugerait nécessaires.

5. Le personnel religieux civil sera respecté et protégé. Les dispositions des Conventions et du présent Protocole relatives à la protection et à l'identification du personnel sanitaire lui sont applicables.

Article 16 - Protection générale de la mission médicale

1. Nul ne sera puni pour avoir exercé une activité de caractère médical conforme à la déontologie, quels qu'aient été les circonstances ou les bénéficiaires de cette activité.

2. Les personnes exerçant une activité de caractère médical ne peuvent être contraintes d'accomplir des actes ou d'effectuer des travaux contraires à la déontologie ou aux autres règles médicales qui protègent les blessés et les malades, ou aux dispositions des Conventions ou du présent Protocole, ni de s'abstenir d'accomplir des actes exigés par ces règles et dispositions.

3. Aucune personne exerçant une activité médicale ne doit être contrainte de donner à quiconque appartenant soit à une Partie adverse, soit à la même Partie qu'elle, sauf dans les cas prévus par la loi de cette dernière, des renseignements concernant les blessés et les malades qu'elle soigne ou qu'elle a soignés si elle estime que de tels renseignements peuvent porter préjudice à ceux-ci ou à leur famille. Les règlements régissant la notification obligatoire des maladies transmissibles doivent, néanmoins, être respectés.

Article 17 - Rôle de la population civile et des sociétés de secours

1. La population civile doit respecter les blessés, malades et naufragés, même s'ils appartiennent à la Partie adverse, et n'exercer contre eux aucun acte de violence. La population civile et les sociétés de secours, telles que les Sociétés nationales de la Croix-Rouge (Croissant-Rouge, Lion-et-Soleil-Rouge), seront autorisées, même dans les régions envahies ou occupées, à recueillir ces blessés, malades et naufragés et à leur prodiguer des soins, même de leur propre initiative. Nul ne sera inquiété, poursuivi, condamné ou puni pour de tels actes humanitaires.

2. Les Parties au conflit pourront faire appel à la population civile et aux sociétés de secours visées au paragraphe 1 pour recueillir les blessés, malades et naufragés et pour leur prodiguer des soins de même que pour rechercher les morts et rendre compte du lieu où ils se trouvent; elles accorderont la protection et les facilités nécessaires à ceux qui auront répondu à cet appel. Dans le cas où la Partie adverse viendrait à prendre ou à reprendre le contrôle de la région, elle maintiendra cette protection et ces facilités aussi longtemps qu'elles seront nécessaires.

Article 18 - Identification

1. Chaque Partie au conflit doit s'efforcer de faire en sorte que le personnel sanitaire et religieux, ainsi que les unités et les moyens de transport sanitaires, puissent être identifiés.
2. Chaque Partie au conflit doit également s'efforcer d'adopter et de mettre en oeuvre des méthodes et des procédures permettant d'identifier les unités et les moyens de transport sanitaires qui utilisent le signe distinctif et des signaux distinctifs.
3. Dans les territoires occupés et dans les zones où des combats se déroulent ou semblent devoir se dérouler, le personnel sanitaire civil et le personnel religieux civil se feront en règle générale reconnaître au moyen du signe distinctif et d'une carte d'identité attestant leur statut.
4. Avec le consentement de l'autorité compétente, les unités et moyens de transport sanitaires seront marqués du signe distinctif. Les navires et embarcations visés à l'article 22 du présent Protocole seront marqués conformément aux dispositions de la IIe Convention.
5. En plus du signe distinctif, une Partie au conflit peut, conformément au Chapitre III de l'Annexe I au présent Protocole, autoriser l'usage de signaux distinctifs pour permettre l'identification des unités et des moyens de transport sanitaires. A titre exceptionnel, dans les cas particuliers prévus audit Chapitre, les moyens de transport sanitaire peuvent utiliser des signaux distinctifs sans arborer le signe distinctif.
6. L'exécution des dispositions prévues aux paragraphes 1 à 5 est régie par les Chapitres I à III de l'Annexe I au présent Protocole. Les signaux décrits au Chapitre III de cette Annexe et destinés exclusivement à l'usage des unités et des moyens de transport sanitaires ne pourront être utilisés, sauf exceptions prévues audit Chapitre, que pour permettre l'identification des unités et moyens de transport sanitaires.
7. Les dispositions du présent article ne permettent pas d'étendre l'usage, en temps de paix, du signe distinctif au-delà de ce qui est prévu par l'article 44 de la Ire Convention.
8. Les dispositions des Conventions et du présent Protocole relatives au contrôle de l'usage du signe distinctif ainsi qu'à la prévention et à la répression de son usage abusif sont applicables aux signaux distinctifs.

Article 19 - Etats neutres et autres Etats non Parties au conflit

Les Etats neutres et les autres Etats qui ne sont pas Parties au conflit appliqueront les dispositions pertinentes du présent Protocole aux personnes protégées par ce Titre qui peuvent être reçues ou internées sur leur territoire, ainsi qu'aux morts des Parties à ce conflit qu'ils pourront recueillir.

Article 20 - Interdiction des représailles

Les représailles contre les personnes et les biens protégés par le présent Titre sont interdites.

SECTION II

TRANSPORTS SANITAIRES

Article 21 - Véhicules sanitaires

Les véhicules sanitaires seront respectés et protégés de la manière prévue par les Conventions et le présent Protocole pour les unités sanitaires mobiles.

Article 22 - Navires-hôpitaux et embarcations de sauvetage côtières

1. Les dispositions des Conventions concernant

- a) les navires décrits aux articles 22, 24, 25 et 27 de la IIe Convention,
- b) leurs canots de sauvetage et leurs embarcations,
- c) leur personnel et leur équipage,
- d) les blessés, les malades et les naufragés se trouvant à bord,

s'appliquent aussi lorsque ces navires, canots ou embarcations transportent des civils blessés, malades et naufragés qui n'appartiennent pas à l'une des catégories mentionnées à l'article 13 de la IIe Convention. Toutefois, ces civils ne doivent être ni remis à une Partie qui n'est pas la leur, ni capturés en mer. S'ils se trouvent au pouvoir d'une Partie au conflit qui n'est pas la leur, la IVe Convention et le présent Protocole leur seront applicables.

2. La protection assurée par les Conventions pour les navires décrits à l'article 25 de la IIe Convention s'étend aux navires-hôpitaux mis à la disposition d'une Partie au conflit à des fins humanitaires :

- a) par un Etat neutre ou un autre Etat non Partie à ce conflit, ou
- b) par une organisation internationale impartiale de caractère humanitaire,

sous réserve dans les deux cas que les conditions énoncées dans ledit article soient remplies.

3. Les embarcations décrites à l'article 27 de la IIe Convention seront protégées même si la notification envisagée dans cet article n'a pas été faite. Les Parties au conflit sont toutefois invitées à s'informer mutuellement de tout élément relatif à ces embarcations qui permette de les identifier et de les reconnaître plus facilement.

Article 23 - Autres navires et embarcations sanitaires

1. Les navires et embarcations sanitaires autres que ceux qui sont visés à l'article 22 du présent Protocole et à l'article 38 de la IIe Convention doivent, que ce soit en mer ou en d'autres eaux, être respectés et protégés de la manière prévue pour les unités sanitaires mobiles par les Conventions et le présent Protocole. La protection de ces bateaux ne pouvant être efficace que s'ils peuvent être identifiés et reconnus comme des navires ou embarcations sanitaires, ils devraient être marqués du signe distinctif et se conformer, dans la mesure du possible, aux dispositions de l'article 43, deuxième alinéa, de la IIe Convention.

2. Les navires et embarcations visés au paragraphe 1 restent soumis au droit de la guerre. L'ordre de stopper, de s'éloigner ou de prendre une route déterminée pourra leur être donné par tout navire de guerre naviguant en surface qui est en mesure de faire exécuter cet ordre immédiatement et ils devront obéir à tout ordre de cette nature. Ils ne peuvent pas être détournés de leur mission sanitaire d'une autre manière aussi longtemps qu'ils seront nécessaires pour les blessés, les malades et les naufragés se trouvant à leur bord.

3. La protection prévue au paragraphe 1 ne cessera que dans les conditions énoncées aux articles 34 et 35 de la IIe Convention. Un refus net d'obéir à un ordre donné conformément au paragraphe 2 constitue un acte nuisible à l'ennemi au sens de l'article 34 de la IIe Convention.

4. Une Partie au conflit pourra notifier à une Partie adverse, aussitôt que possible avant le départ, le nom, les caractéristiques, l'heure de départ prévue, la route et la vitesse estimée du navire ou de l'embarcation sanitaires, en particulier s'il s'agit

de navires de plus de 2.000 tonnes brutes, et pourra communiquer tous autres renseignements qui faciliteraient l'identification et la reconnaissance. La Partie adverse doit accuser réception de ces renseignements.

5. Les dispositions de l'article 37 de la IIe Convention s'appliquent au personnel sanitaire et religieux se trouvant à bord de ces navires et embarcations.

6. Les dispositions pertinentes de la IIe Convention s'appliquent aux blessés, aux malades et aux naufragés appartenant aux catégories visées à l'article 13 de la IIe Convention et à l'article 44 du présent Protocole qui se trouvent à bord de ces navires et embarcations sanitaires. Les personnes civiles blessées, malades et naufragées qui n'appartiennent à aucune des catégories mentionnées à l'article 13 de la IIe Convention ne doivent, si elles sont en mer, ni être remises à une Partie qui n'est pas la leur, ni être obligées à quitter le navire; si, néanmoins, elles se trouvent au pouvoir d'une Partie au conflit qui n'est pas la leur, la IVe Convention et le présent Protocole leur sont applicables.

Article 24 - Protection des aéronefs sanitaires

Les aéronefs sanitaires seront respectés et protégés conformément aux dispositions du présent Titre.

Article 25 - Aéronefs sanitaires dans des zones non dominées par la Partie adverse

Dans des zones terrestres dominées en fait par des forces amies ou dans des zones maritimes qui ne sont pas en fait dominées par une Partie adverse, et dans leur espace aérien, le respect et la protection des aéronefs sanitaires d'une Partie au conflit ne dépendent pas d'un accord avec la Partie adverse. Une Partie au conflit qui emploie ainsi ses aéronefs sanitaires dans ces zones pourra cependant, afin de renforcer leur sécurité, donner à la Partie adverse les notifications prévues par l'article 29, en particulier quand ces aéronefs effectuent des vols qui les amènent à portée des systèmes d'armes sol-air de la Partie adverse.

Article 26 - Aéronefs sanitaires dans des zones de contact ou similaires

1. Dans les parties de la zone de contact dominée en fait par des forces amies, ainsi que dans les zones qu'en fait aucune force ne domine clairement, et dans l'espace aérien correspondant, la protection des aéronefs sanitaires ne peut être pleinement efficace

/...

que si un accord préalable est intervenu entre les autorités militaires compétentes des Parties au conflit ainsi qu'il est prévu par l'article 29. En l'absence d'un tel accord, les aéronefs sanitaires opèrent à leurs seuls risques; les aéronefs sanitaires devront néanmoins être respectés lorsqu'ils auront été reconnus comme tels.

2. L'expression "zone de contact" s'entend de toute zone terrestre où les éléments avancés des forces opposées sont au contact les uns des autres, particulièrement là où ils sont exposés à des tirs directs à partir du sol.

Article 27 - Aéronefs sanitaires dans les zones dominées par la Partie adverse

1. Les aéronefs sanitaires d'une Partie au conflit resteront protégés pendant qu'ils survolent des zones terrestres ou maritimes dominées en fait par une Partie adverse, à condition d'avoir préalablement obtenu, pour de tels vols, l'accord de l'autorité compétente de cette Partie adverse.

2. Un aéronef sanitaire qui survole une zone dominée en fait par une Partie adverse, en l'absence de l'accord prévu par le paragraphe 1 ou en contrevenant à un tel accord, par suite d'une erreur de navigation ou d'une situation d'urgence affectant la sécurité du vol, doit faire son possible pour se faire identifier et pour en informer la Partie adverse. Dès que la Partie adverse aura reconnu un tel aéronef sanitaire, elle devra faire tous les efforts raisonnables pour donner l'ordre d'atterrir ou d'amerrir visé à l'article 30, paragraphe 1, ou pour prendre d'autres mesures afin de sauvegarder les intérêts de cette Partie et pour donner à l'aéronef dans les deux cas le temps d'obtempérer, avant de recourir à une attaque.

Article 28 - Restrictions à l'emploi des aéronefs sanitaires

1. Il est interdit aux Parties au conflit d'utiliser leurs aéronefs sanitaires pour tenter d'obtenir un avantage militaire sur une Partie adverse. La présence d'aéronefs sanitaires ne doit pas être utilisée pour tenter de mettre des objectifs militaires à l'abri d'une attaque.

2. Les aéronefs sanitaires ne doivent pas être utilisés pour rechercher ou transmettre des renseignements de caractère militaire et ne doivent pas transporter de matériel destiné à ces fins. Il leur est interdit de transporter des personnes ou un chargement non compris dans la définition donnée à l'article 8, paragraphe 6. Le transport à bord des effets personnels des occupants ou de matériel exclusivement destiné à faciliter la navigation, les communications ou l'identification n'est pas considéré comme interdit.

3. Les aéronefs sanitaires ne doivent pas transporter d'autres armes que les armes portatives et les munitions qui auraient été retirées aux blessés, malades ou naufragés se trouvant à bord et qui n'auraient pas encore été versées au service compétent, et les armes légères individuelles nécessaires pour permettre au personnel sanitaire se trouvant à bord d'assurer sa défense et celle des blessés, des malades et des naufragés dont il a la charge.

4. En effectuant les vols visés aux articles 26 et 27, les aéronefs sanitaires ne doivent pas être utilisés, sauf accord préalable avec la Partie adverse, pour la recherche des blessés, des malades et des naufragés.

Article 29 - Notifications et accords concernant les aéronefs
sanitaires

1. Les notifications visées à l'article 25 ou les demandes d'accord préalable visées aux articles 26, 27, 28, paragraphe 4 et 31, doivent indiquer le nombre prévu d'aéronefs sanitaires, leurs plans de vol et leurs moyens d'identification; elles seront interprétées comme signifiant que chaque vol s'effectuera conformément aux dispositions de l'article 28.

2. La Partie qui reçoit une notification faite en vertu de l'article 25 doit en accuser réception sans délai.

3. La Partie qui reçoit une demande d'accord préalable conformément soit aux articles 26, 27 ou 31, soit à l'article 28, paragraphe 4, doit notifier aussi rapidement que possible à la Partie demanderesse :

- a) soit l'acceptation de la demande;
- b) soit le rejet de la demande;
- c) soit une proposition raisonnable de modification de la demande. Elle peut aussi proposer d'interdire ou de restreindre d'autres vols dans la zone pendant la période considérée. Si la Partie qui a présenté la demande accepte les contre-propositions, elle doit notifier à l'autre Partie son accord.

4. Les Parties prendront les mesures nécessaires pour qu'il soit possible de faire ces notifications et de conclure ces accords rapidement.

5. Les Parties prendront aussi les mesures nécessaires pour que le contenu pertinent de ces notifications et de ces accords soit diffusé rapidement aux unités militaires concernées et qu'elles soient instruites rapidement des moyens d'identification utilisés par les aéronefs sanitaires en question.

Article 30 - Atterrissage et inspection des aéronefs sanitaires

1. Les aéronefs sanitaires survolant des zones dominées en fait par la Partie adverse, ou des zones qu'en fait aucune force ne domine clairement, peuvent être sommés d'atterrir ou d'amerrir, selon le cas, pour permettre l'inspection prévue aux paragraphes suivants. Les aéronefs sanitaires devront obéir à toute sommation de ce genre.

2. Si un aéronef sanitaire atterrit ou amerrit sur sommation ou pour d'autres raisons, il ne peut être soumis à inspection que pour vérifier les points mentionnés aux paragraphes 3 et 4. L'inspection devra être entreprise sans retard et effectuée rapidement. La Partie qui procède à l'inspection ne doit pas exiger que les blessés et les malades soient débarqués de l'aéronef, sauf si ce débarquement est indispensable à l'inspection. Elle doit veiller en tout cas à ce que cette inspection ou ce débarquement n'aggrave pas l'état des blessés et des malades.

3. Si l'inspection révèle que l'aéronef :

- a) est un aéronef sanitaire au sens de l'article 8, alinea j), paragraphe 10.
- b) ne contrevient pas aux conditions prescrites à l'article 28, et
- c) n'a pas entrepris son vol en l'absence ou en violation d'un accord préalable, lorsqu'un tel accord est exigé,

l'aéronef avec ceux de ses occupants appartenant soit à une Partie adverse, soit à un Etat neutre ou à un autre Etat non Partie au conflit sera autorisé à poursuivre son vol sans retard.

4. Si l'inspection révèle que l'aéronef :

- a) n'est pas un aéronef sanitaire au sens de l'article 8, alinéa j), paragraphe 10.
- b) contrevient aux conditions prescrites à l'article 28, ou
- c) a entrepris son vol en l'absence ou en violation d'un accord préalable, lorsqu'un tel accord est exigé,

l'aéronef peut être saisi. Ses occupants doivent tous être traités conformément aux dispositions pertinentes des Conventions et du présent Protocole. Au cas où l'aéronef saisi était affecté comme aéronef sanitaire permanent, il ne peut être utilisé ultérieurement que comme aéronef sanitaire.

Article 31 - Etats neutres ou autres Etats non Parties au conflit

1. Les aéronefs sanitaires ne doivent ni survoler le territoire d'un Etat neutre ou d'un autre Etat non Partie au conflit ni atterrir ou amerrir, sauf en vertu d'un accord préalable. Cependant, si un tel accord existe, ces aéronefs devront être respectés pendant toute la durée de leur vol et lors des escales éventuelles. Ils devront néanmoins obéir à toute sommation d'atterrir ou d'amerrir, selon le cas.

2. Un aéronef sanitaire qui, en l'absence d'un accord ou en contravention des dispositions d'un accord, survole le territoire d'un Etat neutre ou d'un autre Etat non Partie au conflit, soit par erreur de navigation, soit en raison d'une situation d'urgence touchant la sécurité du vol, doit s'efforcer de notifier son vol et de se faire identifier. Dès que cet Etat aura reconnu un tel aéronef sanitaire, il devra faire tous les efforts raisonnables pour donner l'ordre d'atterrir ou d'amerrir, visé à l'article 30, paragraphe 1, ou pour prendre d'autres mesures afin de sauvegarder les intérêts de cet Etat et pour donner à l'aéronef dans les deux cas le temps d'obtempérer, avant de recourir à une attaque.

3. Si un aéronef sanitaire, conformément à un accord ou dans les conditions indiquées au paragraphe 2, atterrit ou amerrit sur le territoire d'un Etat neutre ou d'un autre Etat non Partie au conflit, sur sommation ou pour d'autres raisons, l'aéronef pourra être soumis à une inspection afin de déterminer s'il s'agit bien d'un aéronef sanitaire. L'inspection devra être entreprise sans retard et effectuée rapidement. La Partie qui procède à l'inspection ne doit pas exiger que les blessés et les malades qui dépendent de la Partie employant l'aéronef soient débarqués de l'aéronef, sauf si ce débarquement est indispensable à l'inspection. Elle veillera en tout cas à ce que cette inspection ou ce débarquement n'aggrave pas l'état des blessés et des malades. Si l'inspection révèle qu'il s'agit effectivement d'un aéronef sanitaire, cet aéronef avec ses occupants, exception faite de ceux qui doivent être gardés en vertu des règles du droit international applicable dans les conflits armés, sera autorisé à poursuivre son vol et bénéficiera des facilités appropriées. Si l'inspection révèle que cet aéronef n'est pas un aéronef sanitaire, l'aéronef sera saisi et ses occupants seront traités conformément aux dispositions du paragraphe 4.

4. A l'exception de ceux qui sont débarqués à titre temporaire, les blessés, les malades et les naufragés débarqués d'un aéronef sanitaire avec le consentement de l'autorité locale sur le territoire d'un Etat neutre ou d'un autre Etat non Partie au conflit seront, sauf arrangement différent entre cet Etat et les Parties au conflit, gardés par cet Etat lorsque les règles du droit international applicable dans les conflits armés le requièrent, de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux hostilités. Les frais d'hospitalisation et d'internement sont à la charge de l'Etat dont ces personnes dépendent.

/...

5. Les Etats neutres ou les autres Etats non Parties au conflit appliqueront d'une manière égale à toutes les Parties au conflit les conditions et restrictions éventuelles relatives au survol de leur territoire par des aéronefs sanitaires ou à l'atterrissage de ces aéronefs.

SECTION III

PERSONNES DISPARUES ET DECEDEES

Article 32 - Principe général

Dans l'application de la présente Section, l'activité des Hautes Parties contractantes, des Parties au conflit et des organisations humanitaires internationales mentionnées dans les Conventions et dans le présent Protocole est motivée au premier chef par le droit qu'ont les familles de connaître le sort de leurs membres.

Article 33 - Personnes disparues

1. Dès que les circonstances le permettent et au plus tard dès la fin des hostilités actives, chaque Partie au conflit doit rechercher les personnes dont la disparition a été signalée par une Partie adverse. Ladite Partie adverse doit communiquer tous renseignements utiles sur ces personnes, afin de faciliter les recherches.

2. Afin de faciliter la collecte des renseignements prévus au paragraphe précédent, chaque Partie au conflit doit, en ce qui concerne les personnes qui ne bénéficieraient pas d'un régime plus favorable en vertu des Conventions ou du présent Protocole :

- a) enregistrer les renseignements prévus à l'article 138 de la IVe Convention sur celles de ces personnes qui ont été détenues, emprisonnées ou d'une autre manière gardées en captivité pendant plus de deux semaines en raison des hostilités ou d'une occupation, ou qui sont décédées au cours d'une période de détention;
- b) dans toute la mesure du possible, faciliter et, si nécessaire, effectuer la recherche et l'enregistrement de renseignements sur ces personnes si elles sont décédées dans d'autres circonstances en raison des hostilités ou d'une occupation.

3. Les renseignements sur les personnes dont la disparition a été signalée en application du paragraphe 1 et les demandes relatives à ces renseignements sont transmis soit directement, soit par l'intermédiaire de la Puissance protectrice, de l'Agence centrale de recherches du Comité international de la Croix-Rouge, ou de Sociétés nationales de la Croix-Rouge (Croissant-Rouge, Lion-et-Soleil-Rouge). Lorsque ces renseignements ne sont pas transmis par l'intermédiaire du Comité international de la Croix-Rouge et de son Agence centrale de recherches, chaque Partie au conflit fait en sorte qu'ils soient aussi fournis à l'Agence centrale de recherches.

4. Les Parties au conflit s'efforceront de s'entendre sur des dispositions permettant à des équipes de rechercher, d'identifier et de relever les morts dans les zones des champs de bataille; ces dispositions peuvent prévoir, le cas échéant, que ces équipes soient accompagnées par du personnel de la Partie adverse quand elles remplissent leur mission dans les zones qui sont sous le contrôle de cette Partie adverse. Le personnel de ces équipes doit être respecté et protégé lorsqu'il se consacre exclusivement à de telles missions.

Article 34 - Restes des personnes décédées

1. Les restes des personnes qui sont décédées pour des raisons liées à une occupation ou lors d'une détention résultant d'une occupation ou d'hostilités, et ceux des personnes qui n'étaient pas les ressortissants du pays dans lequel elles sont décédées en raison d'hostilités doivent être respectés, et les sépultures de toutes ces personnes doivent être respectées, entretenues et marquées comme il est prévu à l'article 130 de la IVe Convention, pour autant que lesdits restes ou sépultures ne relèvent pas d'un régime plus favorable en vertu des Conventions et du présent Protocole.

2. Dès que les circonstances et les relations entre les Parties adverses le permettent, les Hautes Parties contractantes sur le territoire desquelles sont situées les tombes et, le cas échéant, d'autres lieux où se trouvent les restes des personnes décédées en raison d'hostilités, pendant une occupation ou lors d'une détention, doivent conclure des accords en vue :

- a) de faciliter l'accès des sépultures aux membres des familles des personnes décédées et aux représentants des services officiels d'enregistrement des tombes, et d'arrêter les dispositions d'ordre pratique concernant cet accès;
- b) d'assurer en permanence la protection et l'entretien de ces sépultures;

- c) de faciliter le retour des restes des personnes décédées et de leurs effets personnels dans le pays d'origine, à la demande de ce pays ou à la demande de la famille, à moins que ce pays ne s'y oppose.

3. En l'absence des accords prévus au paragraphe 2, b) ou c), et si le pays d'origine de ces personnes décédées n'est pas disposé à assurer l'entretien de ces sépultures à ses frais, la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle sont situées ces sépultures peut offrir de faciliter le retour des restes dans le pays d'origine. Si cette offre n'a pas été acceptée cinq ans après avoir été faite, la Haute Partie contractante pourra, après avoir dûment avisé le pays d'origine, appliquer les dispositions prévues dans sa législation en ce qui concerne les cimetières et les sépultures.

4. La Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle sont situées les sépultures visées au présent article est autorisée à exhumer les restes uniquement :

- a) dans les conditions définies aux paragraphes 2 c) et 3, ou
- b) lorsque l'exhumation s'impose pour des motifs d'intérêt public, y compris dans les cas de nécessité sanitaire et d'enquête, auquel cas la Haute Partie contractante doit, en tout temps, traiter les restes des personnes décédées avec respect et aviser le pays d'origine de son intention de les exhumer, en donnant des précisions sur l'endroit prévu pour la nouvelle inhumation.

TITRE III

METHODES ET MOYENS DE GUERRE STATUT DE COMBATTANT ET DE PRISONNIER DE GUERRE

SECTION I

METHODES ET MOYENS DE GUERRE

Article 35 - Règles fondamentales

1. Dans tout conflit armé, le droit des Parties au conflit de choisir des méthodes ou moyens de guerre n'est pas illimité.
2. Il est interdit d'employer des armes, des projectiles et des matières ainsi que des méthodes de guerre de nature à causer des maux superflus.
3. Il est interdit d'utiliser des méthodes ou moyens de guerre qui sont conçus pour causer, ou dont on peut s'attendre qu'ils causeront, des dommages étendus, durables et graves à l'environnement naturel.

Article 36 - Armes nouvelles

Dans l'étude, la mise au point, l'acquisition ou l'adoption d'une nouvelle arme, de nouveaux moyens ou d'une nouvelle méthode de guerre, une Haute Partie contractante a l'obligation de déterminer si l'emploi en serait interdit, dans certaines circonstances ou en toutes circonstances, par les dispositions du présent Protocole ou par toute autre règle du droit international applicable à cette Haute Partie contractante.

Article 37 - Interdiction de la perfidie

1. Il est interdit de tuer, blesser ou capturer un adversaire en recourant à la perfidie. Constituent une perfidie les actes faisant appel, avec l'intention de la tromper, à la bonne foi d'un adversaire pour lui faire croire qu'il a le droit de recevoir ou l'obligation d'accorder la protection prévue par les règles du droit international applicable dans les conflits armés. Les actes suivants sont des exemples de perfidie :

/...

- a) feindre l'intention de négocier sous le couvert du pavillon parlementaire, ou feindre la reddition;
- b) feindre une incapacité due à des blessures ou à la maladie;
- c) feindre d'avoir le statut de civil ou de non-combattant;
- d) feindre d'avoir un statut protégé en utilisant des signes, emblèmes ou uniformes des Nations Unies, d'Etats neutres ou d'autres Etats non Parties au conflit.

2. Les ruses de guerre ne sont pas interdites. Constituent des ruses de guerre les actes qui ont pour but d'induire un adversaire en erreur ou de lui faire commettre des imprudences, mais qui n'enfreignent aucune règle du droit international applicable dans les conflits armés et qui, ne faisant pas appel à la bonne foi de l'adversaire en ce qui concerne la protection prévue par ce droit, ne sont pas perfides. Les actes suivants sont des exemples de ruses de guerre : l'usage de camouflages, de leurres, d'opérations simulées et de faux renseignements.

Article 38 - Emblèmes reconnus

1. Il est interdit d'utiliser indûment le signe distinctif de la croix rouge, du croissant rouge ou du lion-et-soleil rouge ou d'autres emblèmes, signes ou signaux prévus par les Conventions ou par le présent Protocole. Il est également interdit de faire un usage abusif délibéré, dans un conflit armé, d'autres emblèmes, signes ou signaux protecteurs reconnus sur le plan international, y compris le pavillon parlementaire, et de l'emblème protecteur des biens culturels.

2. Il est interdit d'utiliser l'emblème distinctif des Nations Unies en dehors des cas où l'usage en est autorisé par cette Organisation.

Article 39 - Signes de nationalité

1. Il est interdit d'utiliser, dans un conflit armé, les drapeaux ou pavillons, symboles, insignes ou uniformes militaires d'Etats neutres ou d'autres Etats non Parties au conflit.

2. Il est interdit d'utiliser les drapeaux ou pavillons, symboles, insignes ou uniformes militaires des Parties adverses pendant des attaques ou pour dissimuler, favoriser, protéger ou entraver des opérations militaires.

3. Aucune des dispositions du présent article ou de l'article 37, paragraphe 1 d), n'affecte les règles existantes généralement reconnues du droit international applicable à l'espionnage ou à l'emploi des pavillons dans la conduite des conflits armés sur mer.

Article 40 - Quartier

Il est interdit d'ordonner qu'il n'y ait pas de survivants, d'en menacer l'adversaire ou de conduire les hostilités en fonction de cette décision.

Article 41 - Sauvegarde de l'ennemi hors de combat

1. Aucune personne reconnue, ou devant être reconnue, eu égard aux circonstances, comme étant hors de combat, ne doit être l'objet d'une attaque.

2. Est hors de combat toute personne :

- a) qui est au pouvoir d'une Partie adverse,
- b) qui exprime clairement son intention de se rendre, ou
- c) qui a perdu connaissance ou est autrement en état d'incapacité du fait de blessures ou de maladie et en conséquence incapable de se défendre,

à condition que, dans tous les cas, elle s'abstienne de tout acte d'hostilité et ne tente pas de s'évader.

3. Lorsque des personnes ayant droit à la protection des prisonniers de guerre sont tombées au pouvoir d'une Partie adverse dans des conditions inhabituelles de combat qui empêchent de les évacuer comme il est prévu au Titre III, Section I, de la IIIe Convention, elles doivent être libérées et toutes les précautions utiles doivent être prises pour assurer leur sécurité.

Article 42 - Occupants d'aéronefs

1. Aucune personne sautant en parachute d'un aéronef en perdition ne doit faire l'objet d'une attaque pendant la descente.

2. En touchant le sol d'un territoire contrôlé par une Partie adverse, la personne qui a sauté en parachute d'un aéronef en perdition doit se voir accorder la possibilité de se rendre avant de faire l'objet d'une attaque, sauf s'il est manifeste qu'elle se livre à un acte d'hostilité.

3. Les troupes aéroportées ne sont pas protégées par le présent article.

SECTION II

STATUT DE COMBATTANT ET DE PRISONNIER DE GUERRE

Article 43 - Forces armées

1. Les forces armées d'une Partie à un conflit se composent de toutes les forces, tous les groupes et toutes les unités armés et organisés qui sont placés sous un commandement responsable de la conduite de ses subordonnés devant cette Partie, même si celle-ci est représentée par un gouvernement ou une autorité non reconnus par une Partie adverse. Ces forces armées doivent être soumises à un régime de discipline interne qui assure, notamment, le respect des règles du droit international applicable dans les conflits armés.
2. Les membres des forces armées d'une Partie à un conflit (autres que le personnel sanitaire et religieux visé à l'article 33 de la IIIe Convention) sont des combattants, c'est-à-dire ont le droit de participer directement aux hostilités.
3. La Partie à un conflit qui incorpore, dans ses forces armées, une organisation paramilitaire ou un service armé chargé de faire respecter l'ordre, doit le notifier aux autres Parties au conflit.

Article 44 - Combattants et prisonniers de guerre

1. Tout combattant, au sens de l'article 43 qui tombe au pouvoir d'une Partie adverse est prisonnier de guerre.
2. Bien que tous les combattants soient tenus de respecter les règles du droit international applicable dans les conflits armés, les violations de ces règles ne privent pas un combattant de son droit d'être considéré comme combattant ou, s'il tombe au pouvoir d'une Partie adverse, de son droit d'être considéré comme prisonnier de guerre, sauf dans les cas prévus aux paragraphes 3 et 4.
3. Pour que la protection de la population civile contre les effets des hostilités soit renforcée, les combattants sont tenus de se distinguer de la population civile lorsqu'ils prennent part à une attaque ou à une opération militaire préparatoire d'une attaque. Etant donné, toutefois, qu'il y a des situations dans les conflits armés où, en raison de la nature des hostilités, un combattant armé ne peut se distinguer de la population civile, il conserve son statut de combattant à condition que, dans de telles situations, il porte ses armes ouvertement.

- a) pendant chaque engagement militaire; et
- b) pendant le temps où il est exposé à la vue de l'adversaire alors qu'il prend part à un déploiement militaire qui précède le lancement d'une attaque à laquelle il doit participer.

Les actes qui répondent aux conditions prévues par le présent paragraphe ne sont pas considérés comme perfides au sens de l'article 37, paragraphe 1, alinéa c).

4. Tout combattant qui tombe au pouvoir d'une Partie adverse, alors qu'il ne remplit pas les conditions prévues à la deuxième phrase du paragraphe 3, perd son droit à être considéré comme prisonnier de guerre, mais bénéficie néanmoins de protections équivalentes à tous égards à celles qui sont accordées aux prisonniers de guerre par la IIIe Convention et par le présent Protocole. Cette protection comprend des protections équivalentes à celles qui sont accordées aux prisonniers de guerre par la IIIe Convention dans le cas où une telle personne est jugée et condamnée pour toutes infractions qu'elle aura commises.

5. Le combattant qui tombe au pouvoir d'une Partie adverse alors qu'il ne participe pas à une attaque ou à une opération militaire préparatoire d'une attaque ne perd pas, en raison de ses activités antérieures, le droit d'être considéré comme combattant et prisonnier de guerre.

6. Le présent article ne prive personne du droit d'être considéré comme prisonnier de guerre aux termes de l'article 4 de la IIIe Convention.

7. Le présent article n'a pas pour objet de modifier la pratique des Etats, généralement acceptée, concernant le port de l'uniforme par des combattants affectés aux unités armées régulières en uniforme d'une Partie au conflit.

8. Outre les catégories de personnes visées à l'article 13 des Ire et IIe Conventions, tous les membres des forces armées d'une Partie au conflit, tels qu'ils sont définis à l'article 43 du présent Protocole, ont droit à la protection accordée par lesdites Conventions s'ils sont blessés ou malades, ou dans le cas de la IIe Convention, s'ils sont naufragés en mer ou en d'autres eaux.

Article 45 - Protection des personnes ayant pris part aux hostilités

1. Une personne qui prend part à des hostilités et tombe au pouvoir d'une Partie adverse est présumée être prisonnier de guerre et par conséquent se trouve protégée par la IIIe Convention lorsqu'elle

revendique le statut de prisonnier de guerre, ou qu'il apparaît qu'elle a droit au statut de prisonnier de guerre, ou lorsque la Partie dont elle dépend revendique pour elle ce statut par voie de notification à la Puissance qui la détient ou à la Puissance protectrice. S'il existe un doute quelconque au sujet de son droit au statut de prisonnier de guerre, cette personne continue à bénéficier de ce statut et, par suite, de la protection de la IIIe Convention et du présent Protocole en attendant que son statut soit déterminé par un tribunal compétent.

2. Si une personne tombée au pouvoir d'une Partie adverse n'est pas détenue comme prisonnier de guerre et doit être jugée par cette Partie pour une infraction liée aux hostilités, elle est habilitée à faire valoir son droit au statut de prisonnier de guerre devant un tribunal judiciaire et à obtenir que cette question soit tranchée. Chaque fois que la procédure applicable le permet, la question doit être tranchée avant qu'il soit statué sur l'infraction. Les représentants de la Puissance protectrice ont le droit d'assister aux débats au cours desquels cette question doit être tranchée, sauf dans le cas exceptionnel où ces débats ont lieu à huis clos dans l'intérêt de la sûreté de l'Etat. Dans ce cas, la Puissance détentrice doit en aviser la Puissance protectrice.

3. Toute personne qui, ayant pris part à des hostilités, n'a pas droit au statut de prisonnier de guerre et ne bénéficie pas d'un traitement plus favorable conformément à la IVe Convention a droit, en tout temps, à la protection de l'article 75 du présent Protocole. En territoire occupé, une telle personne, sauf si elle est détenue pour espionnage, bénéficie également, nonobstant les dispositions de l'article 5 de la IVe Convention, des droits de communication prévus par ladite Convention.

Article 46 - Espions

1. Nonobstant toute autre disposition des Conventions ou du présent Protocole, un membre des forces armées d'une Partie au conflit qui tombe au pouvoir d'une Partie adverse alors qu'il se livre à des activités d'espionnage n'a pas droit au statut de prisonnier de guerre et peut être traité en espion.

2. Un membre des forces armées d'une Partie au conflit qui recueille ou cherche à recueillir, pour le compte de cette Partie, des renseignements dans un territoire contrôlé par une Partie adverse ne sera pas considéré comme se livrant à des activités d'espionnage si, ce faisant, il est revêtu de l'uniforme de ses forces armées.

3. Un membre des forces armées d'une Partie au conflit qui est résident d'un territoire occupé par une Partie adverse, et qui recueille ou cherche à recueillir, pour le compte de la Partie dont il dépend, des renseignements d'intérêt militaire dans ce territoire,

ne sera pas considéré comme se livrant à des activités d'espionnage, à moins que, ce faisant, il n'agisse sous de fallacieux prétextes ou de façon délibérément clandestine. De plus, ce résident ne perd son droit au statut de prisonnier de guerre et ne peut être traité en espion qu'au seul cas où il est capturé alors qu'il se livre à des activités d'espionnage.

4. Un membre des forces armées d'une Partie au conflit qui n'est pas résident d'un territoire occupé par une Partie adverse et qui s'est livré à des activités d'espionnage dans ce territoire, ne perd son droit au statut de prisonnier de guerre et ne peut être traité en espion qu'au seul cas où il est capturé avant d'avoir rejoint les forces armées auxquelles il appartient.

Article 47 - Mercenaires

1. Un mercenaire n'a pas droit au statut de combattant ou de prisonnier de guerre.

2. Le terme "mercenaire" s'entend de toute personne :

- a) qui est spécialement recrutée dans le pays ou à l'étranger pour combattre dans un conflit armé
- b) qui en fait prend une part directe aux hostilités;
- c) qui prend part aux hostilités essentiellement en vue d'obtenir un avantage personnel et à laquelle est effectivement promise, par une Partie au conflit ou en son nom, une rémunération matérielle nettement supérieure à celle qui est promise ou payée à des combattants ayant un rang et une fonction analogues dans les forces armées de cette Partie,
- d) qui n'est ni ressortissant d'une Partie au conflit, ni résident du territoire contrôlé par une Partie au conflit,
- e) qui n'est pas membre des forces armées d'une Partie au conflit; et
- f) qui n'a pas été envoyée par un Etat autre qu'une Partie au conflit en mission officielle en tant que membre des forces armées dudit Etat.

TITRE IV

POPULATION CIVILE

SECTION I

PROTECTION GENERALE CONTRE LES EFFETS DES HOSTILITES

Chapitre I

REGLE FONDAMENTALE ET CHAMP D'APPLICATION

Article 48 - Règle fondamentale

En vue d'assurer le respect et la protection de la population civile et des biens de caractère civil, les Parties au conflit doivent en tout temps faire la distinction entre la population civile et les combattants ainsi qu'entre les biens de caractère civil et les objectifs militaires et, par conséquent, ne diriger leurs opérations que contre des objectifs militaires.

Article 49 - Définition des attaques et champ d'application

1. L'expression 'attaques' s'entend des actes de violence contre l'adversaire, que ces actes soient offensifs ou défensifs.

2. Les dispositions du présent Protocole concernant les attaques s'appliquent à toutes les attaques, quel que soit le territoire où elles ont lieu, y compris le territoire national appartenant à une Partie au conflit mais se trouvant sous le contrôle d'une Partie adverse.

3. Les dispositions de la présente Section s'appliquent à toute opération terrestre, aérienne ou navale pouvant affecter, sur terre, la population civile, les personnes civiles et les biens de caractère civil. Elles s'appliquent en outre à toutes les attaques navales ou aériennes dirigées contre des objectifs sur terre, mais n'affectent pas autrement les règles du droit international applicable dans les conflits armés sur mer ou dans les airs.

4. Les dispositions de la présente Section complètent les règles relatives à la protection humanitaire énoncées dans la IVe Convention, en particulier au Titre II, et dans les autres accords internationaux qui lient les Hautes Parties contractantes, ainsi que les autres règles du droit international relatives à la protection des civils et des biens de caractère civil contre les effets des hostilités sur terre, sur mer et dans les airs.

Chapitre II

PERSONNES CIVILES ET POPULATION CIVILE

Article 50 - Définition des personnes civiles et de la population civile

1. Est considérée comme civile toute personne n'appartenant pas à l'une des catégories visées à l'article 4 A. 1), 2), 3) et 6) de la IIIe Convention et à l'article 43 du présent Protocole. En cas de doute, ladite personne sera considérée comme civile.
2. La population civile comprend toutes les personnes civiles.
3. La présence au sein de la population civile de personnes isolées ne répondant pas à la définition de personne civile ne prive pas cette population de sa qualité.

Article 51 - Protection de la population civile

1. La population civile et les personnes civiles jouissent d'une protection générale contre les dangers résultant d'opérations militaires. En vue de rendre cette protection effective, les règles suivantes, qui s'ajoutent aux autres règles du droit international applicable, doivent être observées en toutes circonstances.
2. Ni la population civile en tant que telle ni les personnes civiles ne doivent être l'objet d'attaques. Sont interdits les actes ou menaces de violence dont le but principal est de répandre la terreur parmi la population civile.
3. Les personnes civiles jouissent de la protection accordée par la présente Section sauf, si elles participent directement aux hostilités, pendant la durée de cette participation.

4. Les attaques sans discrimination sont interdites.
L'expression "attaques sans discrimination" s'entend :

- a) des attaques qui ne sont pas dirigées contre un objectif militaire déterminé;
- b) des attaques dans lesquelles on utilise des méthodes ou moyens de combat qui ne peuvent pas être dirigés contre un objectif militaire déterminé; ou
- c) des attaques dans lesquelles on utilise des méthodes ou moyens de combat dont les effets ne peuvent pas être limités comme le prescrit le présent Protocole;

et qui sont, en conséquence, dans chacun de ces cas, propres à frapper indistinctement des objectifs militaires et des personnes civiles ou des biens de caractère civil.

5. Seront, entre autres, considérés comme effectués sans discrimination les types d'attaques suivants :

- a) les attaques par bombardement, quels que soient les méthodes ou moyens utilisés, qui traitent comme un objectif militaire unique un certain nombre d'objectifs militaires nettement espacés et distincts situés dans une ville, un village ou toute autre zone contenant une concentration analogue de personnes civiles ou de biens de caractère civil;
- b) les attaques dont on peut attendre qu'elles causent incidemment des pertes en vies humaines dans la population civile, des blessures aux personnes civiles, des dommages aux biens de caractère civil, ou une combinaison de ces pertes et dommages, qui seraient excessifs par rapport à l'avantage militaire concret et direct attendu.

6. Sont interdites les attaques dirigées à titre de représailles contre la population civile ou des personnes civiles.

7. La présence ou les mouvements de la population civile ou de personnes civiles ne doivent pas être utilisés pour mettre certains points ou certaines zones à l'abri d'opérations militaires, notamment pour tenter de mettre des objectifs militaires à l'abri d'attaques ou de couvrir, favoriser ou gêner des opérations militaires. Les Parties au conflit ne doivent pas diriger les mouvements de la population civile ou des personnes civiles pour tenter de mettre des objectifs militaires à l'abri des attaques ou de couvrir des opérations militaires.

8. Aucune violation de ces interdictions ne dispense les Parties au conflit de leurs obligations juridiques à l'égard de la population civile et des personnes civiles, y compris l'obligation de prendre les mesures de précaution prévues par l'article 57.

Chapitre III

BIENS DE CARACTERE CIVIL

Article 52 - Protection générale des biens de caractère civil

1. Les biens de caractère civil ne doivent être l'objet ni d'attaques ni de représailles. Sont biens de caractère civil tous les biens qui ne sont pas des objectifs militaires au sens du paragraphe 2.
2. Les attaques doivent être strictement limitées aux objectifs militaires. En ce qui concerne les biens, les objectifs militaires sont limités aux biens qui, par leur nature, leur emplacement, leur destination ou leur utilisation apportent une contribution effective à l'action militaire et dont la destruction totale ou partielle, la capture ou la neutralisation offre en l'occurrence un avantage militaire précis.
3. En cas de doute, un bien qui est normalement affecté à un usage civil, tel qu'un lieu de culte, une maison, un autre type d'habitation ou une école, est présumé ne pas être utilisé en vue d'apporter une contribution effective à l'action militaire.

Article 53 - Protection des biens culturels et des lieux de culte

Sans préjudice des dispositions de la Convention de La Haye du 14 mai 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et d'autres instruments internationaux pertinents, il est interdit :

- a) de commettre tout acte d'hostilité dirigé contre les monuments historiques, les oeuvres d'art ou les lieux de culte qui constituent le patrimoine culturel ou spirituel des peuples;
- b) d'utiliser ces biens à l'appui de l'effort militaire;
- c) de faire de ces biens l'objet de représailles.

Article 54 - Protection des biens indispensables à la survie de la population civile

1. Il est interdit d'utiliser contre les civils la famine comme méthode de guerre.

2. Il est interdit d'attaquer, de détruire, d'enlever ou de mettre hors d'usage des biens indispensables à la survie de la population civile, tels que des denrées alimentaires et les zones agricoles qui les produisent, les récoltes, le bétail, les installations et réserves d'eau potable et les ouvrages d'irrigation, en vue d'en priver, à raison de leur valeur de subsistance, la population civile ou la Partie adverse, quel que soit le motif dont on s'inspire, que ce soit pour affamer des personnes civiles, provoquer leur déplacement ou pour toute autre raison.

3. Les interdictions prévues au paragraphe 2 ne s'appliquent pas si les biens énumérés sont utilisés par une Partie adverse :

- a) pour la subsistance des seuls membres de ses forces armées;
- b) à d'autres fins que cet approvisionnement, mais comme appui direct d'une action militaire, à condition toutefois de n'engager en aucun cas, contre ces biens, des actions dont on pourrait attendre qu'elles laissent à la population civile si peu de nourriture ou d'eau qu'elle serait réduite à la famine ou forcée de se déplacer.

4. Ces biens ne devront pas être l'objet de représailles.

5. Compte tenu des exigences vitales de toute Partie au conflit pour la défense de son territoire national contre l'invasion, des dérogations aux interdictions prévues au paragraphe 2 sont permises à une Partie au conflit sur un tel territoire se trouvant sous son contrôle si des nécessités militaires impérieuses l'exigent.

Article 55 - Protection de l'environnement naturel

1. La guerre sera conduite en veillant à protéger l'environnement naturel contre des dommages étendus, durables et graves. Cette protection inclut l'interdiction d'utiliser des méthodes ou moyens de guerre conçus pour causer ou dont on peut attendre qu'ils causent de tels dommages à l'environnement naturel et compromettent, de ce fait, la santé ou la survie de la population.

2. Les attaques contre l'environnement naturel à titre de représailles sont interdites.

Article 56 - Protection des ouvrages et installations contenant des forces dangereuses

1. Les ouvrages d'art ou installations contenant des forces dangereuses, à savoir les barrages, les digues et les centrales nucléaires de production d'énergie électrique, ne seront pas l'objet d'attaques, même s'ils constituent des objectifs militaires, lorsque de telles attaques peuvent provoquer la libération de ces forces et, en conséquence, causer des pertes sévères dans la population civile. Les autres objectifs militaires situés sur ces ouvrages ou installations ou à proximité ne doivent pas être l'objet d'attaques lorsque de telles attaques peuvent provoquer la libération de forces dangereuses et, en conséquence, causer des pertes sévères dans la population civile.

2. La protection spéciale contre les attaques prévues au paragraphe 1 ne peut cesser :

- a) pour les barrages ou les digues, que s'ils sont utilisés à des fins autres que leur fonction normale et pour l'appui régulier, important et direct d'opérations militaires, et si de telles attaques sont le seul moyen pratique de faire cesser cet appui;
- b) pour les centrales nucléaires de production d'énergie électrique, que si elles fournissent du courant électrique pour l'appui régulier, important et direct d'opérations militaires, et si de telles attaques sont le seul moyen pratique de faire cesser cet appui;
- c) pour les autres objectifs militaires situés sur ces ouvrages ou installations ou à proximité, que s'ils sont utilisés pour l'appui régulier, important et direct d'opérations militaires, et si de telles attaques sont le seul moyen pratique de faire cesser cet appui.

3. Dans tous les cas, la population civile et les personnes civiles continuent de bénéficier de toutes les protections qui leur sont conférées par le droit international, y compris des mesures de précaution prévues par l'article 57. Si la protection cesse et si l'un des ouvrages, l'une des installations ou l'un des objectifs militaires mentionnés au paragraphe 1 est attaqué, toutes les précautions possibles dans la pratique doivent être prises pour éviter que les forces dangereuses soient libérées.

4. Il est interdit de faire de l'un des ouvrages, de l'une des installations ou de l'un des objectifs militaires mentionnés au paragraphe 1 l'objet de représailles.

5. Les Parties au conflit s'efforceront de ne pas placer d'objectifs militaires à proximité des ouvrages ou installations mentionnés au paragraphe 1. Néanmoins, les installations établies

à seule fin de défendre les ouvrages ou installations protégés contre les attaques sont autorisées et ne doivent pas être elles-mêmes l'objet d'attaques, à condition qu'elles ne soient pas utilisées dans les hostilités, sauf pour les actions défensives nécessaires afin de répondre aux attaques contre les ouvrages ou installations protégés et que leur armement soit limité aux armes qui ne peuvent servir qu'à repousser une action ennemie contre les ouvrages ou installations protégés.

6. Les Hautes Parties contractantes et les Parties au conflit sont instamment invitées à conclure entre elles d'autres accords pour assurer une protection supplémentaire des biens contenant des forces dangereuses.

7. Pour faciliter l'identification des biens protégés par le présent article, les Parties au conflit pourront les marquer au moyen d'un signe spécial consistant en un groupe de trois cercles orange vif disposés sur un même axe comme il est spécifié à l'article 16 de l'Annexe I au présent Protocole. L'absence d'une telle signalisation ne dispense en rien les Parties au conflit des obligations découlant du présent article.

Chapitre IV

MESURES DE PRECAUTION

Article 57 - Précautions dans l'attaque

1. Les opérations militaires doivent être conduites en veillant constamment à épargner la population civile, les personnes civiles et les biens de caractère civil.

2. En ce qui concerne les attaques, les précautions suivantes doivent être prises :

a) ceux qui préparent ou décident une attaque doivent :

i) faire tout ce qui est pratiquement possible pour vérifier que les objectifs à attaquer ne sont ni des personnes civiles, ni des biens de caractère civil, et ne bénéficient pas d'une protection spéciale, mais qu'ils sont des objectifs militaires au sens du paragraphe 2 de l'article 52, et que les dispositions du présent Protocole n'en interdisent pas l'attaque;

- ii) prendre toutes les précautions pratiquement possibles quant au choix des moyens et méthodes d'attaque en vue d'éviter et, en tout cas, de réduire au minimum les pertes en vies humaines dans la population civile, les blessures aux personnes civiles et les dommages aux biens de caractère civil qui pourraient être causés incidemment;
 - iii) s'abstenir de lancer une attaque dont on peut attendre qu'elle cause incidemment des pertes en vies humaines dans la population civile, des blessures aux personnes civiles, des dommages aux biens de caractère civil, ou une combinaison de ces pertes et dommages, qui seraient excessifs par rapport à l'avantage militaire concret et direct attendu;
- b) une attaque doit être annulée ou interrompue lorsqu'il apparaît que son objectif n'est pas militaire ou qu'il bénéficie d'une protection spéciale ou que l'on peut attendre qu'elle cause incidemment des pertes en vies humaines dans la population civile, des blessures aux personnes civiles, des dommages aux biens de caractère civil, ou une combinaison de ces pertes et dommages, qui seraient excessifs par rapport à l'avantage militaire concret et direct attendu;
 - c) dans le cas d'attaques pouvant affecter la population civile, un avertissement doit être donné en temps utile et par des moyens efficaces, à moins que les circonstances ne le permettent pas.

3. Lorsque le choix est possible entre plusieurs objectifs militaires pour obtenir un avantage militaire équivalent ce choix doit porter sur l'objectif dont on peut penser que l'attaque présente le moins de danger pour les personnes civiles ou pour les biens de caractère civil.

4. Dans la conduite des opérations militaires sur mer ou dans les airs, chaque Partie au conflit doit prendre, conformément aux droits et aux devoirs qui découlent pour elle des règles du droit international applicable dans les conflits armés, toutes les précautions raisonnables pour éviter des pertes en vies humaines dans la population civile et des dommages aux biens de caractère civil.

5. Aucune disposition du présent article ne peut être interprétée comme autorisant des attaques contre la population civile, les personnes civiles ou les biens de caractère civil.

Article 58 - Précautions contre les effets des attaques

Dans toute la mesure de ce qui est pratiquement possible, les Parties au conflit :

- a) s'efforceront, sans préjudice de l'article 49 de la IVe Convention, d'éloigner du voisinage des objectifs militaires la population civile, les personnes civiles et les biens de caractère civil soumis à leur autorité;
- b) éviteront de placer des objectifs militaires à l'intérieur ou à proximité des zones fortement peuplées;
- c) prendront les autres précautions nécessaires pour protéger contre les dangers résultant des opérations militaires la population civile, les personnes civiles et les biens de caractère civil soumis à leur autorité.

Chapitre V

LOCALITES ET ZONES SOUS PROTECTION SPECIALE

Article 59 - Localités non défendues

1. Il est interdit aux Parties au conflit d'attaquer, par quelque moyen que ce soit, des localités non défendues.

2. Les autorités compétentes d'une Partie au conflit pourront déclarer localité non défendue tout lieu habité se trouvant à proximité ou à l'intérieur d'une zone où les forces armées sont en contact et qui est ouverte à l'occupation par une Partie adverse. Une telle localité doit remplir les conditions suivantes :

- a) tous les combattants ainsi que les armes et le matériel militaire mobiles devront avoir été évacués;
- b) il ne doit pas être fait un usage hostile des installations ou des établissements militaires fixes;
- c) les autorités et la population ne commettront pas d'actes d'hostilité;
- d) aucune activité à l'appui d'opérations militaires ne doit être entreprise.

3. La présence, dans cette localité, de personnes spécialement protégées par les Conventions et le présent Protocole et de forces de police retenues à seule fin de maintenir l'ordre public n'est pas contraire aux conditions posées au paragraphe 2.

4. La déclaration faite en vertu du paragraphe 2 doit être adressée à la Partie adverse et doit déterminer et indiquer, de manière aussi précise que possible, les limites de la localité non défendue. La Partie au conflit qui reçoit la déclaration doit en accuser réception et traiter la localité comme une localité non défendue à moins que les conditions posées au paragraphe 2 ne soient pas effectivement remplies, auquel cas elle doit en informer sans délai la Partie qui aura fait la déclaration. Même lorsque les conditions posées au paragraphe 2 ne sont pas remplies, la localité continuera de bénéficier de la protection prévue par les autres dispositions du présent Protocole et les autres règles du droit international applicable dans les conflits armés.

5. Les Parties au conflit pourront se mettre d'accord sur la création des localités non défendues, même si ces localités ne remplissent pas les conditions posées au paragraphe 2. L'accord devrait déterminer et indiquer, de manière aussi précise que possible, les limites de la localité non défendue; en cas de besoin, il peut fixer les modalités de contrôle.

6. La Partie au pouvoir de laquelle se trouve une localité faisant l'objet d'un tel accord doit la marquer, dans la mesure du possible, par des signes, à convenir avec l'autre Partie, qui doivent être placés en des endroits où ils seront clairement visibles, en particulier au périmètre et aux limites de la localité et sur les routes principales.

7. Une localité perd son statut de localité non défendue lorsqu'elle ne remplit plus les conditions posées au paragraphe 2 ou dans l'accord mentionné au paragraphe 5. Dans une telle éventualité, la localité continue de bénéficier de la protection prévue par les autres dispositions du présent Protocole et les autres règles du droit international applicable dans les conflits armés.

Article 60 - Zones démilitarisées

1. Il est interdit aux Parties au conflit d'étendre leurs opérations militaires aux zones auxquelles elles auront conféré par accord le statut de zone démilitarisée si cette extension est contraire aux dispositions d'un tel accord.

2. Cet accord sera exprès; il pourra être conclu verbalement ou par écrit, directement ou par l'entremise d'une Puissance protectrice ou d'une organisation humanitaire impartiale, et

consister en des déclarations réciproques et concordantes. Il pourra être conclu aussi bien en temps de paix qu'après l'ouverture des hostilités et devrait déterminer et indiquer, de manière aussi précise que possible, les limites de la zone démilitarisée; il fixera, en cas de besoin, les modalités de contrôle.

3. L'objet d'un tel accord sera normalement une zone remplissant les conditions suivantes :

- a) tous les combattants, ainsi que les armes et le matériel militaire mobiles, devront avoir été évacués;
- b) il ne sera pas fait un usage hostile des installations ou des établissements militaires fixes;
- c) les autorités et la population ne commettront pas d'actes d'hostilité;
- d) toute activité liée à l'effort militaire devra avoir cessé.

Les Parties au conflit s'entendront au sujet de l'interprétation à donner à la condition posée à l'alinéa d et au sujet des personnes, autres que celles mentionnées au paragraphe 4, à admettre dans la zone démilitarisée.

4. La présence, dans cette zone, de personnes spécialement protégées par les Conventions et par le présent Protocole et de forces de police retenues à seule fin de maintenir l'ordre public n'est pas contraire aux conditions posées au paragraphe 3.

5. La Partie au pouvoir de laquelle se trouve une telle zone doit la marquer, dans la mesure du possible, par des signes à convenir avec l'autre Partie, qui doivent être placés en des endroits où ils seront clairement visibles, en particulier au périmètre et aux limites de la zone et sur les routes principales.

6. Si les combats se rapprochent d'une zone démilitarisée, et si les Parties au conflit ont conclu un accord à cet effet, aucune d'elles ne pourra utiliser cette zone à des fins liées à la conduite des opérations militaires, ni abroger unilatéralement son statut.

7. En cas de violation substantielle par l'une des Parties au conflit des dispositions des paragraphes 3 ou 6, l'autre Partie sera libérée des obligations découlant de l'accord conférant à la zone le statut de zone démilitarisée. Dans une telle éventualité, la zone perdra son statut, mais continuera de bénéficier de la protection prévue par les autres dispositions du présent Protocole et les autres règles du droit international applicable dans les conflits armés.

Chapitre VI

PROTECTION CIVILE

Article 61 - Définition et champ d'application

Aux fins du présent Protocole :

1. L'expression "protection civile" s'entend de l'accomplissement de toutes les tâches humanitaires, ou de plusieurs d'entre elles, mentionnées ci-après, destinées à protéger la population civile contre les dangers des hostilités ou des catastrophes et à l'aider à surmonter leurs effets immédiats ainsi qu'à assurer les conditions nécessaires à sa survie. Ces tâches sont les suivantes :

- a) service de l'alerte;
- b) évacuation;
- c) mise à disposition et organisation d'abris;
- d) mise en oeuvre des mesures d'obscurcissement;
- e) sauvetage;
- f) services sanitaires y compris premiers secours et assistance religieuse;
- g) lutte contre le feu;
- h) repérage et signalisation des zones dangereuses;
- i) décontamination et autres mesures de protection analogues;
- j) hébergement et approvisionnements d'urgence;
- k) aide en cas d'urgence pour le rétablissement et le maintien de l'ordre dans les zones sinistrées;
- l) rétablissement d'urgence des services d'utilité publique indispensables;
- m) services funéraires d'urgence;
- n) aide à la sauvegarde des biens essentiels à la survie;

/...

- o) activités complémentaires nécessaires à l'accomplissement de l'une quelconque des tâches mentionnées ci-dessus, comprenant la planification et l'organisation mais ne s'y limitant pas.

2. L'expression "organismes de protection civile" s'entend des établissements et autres unités qui sont mis sur pied ou autorisés par les autorités compétentes d'une Partie au conflit pour accomplir l'une quelconque des tâches mentionnées sous 1. et qui sont exclusivement affectés et utilisés à ces tâches.

3. Le terme "personnel" des organismes de protection civile s'entend des personnes qu'une Partie au conflit affecte exclusivement à l'accomplissement des tâches énumérées sous 1., y compris le personnel assigné exclusivement à l'administration de ces organismes par l'autorité compétente de cette Partie.

4. Le terme "matériel" des organismes de protection civile s'entend de l'équipement, des approvisionnements et des moyens de transport que ces organismes utilisent pour accomplir les tâches énumérées sous 1.

Article 62 - Protection générale

1. Les organismes civils de protection civile ainsi que leur personnel doivent être respectés et protégés, conformément aux dispositions du présent Protocole et notamment aux dispositions de la présente Section. Ils ont le droit de s'acquitter de leurs tâches de protection civile, sauf en cas de nécessité militaire impérieuse.

2. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent également aux civils qui, bien que n'appartenant pas à des organismes civils de protection civile, répondent à un appel des autorités compétentes et accomplissent sous leur contrôle des tâches de protection civile.

3. Les bâtiments et le matériel utilisés à des fins de protection civile ainsi que les abris destinés à la population civile sont régis par l'article 52. Les biens utilisés à des fins de protection civile ne peuvent être ni détruits ni détournés de leur destination, sauf par la Partie à laquelle ils appartiennent.

Article 63 - Protection civile dans les territoires occupés

1. Dans les territoires occupés, les organismes civils de protection civile recevront des autorités les facilités nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches. En aucune circonstance, leur personnel ne doit être astreint à des activités qui entraveraient l'exécution convenable de ces tâches. La Puissance

occupante ne pourra apporter à la structure ou au personnel de ces organismes aucun changement qui pourrait porter préjudice à l'accomplissement efficace de leur mission. Ces organismes civils de protection civile ne seront pas obligés d'accorder priorité aux ressortissants ou aux intérêts de cette Puissance.

2. La Puissance occupante ne doit pas obliger, contraindre ou inciter les organismes civils de protection civile à accomplir leurs tâches d'une façon préjudiciable en quoi que ce soit aux intérêts de la population civile.

3. La Puissance occupante peut, pour des raisons de sécurité, désarmer le personnel de protection civile.

4. La Puissance occupante ne doit ni détourner de leur usage propre ni réquisitionner les bâtiments ou le matériel appartenant à des organismes de protection civile ou utilisés par ceux-ci lorsque ce détournement ou cette réquisition portent préjudice à la population civile.

5. La Puissance occupante peut réquisitionner ou détourner ces moyens, à condition de continuer à observer la règle générale établie au paragraphe 4 et sous réserve des conditions particulières suivantes :

- a) que les bâtiments ou le matériel soient nécessaires pour d'autres besoins de la population civile; et
- b) que la réquisition ou le détournement ne dure qu'autant que cette nécessité existe.

6. La Puissance occupante ne doit ni détourner ni réquisitionner les abris mis à la disposition de la population civile ou nécessaires aux besoins de cette population.

Article 64 - Organismes civils de protection civile d'Etats neutres ou d'autres Etats non Parties au conflit et organismes internationaux de coordination

1. Les articles 62, 63, 65 et 66 s'appliquent également au personnel et au matériel des organismes civils de protection civile d'Etats neutres ou d'autres Etats non Parties au conflit qui accomplissent des tâches de protection civile énumérées à l'article 61 sur le territoire d'une Partie au conflit, avec le consentement et sous le contrôle de cette partie. Notification de cette assistance sera donnée dès que possible à toute Partie adverse intéressée. En aucune circonstance cette activité ne sera considérée comme une ingérence dans le conflit. Toutefois, cette activité devrait être exercée en tenant dûment compte des intérêts en matière de sécurité des Parties au conflit intéressées.

2. Les Parties au conflit qui reçoivent l'assistance mentionnée au paragraphe 1 et les Hautes Parties contractantes qui l'accordent devraient faciliter, quand il y a lieu, la coordination internationale de ces actions de protection civile. Dans ce cas, les dispositions du présent Chapitre s'appliquent aux organismes internationaux compétents.

3. Dans les territoires occupés, la Puissance occupante ne peut exclure ou restreindre les activités des organismes civils de protection civile d'Etats neutres ou d'autres Etats non Parties au conflit et d'organismes internationaux de coordination que si elle peut assurer l'accomplissement adéquat des tâches de protection civile par ses propres moyens ou par ceux du territoire occupé.

Article 65 - Cessation de la protection

1. La protection à laquelle ont droit les organismes civils de protection civile, leur personnel, leurs bâtiments, leurs abris et leur matériel ne pourra cesser que s'ils commettent ou sont utilisés pour commettre, en dehors de leurs tâches propres, des actes nuisibles à l'ennemi. Toutefois, la protection cessera seulement après qu'une sommation fixant, chaque fois qu'il y aura lieu, un délai raisonnable, sera demeurée sans effet.

2. Ne seront pas considérés comme actes nuisibles à l'ennemi :

- a) le fait d'exécuter des tâches de protection civile sous la direction ou la surveillance d'autorités militaires;
- b) le fait que le personnel civil de protection civile coopère avec du personnel militaire dans l'accomplissement de tâches de protection civile, ou que des militaires soient attachés à des organismes civils de protection civile;
- c) le fait que l'accomplissement des tâches de protection civile puisse incidemment profiter à des victimes militaires, en particulier à celles qui sont hors de combat.

3. Ne sera pas considéré non plus comme acte nuisible à l'ennemi le port d'armes légères individuelles par le personnel civil de protection civile, en vue du maintien de l'ordre ou pour sa propre protection. Toutefois, dans les zones où des combats terrestres se déroulent ou semblent devoir se dérouler, les Parties au conflit prendront les dispositions appropriées pour limiter ces armes aux armes de poing, telles que les pistolets ou revolvers, afin de faciliter la distinction entre le personnel de protection civile et les combattants. Même si le personnel de protection civile porte

d'autres armes légères individuelles dans ces zones, il doit être respecté et protégé dès qu'il aura été reconnu comme tel.

4. Le fait pour les organismes civils de protection civile d'être organisés sur le modèle militaire ainsi que le caractère obligatoire du service exigé de leur personnel ne les privera pas non plus de la protection conférée par le présent Chapitre.

Article 66 - Identification

1. Chaque Partie au conflit doit s'efforcer de faire en sorte que ses organismes de protection civile, leur personnel, leurs bâtiments et leur matériel puissent être identifiés lorsqu'ils sont exclusivement consacrés à l'accomplissement de tâches de protection civile. Les abris mis à la disposition de la population civile devraient être identifiables d'une manière analogue.

2. Chaque Partie au conflit doit s'efforcer également d'adopter et de mettre en oeuvre des méthodes et des procédures qui permettront d'identifier les abris civils, ainsi que le personnel, les bâtiments et le matériel de protection civile qui portent ou arborent le signe distinctif international de la protection civile.

3. Dans les territoires occupés et dans les zones où des combats se déroulent ou semblent devoir se dérouler, le personnel civil de protection civile se fera en règle générale reconnaître au moyen du signe distinctif international de la protection civile et d'une carte d'identité attestant son statut.

4. Le signe distinctif international de la protection civile consiste en un triangle équilatéral bleu sur fond orange quand il est utilisé pour la protection des organismes de protection civile, de leurs bâtiments, de leur personnel et de leur matériel ou pour la protection des abris civils.

5. En plus du signe distinctif, les Parties au conflit pourront se mettre d'accord sur l'utilisation de signaux distinctifs à des fins d'identification des services de protection civile.

6. L'application des dispositions des paragraphes 1 à 4 est régie par le Chapitre V de l'Annexe I au présent Protocole.

7. En temps de paix, le signe décrit au paragraphe 4 peut, avec le consentement des autorités nationales compétentes, être utilisé à des fins d'identification des services de protection civile.

8. Les Hautes Parties contractantes et les Parties au conflit prendront les mesures nécessaires pour contrôler l'usage du signe distinctif international de protection civile et pour en prévenir et réprimer l'usage abusif.

/...

9. L'identification du personnel sanitaire et religieux, des unités sanitaires et des moyens de transport sanitaire de la protection civile est également régie par l'article 18.

Article 67 - Membres des forces armées et unités militaires affectés aux organismes de protection civile

1. Les membres des forces armées et les unités militaires affectés aux organismes de protection civile seront respectés et protégés, à condition :

- a) que ce personnel et ces unités soient affectés en permanence à l'accomplissement de toute tâche visée à l'article 61 et s'y consacrent exclusivement;
- b) que, s'il a reçu cette affectation, ce personnel n'accomplisse pas d'autres tâches militaires pendant le conflit;
- c) que ce personnel se distingue nettement des autres membres des forces armées en portant bien en vue le signe distinctif international de la protection civile, qui doit être aussi grand qu'il conviendra, et que ce personnel soit muni de la carte d'identité visée au Chapitre V de l'Annexe I au présent Protocole, attestant son statut;
- d) que ce personnel et ces unités soient dotés seulement d'armes légères individuelles en vue du maintien de l'ordre ou pour leur propre défense. Les dispositions de l'article 65, paragraphe 3, s'appliqueront également dans ce cas;
- e) que ce personnel ne participe pas directement aux hostilités et qu'il ne commette pas, ou ne soit pas utilisé pour commettre, en dehors de ses tâches de protection civile, des actes nuisibles à la Partie adverse;
- f) que ce personnel et ces unités remplissent leurs tâches de protection civile uniquement dans le territoire national de leur Partie.

La non-observation des conditions énoncées à l'alinéa e) par tout membre des forces armées qui est lié par les conditions prescrites aux alinéas a) et b) est interdite.

2. Les membres du personnel militaire servant dans les organismes de protection civile seront, s'ils tombent au pouvoir d'une Partie adverse, des prisonniers de guerre. En territoire occupé ils peuvent,

mais dans le seul intérêt de la population civile de ce territoire, être employés à des tâches de protection civile dans la mesure où il en est besoin, à condition toutefois, si ce travail est dangereux, qu'ils soient volontaires.

3. Les bâtiments et les éléments importants du matériel et des moyens de transport des unités militaires affectées aux organismes de protection civile doivent être marqués nettement du signe distinctif international de la protection civile. Ce signe doit être aussi grand qu'il conviendra.

4. Les bâtiments et le matériel des unités militaires affectées en permanence aux organismes de protection civile et affectés exclusivement à l'accomplissement des tâches de protection civile, s'ils tombent au pouvoir d'une Partie adverse, resteront régis par le droit de la guerre. Cependant, ils ne peuvent pas être détournés de leur destination tant qu'ils sont nécessaires à l'accomplissement de tâches de protection civile, sauf en cas de nécessité militaire impérieuse, à moins que des dispositions préalables n'aient été prises pour pourvoir de façon adéquate aux besoins de la population civile.

SECTION II

SECOURS EN FAVEUR DE LA POPULATION CIVILE

Article 68 - Champ d'application

Les dispositions de la présente Section s'appliquent à la population civile au sens du présent Protocole et complètent les articles 23, 55, 59, 60, 61 et 62 et les autres dispositions pertinentes de la IVe Convention.

Article 69 - Besoins essentiels dans les territoires occupés

1. En plus des obligations énumérées à l'article 55 de la IVe Convention relatives à l'approvisionnement en vivres et en médicaments, la Puissance occupante assurera aussi dans toute la mesure de ses moyens et sans aucune distinction de caractère défavorable la fourniture de vêtements, de matériel de couchage, de logements d'urgence, des autres approvisionnements essentiels à la survie de la population civile du territoire occupé et des objets nécessaires au culte.

2. Les actions de secours en faveur de la population civile du territoire occupé sont régies par les articles 59, 60, 61, 62, 108, 109, 110 et 111 de la IVe Convention, ainsi que par l'article 71 du présent Protocole, et seront menées sans délai.

Article 70 -- Actions de secours

1. Lorsque la population civile d'un territoire sous le contrôle d'une Partie au conflit, autre qu'un territoire occupé, est insuffisamment approvisionnée en matériel et denrées mentionnées à l'article 69, des actions de secours de caractère humanitaire et impartial et conduites sans aucune distinction de caractère défavorable seront entreprises sous réserve de l'agrément des Parties concernées par ces actions de secours. Les offres de secours remplissant les conditions ci-dessus ne seront considérées ni comme une ingérence dans le conflit armé, ni comme des actes hostiles. Lors de la distribution de ces envois de secours, priorité sera donnée aux personnes qui, tels les enfants, les femmes enceintes ou en couches et les mères qui allaitent, doivent faire l'objet, selon la IVe Convention ou le présent Protocole, d'un traitement de faveur ou d'une protection particulière.
2. Les Parties au conflit et chaque Haute Partie contractante autoriseront et faciliteront le passage rapide et sans encombre de tous les envois, des équipements et du personnel de secours fournis conformément aux prescriptions de cette Section, même si cette aide est destinée à la population civile de la Partie adverse.
3. Les Parties au conflit et chaque Haute Partie contractante autorisant le passage de secours, d'équipement et de personnel, conformément au paragraphe 2 :
 - a) disposeront du droit de prescrire les réglementations techniques, y compris les vérifications, auxquelles un tel passage est subordonné;
 - b) pourront subordonner leur autorisation à la condition que la distribution de l'assistance soit effectuée sous le contrôle sur place d'une Puissance protectrice;
 - c) ne détourneront en aucune manière les envois de secours de leur destination ni n'en retarderont l'acheminement, sauf dans des cas de nécessité urgente, dans l'intérêt de la population civile concernée.
4. Les Parties au conflit assureront la protection des envois de secours et en faciliteront la distribution rapide.
5. Les Parties au conflit et chaque Haute Partie contractante intéressée encourageront et faciliteront une coordination internationale efficace des actions de secours mentionnées au paragraphe 1.

Article 71 - Personnel participant aux actions de secours

1. En cas de nécessité l'aide fournie dans une action de secours pourra comprendre du personnel de secours, notamment pour le transport et la distribution des envois de secours; la participation de ce personnel sera soumise à l'agrément de la Partie sur le territoire de laquelle il exercera son activité.
2. Ce personnel sera respecté et protégé.
3. Chaque Partie qui reçoit des envois de secours assistera, dans toute la mesure du possible, le personnel mentionné au paragraphe 1 dans l'accomplissement de sa mission de secours. Les activités de ce personnel de secours ne peuvent être limitées et ses déplacements temporairement restreints qu'en cas de nécessité militaire impérieuse.
4. En aucune circonstance le personnel de secours ne devra outrepasser les limites de sa mission aux termes du présent Protocole. Il doit en particulier tenir compte des exigences de sécurité de la Partie sur le territoire de laquelle il exerce ses fonctions. Il peut être mis fin à la mission de tout membre du personnel de secours qui ne respecterait pas ces conditions.

SECTION III

TRAITEMENT DES PERSONNES AU POUVOIR
D'UNE PARTIE AU CONFLIT

Chapitre I

CHAMP D'APPLICATION ET PROTECTION
DES PERSONNES ET DES BIENS

Article 72 - Champ d'application

Les dispositions de la présente Section complètent les normes relatives à la protection humanitaire des personnes civiles et des biens de caractère civil au pouvoir d'une Partie au conflit énoncées dans la IVe Convention, en particulier aux Titres I et III, ainsi que les autres normes applicables du droit international qui régissent la protection des droits fondamentaux de l'homme pendant un conflit armé de caractère international.

Article 73 - Réfugiés et apatrides

Les personnes qui, avant le début des hostilités, sont considérées comme apatrides ou réfugiés au sens des instruments internationaux pertinents acceptés par les Parties intéressées ou de la législation nationale de l'Etat d'accueil ou de résidence, seront, en toutes circonstances et sans aucune distinction de caractère défavorable, des personnes protégées au sens des Titres I et III de la IVe Convention.

Article 74 - Regroupement des familles dispersées

Les Hautes Parties contractantes et les Parties au conflit faciliteront dans toute la mesure du possible le regroupement des familles dispersées en raison de conflits armés et encourageront notamment l'action des organisations humanitaires qui se consacrent à cette tâche conformément aux dispositions des Conventions et du présent Protocole et conformément à leurs règles de sécurité respectives.

Article 75 - Garanties fondamentales

1. Dans la mesure où elles sont affectées par une situation visée à l'article premier du présent Protocole, les personnes qui sont au pouvoir d'une Partie au conflit et qui ne bénéficient pas d'un traitement plus favorable en vertu des Conventions et du présent Protocole seront traitées avec humanité en toutes circonstances et bénéficieront au moins des protections prévues par le présent article sans aucune distinction de caractère défavorable fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion ou la croyance, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou une autre situation, ou tous autres critères analogues. Chacune des Parties respectera la personne, l'honneur, les convictions et les pratiques religieuses de toutes ces personnes.

2. Sont et demeureront prohibés en tout temps et en tout lieu les actes suivants, qu'ils soient commis par des agents civils ou militaires :

- a) les atteintes portées à la vie, à la santé et au bien-être physique ou mental des personnes, notamment :
 - i) le meurtre;
 - ii) la torture sous toutes ses formes, qu'elle soit physique ou mentale;

- iii) les peines corporelles; et
- iv) les mutilations;
- b) les atteintes à la dignité de la personne, notamment les traitements humiliants et dégradants, la prostitution forcée et toute forme d'attentat à la pudeur;
- c) la prise d'otages;
- d) les peines collectives; et
- e) la menace de commettre l'un quelconque des actes précités.

3. Toute personne arrêtée, détenue ou internée pour des actes en relation avec le conflit armé sera informée sans retard, dans une langue qu'elle comprend, des raisons pour lesquelles ces mesures ont été prises. Sauf en cas d'arrestation ou de détention du chef d'une infraction pénale, cette personne sera libérée dans les plus brefs délais possibles et, en tout cas, dès que les circonstances justifiant l'arrestation, la détention ou l'internement auront cessé d'exister.

4. Aucune condamnation ne sera prononcée ni aucune peine exécutée à l'encontre d'une personne reconnue coupable d'une infraction pénale commise en relation avec le conflit armé si ce n'est en vertu d'un jugement préalable rendu par un tribunal impartial et régulièrement constitué, qui se conforme aux principes généralement reconnus d'une procédure judiciaire régulière comprenant les garanties suivantes :

- a) la procédure disposera que tout prévenu doit être informé sans délai des détails de l'infraction qui lui est imputée et assurera au prévenu avant et pendant son procès tous les droits et moyens nécessaires à sa défense;
- b) nul ne peut être puni pour une infraction si ce n'est sur la base d'une responsabilité pénale individuelle;
- c) nul ne sera accusé ou condamné pour des actions ou omissions qui ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international qui lui était applicable au moment où elles ont été commises. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise. Si, postérieurement à cette infraction, la loi prévoit l'application d'une peine plus légère, le délinquant doit en bénéficier;

- d) toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie;
- e) toute personne accusée d'une infraction a le droit d'être jugée en sa présence;
- f) nul ne peut être forcé de témoigner contre lui-même ou de s'avouer coupable;
- g) toute personne accusée d'une infraction a le droit d'interroger ou de faire interroger les témoins à charge et d'obtenir la comparution et l'interrogatoire des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge;
- h) aucune personne ne peut être poursuivie ou punie par la même Partie pour une infraction ayant déjà fait l'objet d'un jugement définitif d'acquiescement ou de condamnation rendu conformément au même droit et à la même procédure judiciaire;
- i) toute personne accusée d'une infraction a droit à ce que le jugement soit rendu publiquement;
- j) toute personne condamnée sera informée, au moment de sa condamnation, de ses droits de recours judiciaires et autres ainsi que des délais dans lesquels ils doivent être exercés.

5. Les femmes privées de liberté pour des motifs en relation avec le conflit armé seront gardées dans des locaux séparés de ceux des hommes. Elles seront placées sous la surveillance immédiate de femmes. Toutefois, si des familles sont arrêtées, détenues ou internées, l'unité de ces familles sera préservée autant que possible pour leur logement.

6. Les personnes arrêtées, détenues ou internées pour des motifs en relation avec le conflit armé bénéficieront des protections accordées par le présent article jusqu'à leur libération définitive, leur rapatriement ou leur établissement, même après la fin du conflit armé.

7. Pour que ne subsiste aucun doute en ce qui concerne la poursuite et le jugement des personnes accusées de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité, les principes suivants seront appliqués :

- a) les personnes qui sont accusées de tels crimes devraient être déférées aux fins de poursuite et de jugement conformément aux règles du droit international applicable ;
et

- b) toute personne qui ne bénéficie pas d'un traitement plus favorable en vertu des Conventions ou du présent Protocole se verra accorder le traitement prévu par le présent article, que les crimes dont elle est accusée constituent ou non des infractions graves aux Conventions ou au présent Protocole.

8. Aucune disposition du présent article ne peut être interprétée comme limitant ou portant atteinte à toute autre disposition plus favorable accordant, en vertu des règles du droit international applicable, une plus grande protection aux personnes couvertes par le paragraphe 1.

Chapitre II

MESURES EN FAVEUR DES FEMMES ET DES ENFANTS

Article 76 - Protection des femmes

1. Les femmes doivent faire l'objet d'un respect particulier et seront protégées, notamment contre le viol, la contrainte à la prostitution et toute autre forme d'attentat à la pudeur.
2. Les cas des femmes enceintes et des mères d'enfants en bas âge dépendant d'elles qui sont arrêtées, détenues ou internées pour des raisons liées au conflit armé seront examinés en priorité absolue.
3. Dans toute la mesure du possible, les Parties au conflit s'efforceront d'éviter que la peine de mort soit prononcée contre les femmes enceintes ou les mères d'enfants en bas âge dépendant d'elles pour une infraction commise en relation avec le conflit armé. Une condamnation à mort contre ces femmes pour une telle infraction ne sera pas exécutée.

Article 77 - Protection des enfants

1. Les enfants doivent faire l'objet d'un respect particulier et doivent être protégés contre toute forme d'attentat à la pudeur. Les Parties au conflit leur apporteront les soins et l'aide dont ils ont besoin du fait de leur âge ou pour toute autre raison.
2. Les Parties au conflit prendront toutes les mesures possibles dans la pratique pour que les enfants de moins de 15 ans ne participent pas directement aux hostilités, notamment en s'abstenant

de les recruter dans leurs forces armées. Lorsqu'elles incorporent des personnes de plus de 15 ans mais de moins de 18 ans, les Parties au conflit s'efforceront de donner la priorité aux plus âgées.

3. Si, dans des cas exceptionnels et malgré les dispositions du paragraphe 2, des enfants qui n'ont pas 15 ans révolus participent directement aux hostilités et tombent au pouvoir d'une Partie adverse, ils continueront à bénéficier de la protection spéciale accordée par le présent article, qu'ils soient ou non prisonniers de guerre.

4. S'ils sont arrêtés, détenus ou internés pour des raisons liées au conflit armé, les enfants seront gardés dans des locaux séparés de ceux des adultes, sauf dans le cas de familles logées en tant qu'unités familiales comme le prévoit le paragraphe 5 de l'article 75.

5. Une condamnation à mort pour une infraction liée au conflit armé ne sera pas exécutée contre les personnes qui n'avaient pas 18 ans au moment de l'infraction.

Article 78 - Evacuation des enfants

1. Aucune Partie au conflit ne doit procéder à l'évacuation, vers un pays étranger, d'enfants autres que ses propres ressortissants, à moins qu'il ne s'agisse d'une évacuation temporaire rendue nécessaire par des raisons impérieuses tenant à la santé ou à un traitement médical des enfants ou, sauf dans un territoire occupé, à leur sécurité. Lorsqu'on peut atteindre les parents ou les tuteurs, leur consentement écrit à cette évacuation est nécessaire. Si on ne peut pas les atteindre, l'évacuation ne peut se faire qu'avec le consentement écrit des personnes à qui la loi ou la coutume attribue principalement la garde des enfants. La Puissance protectrice contrôlera toute évacuation de cette nature, d'entente avec les Parties intéressées, c'est-à-dire la Partie qui procède à l'évacuation, la Partie qui reçoit les enfants et toute Partie dont les ressortissants sont évacués. Dans tous les cas, toutes les Parties au conflit prendront toutes les précautions possibles dans la pratique pour éviter de compromettre l'évacuation.

2. Lorsqu'il est procédé à une évacuation dans les conditions du paragraphe 1, l'éducation de chaque enfant évacué, y compris son éducation religieuse et morale telle que la désirent ses parents, devra être assurée d'une façon aussi continue que possible.

3. Afin de faciliter le retour dans leur famille et dans leur pays des enfants évacués conformément aux dispositions du présent article, les autorités de la Partie qui a procédé à l'évacuation et, lorsqu'il conviendra, les autorités du pays d'accueil, établiront, pour chaque enfant, une fiche accompagnée de photographies qu'elles feront parvenir à l'Agence centrale de recherches du Comité international de la Croix-Rouge. Cette fiche portera, chaque fois que cela sera possible et ne risquera pas de porter préjudice à l'enfant, les renseignements suivants :

- a) le(s) nom(s) de l'enfant;
- b) le(s) prénom(s) de l'enfant;
- c) le sexe de l'enfant;
- d) le lieu et la date de naissance (ou, si cette date n'est pas connue, l'âge approximatif);
- e) les nom et prénom du père;
- f) les nom et prénom de la mère et éventuellement son nom de jeune fille;
- g) les proches parents de l'enfant;
- h) la nationalité de l'enfant;
- i) la langue maternelle de l'enfant et toute autre langue qu'il parle;
- j) l'adresse de la famille de l'enfant;
- k) tout numéro d'identification donné à l'enfant;
- l) l'état de santé de l'enfant;
- m) le groupe sanguin de l'enfant;
- n) d'éventuels signes particuliers;
- o) la date et le lieu où l'enfant a été trouvé;
- p) la date à laquelle et le lieu où l'enfant a quitté son pays;
- q) éventuellement la religion de l'enfant;
- r) l'adresse actuelle de l'enfant dans le pays d'accueil;
- s) si l'enfant meurt avant son retour, la date, le lieu et les circonstances de sa mort et le lieu de sa sépulture.

Chapitre III

JOURNALISTES

Article 79 - Mesures de protection des journalistes

1. Les journalistes qui accomplissent des missions professionnelles périlleuses dans des zones de conflit armé seront considérés comme des personnes civiles au sens de l'article 50, paragraphe 1.
2. Ils seront protégés en tant que tels conformément aux Conventions et au présent Protocole, à la condition de n'entreprendre aucune action qui porte atteinte à leur statut de personnes civiles et sans préjudice du droit des correspondants de guerre accrédités auprès des forces armées de bénéficier du statut prévu par l'article 4 A.4) de la IIIe Convention.
3. Ils pourront obtenir une carte d'identité conforme au modèle joint à l'Annexe II au présent Protocole. Cette carte, qui sera délivrée par le gouvernement de l'Etat dont ils sont les ressortissants, ou sur le territoire duquel ils résident ou dans lequel se trouve l'agence ou l'organe de presse qui les emploie, attestera de la qualité de journaliste de son détenteur.

TITRE V

EXECUTION DES CONVENTIONS ET DU PRESENT PROTOCOLE

SECTION I

DISPOSITIONS GENERALES

Article 80 - Mesures d'exécution

1. Les Hautes Parties contractantes et les Parties au conflit prendront sans délai toutes les mesures nécessaires pour exécuter les obligations qui leur incombent en vertu des Conventions et du présent Protocole.
2. Les Hautes Parties contractantes et les Parties au conflit donneront des ordres et des instructions propres à assurer le respect des Conventions et du présent Protocole et en surveilleront l'exécution.

Article 81 - Activités de la Croix-Rouge et d'autres organisations humanitaires

1. Les Parties au conflit accorderont au Comité international de la Croix-Rouge toutes les facilités en leur pouvoir pour lui permettre d'assumer les tâches humanitaires qui lui sont attribuées par les Conventions et le présent Protocole afin d'assurer protection et assistance aux victimes des conflits; le Comité international de la Croix-Rouge pourra également exercer toutes autres activités humanitaires en faveur de ces victimes, avec le consentement des Parties au conflit.
2. Les Parties au conflit accorderont à leurs organisations respectives de la Croix-Rouge (Croissant-Rouge, Lion-et-Soleil-Rouge) les facilités nécessaires à l'exercice de leurs activités humanitaires en faveur des victimes du conflit, conformément aux dispositions des Conventions et du présent Protocole et aux principes fondamentaux de la Croix-Rouge formulés par les Conférences internationales de la Croix-Rouge.
3. Les Hautes Parties contractantes et les Parties au conflit faciliteront, dans toute la mesure du possible, l'aide que des organisations de la Croix-Rouge (Croissant-Rouge, Lion-et-Soleil-Rouge)

et la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge apporteront aux victimes des conflits conformément aux dispositions des Conventions et du présent Protocole et aux principes fondamentaux de la Croix-Rouge formulés par les Conférences internationales de la Croix-Rouge.

4. Les Hautes Parties contractantes et les Parties au conflit accorderont, autant que possible, des facilités semblables à celles qui sont mentionnées dans les paragraphes 2 et 3 aux autres organisations humanitaires visées par les Conventions et le présent Protocole, qui sont dûment autorisées par les Parties au conflit intéressées et qui exercent leurs activités humanitaires conformément aux dispositions des Conventions et du présent Protocole.

Article 82 - Conseillers juridiques dans les forces armées

Les Hautes Parties contractantes en tout temps, et les Parties au conflit en période de conflit armé, veilleront à ce que des conseillers juridiques soient disponibles, lorsqu'il y aura lieu, pour conseiller les commandants militaires, à l'échelon approprié, quant à l'application des Conventions et du présent Protocole et quant à l'enseignement approprié à dispenser aux forces armées à ce sujet.

Article 83 - Diffusion

1. **Les Hautes Parties** contractantes s'engagent à diffuser le plus largement possible, en temps de paix comme en période de conflit armé, les Conventions et le présent Protocole dans leurs pays respectifs et notamment à en incorporer l'étude dans les programmes d'instruction militaire et à en encourager l'étude par la population civile, de telle manière que ces instruments soient connus des forces armées et de la population civile.

2. Les autorités militaires ou civiles qui, en période de conflit armé, assumeraient des responsabilités dans l'application des Conventions et du présent Protocole devront avoir une pleine connaissance du texte de ces instruments.

Article 84 - Lois d'application

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront aussi rapidement que possible par l'entremise du dépositaire et, le cas échéant, par l'entremise des Puissances protectrices, leurs traductions officielles du présent Protocole, ainsi que les lois et règlements qu'elles pourront être amenées à adopter pour en assurer l'application.

/...

SECTION II

REPRESSION DES INFRACTIONS AUX CONVENTIONS OU AU PRESENT PROTOCOLE

Article 85 - Répression des infractions au présent Protocole

1. Les dispositions des Conventions relatives à la répression des infractions et des infractions graves, complétées par la présente Section, s'appliquent à la répression des infractions et des infractions graves au présent Protocole.
2. Les actes qualifiés d'infractions graves dans les Conventions constituent des infractions graves au présent Protocole s'ils sont commis contre des personnes au pouvoir d'une Partie adverse protégées par les articles 44, 45 et 73 du présent Protocole, ou contre des blessés, des malades ou des naufragés de la Partie adverse protégés par le présent Protocole, ou contre le personnel sanitaire ou religieux, des unités sanitaires ou des moyens de transport sanitaire qui sont sous le contrôle de la Partie adverse et protégés par le présent Protocole.
3. Outre les infractions graves définies à l'article 11, les actes suivants, lorsqu'ils sont commis intentionnellement, en violation des dispositions pertinentes du présent Protocole, et qu'ils entraînent la mort ou causent des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé, sont considérés comme des infractions graves au présent Protocole :
 - a) soumettre la population civile ou des personnes civiles à une attaque;
 - b) lancer une attaque sans discrimination atteignant la population civile ou des biens de caractère civil, en sachant que cette attaque causera des pertes en vies humaines, des blessures aux personnes civiles ou des dommages aux biens de caractère civil, qui sont excessifs au sens de l'article 57, paragraphe 2, a) iii);
 - c) lancer une attaque contre des ouvrages ou installations contenant des forces dangereuses, en sachant que cette attaque causera des pertes en vies humaines, des blessures aux personnes civiles ou des dommages aux biens de caractère civil, qui sont excessifs au sens de l'article 57, paragraphe 2, a) iii);

- d) soumettre à une attaque des localités non défendues et des zones démilitarisées;
- e) soumettre une personne à une attaque en la sachant hors de combat;
- f) utiliser perfidement, en violation de l'article 37, le signe distinctif de la croix rouge, du croissant rouge ou du lion-et-soleil rouge ou d'autres signes protecteurs reconnus par les Conventions ou par le présent Protocole.

4. Outre les infractions graves définies aux paragraphes précédents et dans les Conventions, les actes suivants sont considérés comme des infractions graves au Protocole lorsqu'ils sont commis intentionnellement et en violation des Conventions ou du présent Protocole :

- a) le transfert par la Puissance occupante d'une partie de sa population civile dans le territoire qu'elle occupe, ou la déportation ou le transfert à l'intérieur ou hors du territoire occupé de la totalité ou d'une partie de la population de ce territoire, en violation de l'article 49 de la IV^e Convention;
- b) tout retard injustifié dans le rapatriement des prisonniers de guerre ou des civils;
- c) les pratiques de l'apartheid et les autres pratiques inhumaines et dégradantes, fondées sur la discrimination raciale, qui donnent lieu à des outrages à la dignité personnelle
- d) le fait de diriger des attaques contre les monuments historiques, les oeuvres d'art ou les lieux de culte clairement reconnus qui constituent le patrimoine culturel ou spirituel des peuples et auxquels une protection spéciale a été accordée en vertu d'un arrangement particulier, par exemple dans le cadre d'une organisation internationale compétente, provoquant ainsi leur destruction sur une grande échelle, alors qu'il n'existe aucune preuve de violation par la Partie adverse de l'article 53, alinéa b, et que les monuments historiques, oeuvres d'art et lieux de culte en question ne sont pas situés à proximité immédiate d'objectifs militaires;
- e) le fait de priver une personne protégée par les Conventions ou visée au paragraphe 2 du présent article de son droit d'être jugée régulièrement et impartialement.

5. Sous réserve de l'application des Conventions et du présent Protocole, les infractions graves à ces instruments sont considérées comme des crimes de guerre.

Article 86 - Omissions

1. Les Hautes Parties contractantes et les Parties au conflit doivent réprimer les infractions graves et prendre les mesures nécessaires pour faire cesser toutes les autres infractions aux Conventions ou au présent Protocole qui résultent d'une omission contraire à un devoir d'agir.

2. Le fait qu'une infraction aux Conventions ou au présent Protocole a été commise par un subordonné n'exonère pas ses supérieurs de leur responsabilité pénale ou disciplinaire, selon le cas, s'ils savaient ou possédaient des informations leur permettant de conclure, dans les circonstances du moment, que ce subordonné commettait ou allait commettre une telle infraction, et s'ils n'ont pas pris toutes les mesures pratiquement possibles en leur pouvoir pour empêcher ou réprimer cette infraction.

Article 87 - Devoirs des commandants

1. Les Hautes Parties contractantes et les Parties au conflit doivent charger les commandants militaires, en ce qui concerne les membres des forces armées placés sous leur commandement et les autres personnes sous leur autorité, d'empêcher que soient commises des infractions aux Conventions et au présent Protocole et, au besoin, de les réprimer et de les dénoncer aux autorités compétentes.

2. En vue d'empêcher que des infractions soient commises et de les réprimer, les Hautes Parties contractantes et les Parties au conflit doivent exiger que les commandants, selon leur niveau de responsabilité, s'assurent que les membres des forces armées placés sous leur commandement connaissent leurs obligations aux termes des Conventions et du présent Protocole.

3. Les Hautes Parties contractantes et les Parties au conflit doivent exiger de tout commandant qui a appris que des subordonnés ou d'autres personnes sous son autorité vont commettre ou ont commis une infraction aux Conventions ou au présent Protocole qu'il mette en oeuvre les mesures qui sont nécessaires pour empêcher de telles violations des Conventions ou du présent Protocole et, lorsqu'il conviendra, prenne l'initiative d'une action disciplinaire ou pénale à l'encontre des auteurs des violations.

Article 88 - Entraide judiciaire en matière pénale

1. Les Hautes Parties contractantes s'accorderont l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute procédure relative aux infractions graves aux Conventions ou au présent Protocole.

2. Sous réserve des droits et des obligations établis par les Conventions et par l'article 85, paragraphe 1, du présent Protocole, et lorsque les circonstances le permettent, les Hautes Parties contractantes coopéreront en matière d'extradition. Elles prendront dûment en considération la demande de l'Etat sur le territoire duquel l'infraction alléguée s'est produite.

3. Dans tous les cas, la loi applicable est celle de la Haute Partie contractante requise. Toutefois, les dispositions des paragraphes précédents n'affectent pas les obligations découlant des dispositions de tout autre traité de caractère bilatéral ou multilatéral qui régit ou régira en tout ou en partie le domaine de l'entraide judiciaire en matière pénale.

Article 89 - Coopération

Dans les cas de violations graves des Conventions ou du présent Protocole, les Hautes Parties contractantes s'engagent à agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies et conformément à la Charte des Nations Unies.

Article 90 - Commission internationale d'établissement des faits

1. a) Il sera constitué une Commission internationale d'établissement des faits, dénommée ci-après "la Commission", composée de quinze membres de haute moralité et d'une impartialité reconnue.
- b) Quand vingt Hautes Parties contractantes au moins seront convenues d'accepter la compétence de la Commission conformément au paragraphe 2, et ultérieurement à des intervalles de cinq ans, le dépositaire convoquera une réunion des représentants de ces Hautes Parties contractantes, en vue d'élire les membres de la Commission. A cette réunion, les membres de la Commission seront élus au scrutin secret sur une liste de personnes pour l'établissement de laquelle chacune de ces Hautes Parties contractantes pourra proposer un nom.
- c) Les membres de la Commission serviront à titre personnel et exerceront leur mandat jusqu'à l'élection des nouveaux membres à la réunion suivante.
- d) Lors de l'élection, les Hautes Parties contractantes s'assureront que chacune des personnes à élire à la Commission possède les qualifications requises et veilleront à ce qu'une représentation géographique équitable soit assurée dans l'ensemble de la Commission.

- e) Dans le cas où un siège deviendrait vacant, la Commission y pourvoira en tenant dûment compte des dispositions des alinéas précédents.
 - f) Le dépositaire mettra à la disposition de la Commission les services administratifs nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions.
- 2.
- a) Les Hautes Parties contractantes peuvent au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion au Protocole, ou ultérieurement à tout autre moment, déclarer reconnaître de plein droit et sans accord spécial, à l'égard de toute autre Haute Partie contractante qui accepte la même obligation, la compétence de la Commission pour enquêter sur les allégations d'une telle autre Partie, comme l'y autorise le présent article.
 - b) Les déclarations visées ci-dessus seront remises au dépositaire qui en communiquera des copies aux Hautes Parties contractantes.
 - c) La Commission sera compétente pour :
 - i) enquêter sur tout fait prétendu être une infraction grave au sens des Conventions et du présent Protocole ou une autre violation grave des Conventions ou du présent Protocole;
 - ii) faciliter, en prêtant ses bons offices, le retour à l'observation des dispositions des Conventions et du présent Protocole.
 - d) Dans d'autres situations, la Commission n'ouvrira une enquête à la demande d'une Partie au conflit qu'avec le consentement de l'autre ou des autres Parties intéressées.
 - e) Sous réserve des dispositions ci-dessus du présent paragraphe, les dispositions des articles 52 de la Ire Convention, 53 de la IIe Convention, 132 de la IIIe Convention et 149 de la IVe Convention demeurent applicables à toute violation alléguée des Conventions et s'appliquent aussi à toute violation alléguée du présent Protocole.
- 3.
- a) A moins que les Parties intéressées n'en disposent autrement d'un commun accord, toutes les enquêtes seront effectuées par une Chambre composée de sept membres nommés comme suit :

- i) cinq membres de la Commission, qui ne doivent être ressortissants d'aucune Partie au conflit, seront nommés par le Président de la Commission, sur la base d'une représentation équitable des régions géographiques, après consultation des Parties au conflit
 - ii) deux membres ad hoc, qui ne doivent être ressortissants d'aucune Partie au conflit, seront nommés respectivement par chacune de celles-ci.
- b) Dès la réception d'une demande d'enquête, le Président de la Commission fixera un délai convenable pour la constitution d'une Chambre. Si l'un au moins des deux membres ad hoc n'a pas été nommé dans le délai fixé, le Président procédera immédiatement à la nomination ou aux nominations nécessaires pour compléter la composition de la Chambre.
4. a) La Chambre constituée conformément aux dispositions du paragraphe 3 en vue de procéder à une enquête invitera les Parties au conflit à l'assister et à produire des preuves. Elle pourra aussi rechercher les autres preuves qu'elle jugera pertinentes et procéder à une enquête sur place.
- b) Tous les éléments de preuve seront communiqués aux Parties concernées qui auront le droit de présenter leurs observations à la Commission.
- c) Chaque Partie concernée aura le droit de discuter les preuves.
5. a) La Commission présentera aux Parties concernées un rapport sur les résultats de l'enquête de la Chambre avec les recommandations qu'elle jugerait appropriées.
- b) Si la Chambre n'est pas en mesure de rassembler des preuves qui suffisent à étayer des conclusions objectives et impartiales, la Commission fera connaître les raisons de cette impartialité.
- c) La Commission ne communiquera pas publiquement ses conclusions, à moins que toutes les Parties au conflit le lui aient demandé.
6. La Commission établira son règlement intérieur, y compris les règles concernant la présidence de la Commission et de la Chambre. Ce règlement prévoira que les fonctions du Président de la Commission seront exercées en tout temps et que, en cas d'enquête, elles seront exercées par une personne qui ne soit pas ressortissante d'une des Parties au conflit.

7. Les dépenses administratives de la Commission seront couvertes par des contributions des Hautes Parties contractantes qui auront fait la déclaration prévue au paragraphe 2 et par des contributions volontaires. La ou les Parties au conflit qui demandent une enquête avanceront les fonds nécessaires pour couvrir les dépenses occasionnées par une Chambre et seront remboursées par la ou les Parties contre lesquelles les allégations sont portées à concurrence de cinquante pour cent des frais de la Chambre. Si des allégations contraires sont présentées à la Chambre, chaque Partie avancera cinquante pour cent des fonds nécessaires.

Article 91 - Responsabilité

La Partie au conflit qui violerait les dispositions des Conventions ou du présent Protocole sera tenue à indemnité, s'il y a lieu. Elle sera responsable de tous actes commis par les personnes faisant partie de ses forces armées.

TITRE VI

DISPOSITIONS FINALES

Article 92 - Signature

Le présent Protocole sera ouvert à la signature des Parties aux Conventions six mois après la signature de l'Acte final et restera ouvert durant une période de douze mois.

Article 93 - Ratification

Le présent Protocole sera ratifié dès que possible. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Conseil fédéral suisse, dépositaire des Conventions.

Article 94 - Adhésion

Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de toute Partie aux Conventions non signataire du présent Protocole. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du dépositaire.

Article 95 - Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole entrera en vigueur six mois après le dépôt de deux instruments de ratification ou d'adhésion.
2. Pour chacune des Parties aux Conventions qui le ratifiera ou y adhérera ultérieurement, le présent Protocole entrera en vigueur six mois après le dépôt par cette Partie de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 96 - Rapports conventionnels dès l'entrée en vigueur du présent Protocole

1. Lorsque les Parties aux Conventions sont également Parties au présent Protocole, les Conventions s'appliquent telles qu'elles sont complétées par le présent Protocole.
2. Si l'une des Parties au conflit n'est pas liée par le présent Protocole, les Parties au présent Protocole resteront néanmoins liées par celui-ci dans leurs rapports réciproques. Elles seront liées en outre par le présent Protocole envers ladite Partie, si celle-ci en accepte et en applique les dispositions.

3. L'autorité représentant un peuple engagé contre une Haute Partie contractante dans un conflit armé du caractère mentionné à l'article premier, paragraphe 4, peut s'engager à appliquer les Conventions et le présent Protocole relativement à ce conflit en adressant une déclaration unilatérale au dépositaire. Après réception par le dépositaire, cette déclaration aura, en relation avec ce conflit, les effets suivants :

- a) les Conventions et le présent Protocole prennent immédiatement effet pour ladite autorité en sa qualité de Partie au conflit;
- b) ladite autorité exerce les mêmes droits et s'acquitte des mêmes obligations qu'une Haute Partie contractante aux Conventions et au présent Protocole; et
- c) les Conventions et le présent Protocole lient d'une manière égale toutes les Parties au conflit.

Article 97 - Amendement

1. Toute Haute Partie contractante pourra proposer des amendements au présent Protocole. Le texte de tout projet d'amendement sera communiqué au dépositaire qui, après consultation de l'ensemble des Hautes Parties contractantes et du Comité international de la Croix-Rouge, décidera s'il convient de convoquer une conférence pour examiner le ou les amendements proposés.

2. Le dépositaire invitera à cette Conférence les Hautes Parties contractantes ainsi que les Parties aux Conventions, signataires ou non du présent Protocole.

Article 98 - Révision de l'Annexe I

1. Quatre ans au plus tard après l'entrée en vigueur du présent Protocole et, ultérieurement, à des intervalles d'au moins quatre ans, le Comité international de la Croix-Rouge consultera les Hautes Parties contractantes au sujet de l'Annexe I au présent Protocole et, s'il le juge nécessaire, pourra proposer une réunion d'experts techniques en vue de revoir l'Annexe I et de proposer les amendements qui paraîtraient souhaitables. A moins que, dans les six mois suivant la communication aux Hautes Parties contractantes d'une proposition relative à une telle réunion, le tiers de ces Parties s'y oppose, le Comité international de la Croix-Rouge convoquera cette réunion, à laquelle il invitera également les observateurs des organisations internationales concernées. Une telle réunion sera également convoquée par le Comité international de la Croix-Rouge, en tout temps, à la demande du tiers des Hautes Parties contractantes.

2. Le dépositaire convoquera une conférence des Hautes Parties contractantes et des Parties aux Conventions pour examiner les amendements proposés par la réunion d'experts techniques si, à la suite de ladite réunion, le Comité international de la Croix-Rouge ou le tiers des Hautes Parties contractantes le demande.

3. Les amendements à l'Annexe I pourront être adoptés par ladite conférence à la majorité des deux tiers des Hautes Parties contractantes présentes et votantes.

4. Le dépositaire communiquera aux Hautes Parties contractantes et aux Parties aux Conventions tout amendement ainsi adopté. L'amendement sera considéré comme accepté à l'expiration d'une période d'un an à compter de la communication sauf si, au cours de cette période, une déclaration de non-acceptation de l'amendement est communiquée au dépositaire par le tiers au moins des Hautes Parties contractantes.

5. Un amendement considéré comme ayant été accepté conformément au paragraphe 4 entrera en vigueur trois mois après la date d'acceptation pour toutes les Hautes Parties contractantes, à l'exception de celles qui auront fait une déclaration de non-acceptation conformément à ce même paragraphe. Toute Partie qui fait une telle déclaration peut à tout moment la retirer, auquel cas l'amendement entrera en vigueur pour cette Partie trois mois après le retrait.

6. Le dépositaire fera connaître aux Hautes Parties contractantes et aux Parties aux Conventions l'entrée en vigueur de tout amendement, les Parties liées par cet amendement, la date de son entrée en vigueur pour chacune des Parties, les déclarations de non-acceptation faites conformément au paragraphe 4 et les retraits de telles déclarations.

Article 99 - Dénonciation

1. Au cas où une Haute Partie contractante dénoncerait le présent Protocole, la dénonciation ne produira ses effets qu'une année après réception de l'instrument de dénonciation. Si toutefois, à l'expiration de cette année, la Partie dénonçante se trouve dans une situation visée par l'article premier, l'effet de la dénonciation demeurera suspendu jusqu'à la fin du conflit armé ou de l'occupation et, en tout cas, aussi longtemps que les opérations de libération définitive, de rapatriement ou d'établissement des personnes protégées par les Conventions ou par le présent Protocole ne seront pas terminées.

2. La dénonciation sera notifiée par écrit au dépositaire qui informera toutes les Hautes Parties contractantes de cette notification.

/...

3. La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de la Partie dénonçante.

4. Aucune dénonciation notifiée aux termes du paragraphe 1 n'aura d'effet sur les obligations déjà contractées du fait du conflit armé au titre du présent Protocole par la Partie dénonçante pour tout acte commis avant que ladite dénonciation devienne effective.

Article 100 - Notifications

Le dépositaire informera les Hautes Parties contractantes ainsi que les Parties aux Conventions, qu'elles soient signataires ou non du présent Protocole :

- a) des signatures apposées au présent Protocole et des instruments de ratification et d'adhésion déposés conformément aux articles 93 et 94;
- b) de la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur conformément à l'article 95;
- c) des communications et déclarations reçues conformément aux articles 84, 90 et 97;
- d) des déclarations reçues conformément à l'article 96, paragraphe 3, qui seront communiquées par les voies les plus rapides;
- e) des dénonciations notifiées conformément à l'article 99.

Article 101 - Enregistrement

1. Après son entrée en vigueur, le présent Protocole sera transmis par le dépositaire au Secrétariat des Nations Unies aux fins d'enregistrement et de publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

2. Le dépositaire informera également le Secrétariat des Nations Unies de toutes les ratifications, adhésions et dénonciations qu'il pourra recevoir au sujet du présent Protocole.

Article 102 - Textes authentiques

L'original du présent Protocole, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe sont également authentiques, sera déposé auprès du dépositaire qui fera parvenir des copies certifiées conformes à toutes les Parties aux Conventions.

ANNEXE I AU PROTOCOLE I

REGLEMENT RELATIF A L'IDENTIFICATION

Chapitre I

CARTES D'IDENTITE

Article premier - Carte d'identité du personnel sanitaire et religieux, civil et permanent

1. La carte d'identité du personnel sanitaire et religieux, civil et permanent, prévue à l'article 18, paragraphe 3, du Protocole, devrait :

- a) porter le signe distinctif et être de dimensions telles qu'elle puisse être mise dans la poche;
- b) être faite d'une manière aussi durable que possible;
- c) être rédigée dans la langue nationale ou officielle (elle peut l'être, en outre, dans d'autres langues);
- d) indiquer le nom et la date de naissance du titulaire (ou, à défaut de cette date, son âge au moment de la délivrance de la carte) ainsi que son numéro d'immatriculation s'il en a un;
- e) indiquer en quelle qualité le titulaire a droit à la protection des Conventions et du Protocole;
- f) porter la photographie du titulaire, ainsi que sa signature ou l'empreinte de son pouce, ou les deux;
- g) porter le timbre et la signature de l'autorité compétente;
- h) indiquer la date d'émission et d'expiration de la carte.

2. La carte d'identité doit être uniforme sur tout le territoire de chaque Haute Partie contractante et, autant que possible, être du même type pour toutes les Parties au conflit.

/...

Les Parties au conflit peuvent s'inspirer du modèle en une seule langue de la figure 1. Au début des hostilités, les Parties au conflit doivent se communiquer un spécimen de la carte d'identité qu'elles utilisent si cette carte diffère du modèle de la figure 1. La carte d'identité est établie, si possible, en deux exemplaires, dont l'un est conservé par l'autorité émettrice, qui devrait tenir un contrôle des cartes qu'elle a délivrées.

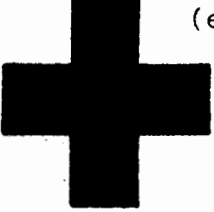

3. En aucun cas, le personnel sanitaire et religieux, civil et permanent, ne peut être privé de cartes d'identité. En cas de perte d'une carte, le titulaire a le droit d'obtenir un duplicata.

Article 2 - Carte d'identité du personnel sanitaire et religieux, civil et temporaire

1. La carte d'identité du personnel sanitaire et religieux, civil et temporaire, devrait, si possible, être analogue à celle qui est prévue à l'article premier du présent Règlement. Les Parties au conflit peuvent s'inspirer du modèle de la figure 1.

2. Lorsque les circonstances empêchent de délivrer au personnel sanitaire et religieux, civil et temporaire, des cartes d'identité analogues à celle qui est décrite à l'article premier du présent Règlement, ce personnel peut recevoir un certificat, signé par l'autorité compétente, attestant que la personne à laquelle il est délivré a reçu une affectation en tant que personnel temporaire, et indiquant, si possible, la durée de cette affectation et le droit du titulaire au port du signe distinctif. Ce certificat doit indiquer le nom et la date de naissance du titulaire (ou, à défaut de cette date, son âge au moment de la délivrance du certificat), la fonction du titulaire ainsi que son numéro d'immatriculation s'il en a un. Il doit porter sa signature ou l'empreinte de son pouce, ou les deux.

RECTO

	(espace prévu pour le nom du pays et de l'autorité délivrant cette carte)	
CARTE D'IDENTITE		
pour le personnel sanitaire civil PERMANENT religieux civil TEMPORAIRE		

Nom		
.....		
Date de naissance (ou âge)		
No. d'immatriculation (éventuel)		
Le titulaire de la présente carte est protégé par les Conventions de Genève du 12 août 1949 et par le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I) en sa qualité de		
.....		
Date d'émission Carte No.		
Signature de l'autorité délivrant la carte		
Date d'expiration		

Fig. 1 : Modèle de carte d'identité
(format : 74 mm x 105 mm)

/...

VERSO

Taille	Yeux	Cheveux
Autres signes distinctif ou informations :		
PHOTOGRAPHIE DU TITULAIRE		
Timbre	Signature ou empreinte du pouce du titulaire, ou les deux	

Chapitre II

LE SIGNE DISTINCTIF

Article 3 - Forme et nature

1. Le signe distinctif (rouge sur fond blanc) doit être aussi grand que le justifient les circonstances. Les Hautes Parties contractantes peuvent s'inspirer pour la forme de la croix, du croissant ou du lion-et-soleil, des modèles de la figure 2.
2. De nuit ou par visibilité réduite, le signe distinctif pourra être éclairé ou illuminé; il pourra également être fait de matériaux le rendant reconnaissable par des moyens techniques de détection.

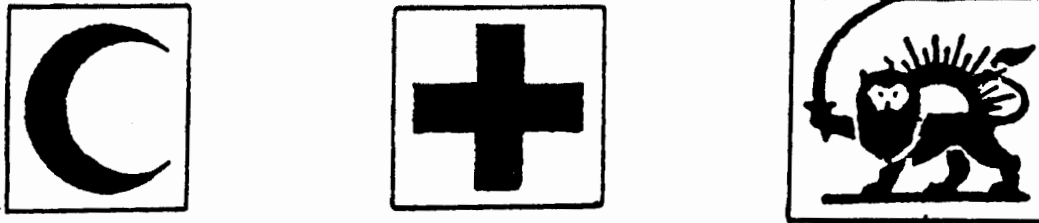


Fig. 2 : Signes distinctifs en rouge sur fond blanc

Article 4 - Utilisation

1. Le signe distinctif est, dans la mesure du possible, apposé sur des drapeaux ou sur une surface plane visible de toutes les directions possibles et d'aussi loin que possible.
2. Sous réserve des instructions de l'autorité compétente, le personnel sanitaire et religieux s'acquittant de ses tâches sur le champ de bataille doit être équipé, dans la mesure du possible, de coiffures et de vêtements munis du signe distinctif.

Chapitre III

SIGNAUX DISTINCTIFS

Article 5 - Utilisation facultative

1. Sous réserve des dispositions de l'article 6 du présent Règlement, les signaux définis dans le présent chapitre pour l'usage exclusif des unités et moyens de transport sanitaires ne doivent pas être utilisés à d'autres fins. L'emploi de tous les signaux visés au présent chapitre est facultatif.
2. Les aéronefs sanitaires temporaires qui, faute de temps ou en raison de leurs caractéristiques, ne peuvent pas être marqués du signe distinctif, peuvent utiliser les signaux distinctifs autorisés dans le présent chapitre. Toutefois la méthode de signalisation la plus efficace d'un aéronef sanitaire en vue de son identification et de sa reconnaissance est l'emploi d'un signal visuel, soit le signe distinctif, soit le signal lumineux défini à l'article 6, soit les deux, complété par les autres signaux mentionnés aux articles 7 et 8 du présent Règlement.

Article 6 - Signal lumineux

1. Le signal lumineux, consistant en un feu bleu scintillant, est prévu à l'usage des aéronefs sanitaires pour signaler leur identité. Aucun autre aéronef ne peut utiliser ce signal. La couleur bleue recommandée s'obtient au moyen des coordonnées trichromatiques ci-après :

limite des verts	$y = 0,065 + 0,805x$
limite des blancs	$y = 0,400 - x$
limite des pourpres	$x = 0,133 + 0,600y$

La fréquence recommandée des éclats lumineux bleus est de 60 à 100 éclats par minute.

2. Les aéronefs sanitaires devraient être équipés des feux nécessaires pour rendre le signal lumineux visible dans toutes les directions possibles.

3. En l'absence d'accord spécial entre les Parties au conflit, réservant l'usage des feux bleus scintillants à l'identification des véhicules et des navires et embarcations sanitaires, l'emploi de ces signaux pour d'autres véhicules ou navires n'est pas interdit.

Article 7 - Signal radio

1. Le signal radio consiste en un message radiotéléphonique ou radiotélégraphique, précédé d'un signal distinctif de priorité, qui doit être défini et approuvé par une Conférence administrative mondiale des radiocommunications de l'Union internationale des télécommunications. Ce signal est émis trois fois avant l'indicatif d'appel du transport sanitaire en cause. Le message est émis en anglais à intervalles appropriés, sur une ou plusieurs fréquences spécifiées comme il est prévu au paragraphe 3. Le signal de priorité est exclusivement réservé aux unités et moyens de transport sanitaires.

2. Le message radio, précédé du signal distinctif de priorité visé au paragraphe 1, contient les éléments suivants :

- a) indicatif d'appel du moyen de transport sanitaire;
- b) position du moyen de transport sanitaire;
- c) nombre et type des moyens de transport sanitaire;
- d) itinéraire choisi;
- e) durée en route et heure de départ et d'arrivée prévues, selon le cas;
- f) autres informations telles que l'altitude de vol, les fréquences radioélectriques veillées, les langages conventionnels, les modes et codes des systèmes de radar secondaires de surveillance.

3. Pour faciliter les communications visées aux paragraphes 1 et 2, ainsi que les communications visées aux articles 22, 23, 25, 26, 27, 28, 29, 30 et 31 du Protocole, les Hautes Parties contractantes, les Parties à un conflit ou l'une des Parties à un conflit, agissant d'un commun accord ou isolément, peuvent définir, conformément au Tableau de répartition des bandes de fréquences figurant dans le Règlement des radiocommunications annexé à la Convention internationale des télécommunications et publier les fréquences nationales qu'elles choisissent pour ces communications. Ces fréquences doivent être notifiées à l'Union internationale des télécommunications, conformément à la procédure approuvée par une Conférence administrative mondiale des radiocommunications.

Article 8 - Identification par moyens électroniques

1. Le système de radar secondaire de surveillance (SSR), tel qu'il est spécifié à l'Annexe 10 de la Convention de Chicago du 7 décembre 1944 relative à l'aviation civile internationale mise à jour périodiquement, peut être utilisé pour identifier et suivre le cheminement d'un aéronef sanitaire. Le mode et le code SSR à réserver à l'usage exclusif des aéronefs sanitaires doivent être définis par les Hautes Parties contractantes, les Parties au conflit ou une des Parties au conflit, agissant d'un commun accord ou isolément, conformément à des procédures à recommander par l'Organisation de l'aviation civile internationale.

2. Les Parties au conflit peuvent, par un accord spécial, adopter pour leur usage entre elles un système électronique analogue pour l'identification des véhicules sanitaires et des navires et embarcations sanitaires.

Chapitre IV

COMMUNICATIONS

Article 9 - Radiocommunications

Le signal de priorité prévu par l'article 7 du présent Règlement pourra précéder les radiocommunications appropriées des unités sanitaires et des moyens de transport sanitaire pour l'application des procédures mises en oeuvre conformément aux articles 22, 23, 25, 26, 27, 28, 29, 30 et 31 du Protocole.

Article 10 - Utilisation des codes internationaux

Les unités et moyens de transport sanitaires peuvent aussi utiliser les codes et signaux établis par l'Union internationale des télécommunications, l'Organisation de l'aviation civile internationale et l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime. Ces codes et signaux sont alors utilisés conformément aux normes, pratiques et procédures établies par ces Organisations.

Article 11 - Autres moyens de communication

Lorsqu'une radiocommunication bilatérale n'est pas possible, les signaux prévus par le Code international de signaux adopté par l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, ou dans l'Annexe pertinente de la Convention de Chicago du 7 décembre 1944 relative à l'aviation civile internationale, mise à jour périodiquement, peuvent être employés.

Article 12 - Plans de vol

Les accords et notifications relatifs aux plans de vol visés à l'article 29 du Protocole doivent, autant que possible, être formulés conformément aux procédures établies par l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Article 13 - Signaux et procédures pour l'interception des aéronefs sanitaires

Si un aéronef intercepteur est employé pour identifier un aéronef sanitaire en vol, ou le sommer d'atterrir, en application des articles 30 et 31 du Protocole, les procédures normalisées d'interception visuelle et radio, prescrites à l'Annexe 2 de la Convention de Chicago du 7 décembre 1944 relative à l'aviation civile internationale, mise à jour périodiquement, devraient être utilisées par l'aéronef intercepteur et l'aéronef sanitaire.

Chapitre V

PROTECTION CIVILE

Article 14 - Carte d'identité

1. La carte d'identité du personnel de la protection civile visé à l'article 66, paragraphe 3, du Protocole, est régie par les dispositions pertinentes de l'article premier du présent Règlement.
2. La carte d'identité du personnel de la protection civile pourra se conformer au modèle représenté à la figure 3.
3. Si le personnel de la protection civile est autorisé à porter des armes légères individuelles, les cartes d'identité devraient le mentionner.

RECTO


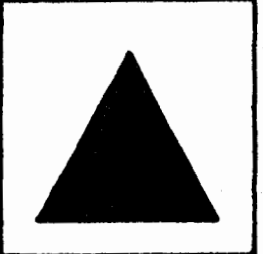
	<p>(espace prévu pour le nom du pays et de l'autorité délivrant cette carte)</p>	
<p>CARTE D'IDENTITE</p> <p>du personnel de la protection civile</p> <hr style="width: 20%; margin: 10px auto;"/>		
<p>Nom</p> <p>.....</p>		
<p>Date de naissance (ou âge)</p>		
<p>No. d'immatriculation (éventuel)</p>		
<p>Le titulaire de la présente carte est protégé par les Conventions de Genève du 12 août 1949 et par le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I) en sa qualité de</p> <p>.....</p>		
<p>Date d'émission Carte No.</p>		
<p>Signature de l'autorité délivrante la carte</p>		
<p>Date d'expiration</p>		

Fig. 3 : Modèle de carte d'identité du personnel de la
protection civile (format : 74 mm x 105 mm)

/...

VERSO

Taille	Yeux	Cheveux
Autres signes distinctifs ou informations : Détention d'armes		
PHOTOGRAPHIE DU TITULAIRE		
Timbre	Signature ou empreinte du pouce du titulaire, ou les deux	

Article 15 - Signe distinctif international

1. Le signe distinctif international de la protection civile, prévu à l'article 66, paragraphe 4, du Protocole est un triangle équilatéral bleu sur fond orange. Il est représenté à la figure 4 ci-après :

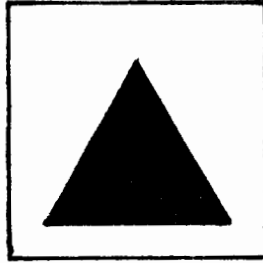


Fig. 4 : Triangle bleu sur fond orange

2. Il est recommandé :

- a) si le triangle bleu se trouve sur un drapeau, un brassard ou un dossard, que le drapeau, le brassard ou le dossard en constituent le fond orange,
- b) que l'un des sommets du triangle soit tourné vers le haut, à la verticale,
- c) qu'aucun des sommets du triangle ne touche le bord du fond orange.

3. Le signe distinctif international doit être aussi grand que le justifient les circonstances. Le signe doit, dans la mesure du possible, être apposé sur des drapeaux ou sur une surface plane visibles de toutes les directions possibles et d'aussi loin que possible. Sous réserve des instructions de l'autorité compétente, le personnel de la protection civile doit être équipé, dans la mesure du possible, de coiffures et de vêtements munis du signe distinctif international. De nuit, ou par visibilité réduite, le signe peut être éclairé ou illuminé; il pourra également être fait de matériaux le rendant reconnaissable par des moyens techniques de détection.

Chapitre VI

OUVRAGES ET INSTALLATIONS CONTENANT DES FORCES DANGEREUSES

Article 16 - Signe spécial international

1. Le signe spécial international pour les ouvrages et installations contenant des forces dangereuses, prévu au paragraphe 7 de l'article 56 du Protocole, consiste en un groupe de trois cercles orange vif de même dimension disposés sur un même axe, la distance entre les cercles étant égale au rayon, conformément à la figure 5 ci-après.
2. Le signe doit être aussi grand que le justifient les circonstances. Le signe pourra, lorsqu'il est apposé sur une grande surface, être répété aussi souvent que le justifient les circonstances. Dans la mesure du possible, il doit être apposé sur des drapeaux ou sur des surfaces planes de façon à être rendu visible de toutes les directions possibles et d'aussi loin que possible.
3. Sur un drapeau, la distance entre les limites extérieures du signe et les côtés adjacents du drapeau sera égale au rayon des cercles. Le drapeau sera rectangulaire et le fond blanc.
4. De nuit ou par visibilité réduite, le signe pourra être éclairé ou illuminé; il pourra également être fait de matériaux le rendant reconnaissable par des moyens techniques de détection.



Fig. 5 : Signe spécial international pour les ouvrages et installations contenant des forces dangereuses

ANNEXE II AU PROTOCOLE I

CARTE D'IDENTITE DE JOURNALISTE EN MISSION PERILLEUSE

/...

CARTE D'IDENTITE DE JOURNALISTE EN MISSION PERILLEUSE

EXTERIEUR DE LA CARTE

<p>NOTICE</p> <p>This identity card is issued to journalists on dangerous professional missions in areas of armed conflicts. The holder is entitled to be treated as a civilian under the Geneva Conventions of 12 August 1949, and their Additional Protocol I. The card must be carried at all times by the bearer. If he is detained, he shall at once hand it to the Detaining Authorities, to assist in his identification.</p> <p>ملحوظة</p> <p>تصرف هذه البطاقة للصحفيين الكثرين بعمليات مهنية خطيرة في مناطق النزاعات المسلحة. يحق لصاحبها أن يعامل معاملة الشخص المدني وفقًا لاتفاقيات جنيف والبروتوكول الإضافي الأول. يجب أن يحفظ صاحب البطاقة بها دوماً وإذا اعتقل يجب أن يسلّمها فوراً إلى سلطة الاعتقال لتساعد على تحديد هويته.</p> <p>NOTA</p> <p>La presente tarjeta de identidad se expide a los periodistas en misión profesional peligrosa en zonas de conflictos armados. Su titular tiene derecho a ser tratado como persona civil conforme a los Convenios de Ginebra del 12 de agosto de 1949 y su Protocolo adicional I. El titular debe llevar la tarjeta consigo, en todo momento. En caso de ser detenido, la entregará inmediatamente a las autoridades que lo detengan a fin de facilitar su identificación.</p> <p>AVIS</p> <p>La présente carte d'identité est délivrée aux journalistes en mission professionnelle périlleuse dans des zones de conflit armé. Le porteur a le droit d'être traité comme une personne civile aux termes des Conventions de Genève du 12 août 1949 et de leur Protocole additionnel I. La carte doit être portée en tout temps par son titulaire. Si celui-ci est arrêté, il la remettra immédiatement aux autorités qui le retiennent afin qu'elles puissent l'identifier.</p> <p>ПРИМЕЧАНИЕ</p> <p>Настоящее удостоверение выдается журналистам, находящимся в опасных профессиональных командировках в районах вооруженного конфликта. Его обладатель имеет право на обращение с ним как с гражданским лицом в соответствии с Женевскими Конвенциями от 12 августа 1949 г. и Дополнительным Протоколом I к ним. Владелец настоящего удостоверения должен постоянно иметь его при себе. В случае задержания он немедленно вручает его задерживающим властям для содействия установлению его личности.</p>	<p>(Name of country issuing this card) (اسم القطر المصدّر لهذه البطاقة) (Nombre del país que expide esta tarjeta) (Nom du pays qui a délivré cette carte)</p> <p>IDENTITY CARD FOR JOURNALISTS ON DANGEROUS PROFESSIONAL MISSIONS</p> <p>بطاقة الهوية الخاصة بالصحفيين الكثرين بعمليات مهنية خطيرة</p> <p>TARJETA DE IDENTIDAD DE PERIODISTA EN MISION PELIGROSA</p> <p>CARTE D'IDENTITE DE JOURNALISTE EN MISSION PERILLEUSE</p> <p>УДОСТОВЕРЕНИЕ ЖУРНАЛИСТА, НАХОДЯЩЕГОСЯ В ОПАСНОЙ КОМАНДИРОВКЕ</p>
---	--

INTERIEUR DE LA CARTE

<p>Issued by (competent authority) (المصدر (السلطة المختصة)) Expide por (autoridad competente) Délivré par (autorité compétente) Выдан (компетентным органом)</p> <p>Photograph of bearer (البطاقة) Fotografía del titular Photographie du porteur Фотография владельца</p> <p>(Official seal imprint) (الختم الرسمي) (Sello oficial) (Timbre de l'autorité délivrant la carte) (Official stamp)</p> <p>Signature of bearer (توقيع صاحب البطاقة) (Firma del titular) (Signature du porteur) (Подпись владельца)</p> <p>Name (الاسم) Apellidos Nom Фамилия First names الأسماء Nombre Prénoms Place & date of birth مكان وتاريخ الميلاد Lugar y fecha de nacimiento Lieu & date de naissance Адрес и место рождения Correspondent of مقابل Correspondant de Correspondant de Корреспондент Specific occupation المهنة المحددة Categoría profesional Catégorie professionnelle Profession Valid for بشأن المهنة Válido por Durée de validité Акт действителен</p>	<p>Height (الطول) Estatura Taille Рост Weight (الوزن) Poids Peso Вес Blood type (نمط الدم) Grupo sanguíneo Groupe sanguin Тип крови Religion (optional) (الديانة) Religion (optional) Religion (facultatif) Религия (по желанию) Fingerprints (optional) (الختم) Huellas dactilares (optativo) Empreintes digitales (facultatif) Отпечатки пальцев (по желанию)</p> <p>(Left forefinger) (الابهة اليسرى) (Beco índice izquierdo) (Index gauche) (Left thumb) (الابهة اليسرى) (Right forefinger) (الابهة اليمنى) (Beco índice derecho) (Index droit) (Right thumb) (الابهة اليمنى)</p> <p>Special marks of identification (العلامات الخاصة بالهوية) Señas particulares Signes particuliers Особые знаки</p>
---	--

ANNEXE II

Texte du Protocole additionnel aux Conventions de Genève
du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des
conflits armés non internationaux (Protocole II), adopté
par la Conférence le 8 juin 1977

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
PREAMBULE	1

TITRE I

PORTEE DU PRESENT PROTOCOLE

Article premier - Champ d'application matériel	2
Article 2 - Champ d'application personnel	2
Article 3 - Non-intervention	3

TITRE II

TRAITEMENT HUMAIN

Article 4 - Garanties fondamentales	4
Article 5 - Personnes privées de liberté	5
Article 6 - Poursuites pénales	7

TITRE III

BLESSES, MALADES ET NAUFRAGES

Article 7 - Protection et soins	8
Article 8 - Recherches	8
Article 9 - Protection du personnel sanitaire et religieux	8
Article 10 - Protection générale de la mission médicale	9
Article 11 - Protection des unités et moyens de transport sanitaires	9
Article 12 - Signe distinctif	9

/...

TITRE IV
POPULATION CIVILE

	<u>Pages</u>
Article 13 - Protection de la population civile	10
Article 14 - Protection des biens indispensables à la survie de la population civile	10
Article 15 - Protection des ouvrages et installations contenant des forces dangereuses	10
Article 16 - Protection des biens culturels et des lieux de culte	11
Article 17 - Interdiction des déplacements forcés	11
Article 18 - Sociétés de secours et actions de secours . .	11

TITRE V
DISPOSITIONS FINALES

Article 19 - Diffusion	12
Article 20 - Signature	12
Article 21 - Ratification	12
Article 22 - Adhésion	12
Article 23 - Entrée en vigueur	13
Article 24 - Amendement	13
Article 25 - Dénonciation	13
Article 26 - Notifications	14
Article 27 - Enregistrement	14
Article 28 - Textes authentiques	14

/...

PREAMBULE

Les Hautes Parties contractantes,

Rappelant que les principes humanitaires consacrés par l'article 3 commun aux Conventions de Genève du 12 août 1949 constituent le fondement du respect de la personne humaine en cas de conflit armé ne présentant pas un caractère international,

Rappelant également que les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme offrent à la personne humaine une protection fondamentale,

Soulignant la nécessité d'assurer une meilleure protection aux victimes de ces conflits armés,

Rappelant que, pour les cas non prévus par le droit en vigueur, la personne humaine reste sous la sauvegarde des principes de l'humanité et des exigences de la conscience publique,

Sont convenues de ce qui suit :

/...

TITRE I

PORTEE DU PRESENT PROTOCOLE

Article premier - Champ d'application matériel

1. Le présent Protocole, qui développe et complète l'article 3 commun aux Conventions de Genève du 12 août 1949 sans modifier ses conditions d'application actuelles, s'applique à tous les conflits armés qui ne sont pas couverts par l'article premier du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I), et qui se déroulent sur le territoire d'une Haute Partie contractante entre ses forces armées et des forces armées dissidentes ou des groupes armés organisés qui, sous la conduite d'un commandement responsable, exercent sur une partie de son territoire un contrôle tel qu'il leur permette de mener des opérations militaires continues et concertées et d'appliquer le présent Protocole.

2. Le présent Protocole ne s'applique pas aux situations de tensions internes, de troubles intérieurs, comme les émeutes, les actes isolés et sporadiques de violence et autres actes analogues, qui ne sont pas considérés comme des conflits armés.

Article 2 - Champ d'application personnel

1. Le présent Protocole s'applique sans aucune distinction de caractère défavorable fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion ou la croyance, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou une autre situation, ou tous autres critères analogues (ci-après appelés "distinction de caractère défavorable") à toutes les personnes affectées par un conflit armé au sens de l'article premier.

2. A la fin du conflit armé, toutes les personnes qui auront été l'objet d'une privation ou d'une restriction de liberté pour des motifs en relation avec ce conflit, ainsi que celles qui seraient l'objet de telles mesures après le conflit pour les mêmes motifs, bénéficieront des dispositions des articles 5 et 6 jusqu'au terme de cette privation ou de cette restriction de liberté.

/...

Article 3 - Non-intervention

1. Aucune disposition du présent Protocole ne sera invoquée en vue de porter atteinte à la souveraineté d'un Etat ou à la responsabilité du gouvernement de maintenir ou de rétablir l'ordre public dans l'Etat ou de défendre l'unité nationale et l'intégrité territoriale de l'Etat par tous les moyens légitimes.

2. Aucune disposition du présent Protocole ne sera invoquée comme une justification d'une intervention directe ou indirecte, pour quelque raison que ce soit, dans le conflit armé ou dans les affaires intérieures ou extérieures de la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle ce conflit se produit.

/...

TITRE II

TRAITEMENT HUMAIN

Article 4 - Garanties fondamentales

1. Toutes les personnes qui ne participent pas directement ou ne participent plus aux hostilités, qu'elles soient ou non privées de liberté, ont droit au respect de leur personne, de leur honneur, de leurs convictions et de leurs pratiques religieuses. Elles seront en toutes circonstances traitées avec humanité, sans aucune distinction de caractère défavorable. Il est interdit d'ordonner qu'il n'y ait pas de survivants.

2. Sans préjudice du caractère général des dispositions qui précèdent, sont et demeurent prohibés en tout temps et en tout lieu à l'égard des personnes visées au paragraphe 1 :

- a) les atteintes portées à la vie, à la santé et au bien-être physique ou mental des personnes, en particulier le meurtre, de même que les traitements cruels tels que la torture, les mutilations ou toutes formes de peines corporelles;
- b) les punitions collectives;
- c) la prise d'otages;
- d) les actes de terrorisme;
- e) les atteintes à la dignité de la personne, notamment les traitements humiliants et dégradants, le viol, la contrainte à la prostitution et tout attentat à la pudeur;
- f) l'esclavage et la traite des esclaves sous toutes leurs formes;
- g) le pillage;
- h) la menace de commettre les actes précités.

3. Les enfants recevront les soins et l'aide dont ils ont besoin et, notamment :

- a) ils devront recevoir une éducation, y compris une éducation religieuse et morale, telle que la désirent leurs parents ou, en l'absence de parents, les personnes qui en ont la garde;

/...

- b) toutes les mesures appropriées seront prises pour faciliter le regroupement des familles momentanément séparées;
- c) les enfants de moins de 15 ans ne devront pas être recrutés dans les forces ou groupes armés, ni autorisés à prendre part aux hostilités;
- d) la protection spéciale prévue par le présent article pour les enfants de moins de 15 ans leur restera applicable s'ils prennent directement part aux hostilités en dépit des dispositions de l'alinéa c et sont capturés;
- e) des mesures seront prises, si nécessaire et, chaque fois que ce sera possible, avec le consentement des parents ou des personnes qui en ont la garde à titre principal en vertu de la loi ou de la coutume, pour évacuer temporairement les enfants du secteur où des hostilités ont lieu vers un secteur plus sûr du pays, et pour les faire accompagner par des personnes responsables de leur sécurité et de leur bien-être.

Article 5 - Personnes privées de liberté

1. Outre les dispositions de l'article 4, les dispositions suivantes seront au minimum respectées à l'égard des personnes privées de liberté pour des motifs en relation avec le conflit armé, qu'elles soient internées ou détenues :

- a) les blessés et les malades seront traités conformément à l'article 7;
- b) les personnes visées au présent paragraphe recevront dans la même mesure que la population civile locale des vivres et de l'eau potable et bénéficieront de garanties de salubrité et d'hygiène et d'une protection contre les rigueurs du climat et les dangers du conflit armé;
- c) elles seront autorisées à recevoir des secours individuels ou collectifs;
- d) elles pourront pratiquer leur religion et recevoir à leur demande, si cela est approprié, une assistance spirituelle de personnes exerçant des fonctions religieuses, telles que les aumôniers;

/...

- e) elles devront bénéficier, si elles doivent travailler, de conditions de travail et de garanties semblables à celles dont jouit la population civile locale.

2. Ceux qui sont responsables de l'internement ou de la détention des personnes visées au paragraphe 1 respecteront dans toute la mesure de leurs moyens les dispositions suivantes à l'égard de ces personnes :

- a) sauf lorsque les hommes et les femmes d'une même famille sont logés ensemble, les femmes seront gardées dans des locaux séparés de ceux des hommes et seront placées sous la surveillance immédiate de femmes;
- b) les personnes visées au paragraphe 1 seront autorisées à expédier et à recevoir des lettres et des cartes dont le nombre pourra être limité par l'autorité compétente si elle l'estime nécessaire;
- c) les lieux d'internement et de détention ne seront pas situés à proximité de la zone de combat. Les personnes visées au paragraphe 1 seront évacuées lorsque les lieux où elles sont internées ou détenues deviennent particulièrement exposés aux dangers résultant du conflit armé, si leur évacuation peut s'effectuer dans des conditions suffisantes de sécurité;
- d) elles devront bénéficier d'examens médicaux;
- e) leur santé et leur intégrité physiques ou mentales ne seront compromises par aucun acte ni par aucune omission injustifiés. En conséquence, il est interdit de soumettre les personnes visées au présent article à un acte médical qui ne serait pas motivé par leur état de santé et ne serait pas conforme aux normes médicales généralement reconnues et appliquées dans des circonstances médicales analogues aux personnes jouissant de leur liberté.

3. Les personnes qui ne sont pas couvertes par le paragraphe 1 mais dont la liberté est limitée de quelque façon que ce soit, pour des motifs en relation avec le conflit armé, seront traitées avec humanité conformément à l'article 4 et aux paragraphes 1 a , c , d et 2 b du présent article.

4. S'il est décidé de libérer des personnes privées de liberté, les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de ces personnes seront prises par ceux qui décideront de les libérer.

/...

Article 6 - Poursuites pénales

1. Le présent article s'applique à la poursuite et à la répression d'infractions pénales en relation avec le conflit armé.

2. Aucune condamnation ne sera prononcée ni aucune peine exécutée à l'encontre d'une personne reconnue coupable d'une infraction sans un jugement préalable rendu par un tribunal offrant les garanties essentielles d'indépendance et d'impartialité. En particulier :

- a) la procédure disposera que le prévenu doit être informé sans délai des détails de l'infraction qui lui est imputée et assurera au prévenu avant et pendant son procès tous les droits et moyens nécessaires à sa défense;
- b) nul ne peut être condamné pour une infraction si ce n'est sur la base d'une responsabilité pénale individuelle;
- c) nul ne peut être condamné pour des actions ou omissions qui ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international au moment où elles ont été commises. De même, il ne peut être infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise. Si postérieurement à cette infraction la loi prévoit l'application d'une peine plus légère, le délinquant doit en bénéficier;
- d) toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie;
- e) toute personne accusée d'une infraction a le droit d'être jugée en sa présence;
- f) nul ne peut être forcé de témoigner contre lui-même ou de s'avouer coupable.

3. Toute personne condamnée sera informée, au moment de sa condamnation, de ses droits de recours judiciaires et autres, ainsi que des délais dans lesquels ils doivent être exercés.

4. La peine de mort ne sera pas prononcée contre les personnes âgées de moins de dix-huit ans au moment de l'infraction et elle ne sera pas exécutée contre les femmes enceintes et les mères d'enfants en bas âge.

5. A la cessation des hostilités, les autorités au pouvoir s'efforceront d'accorder la plus large amnistie possible aux personnes qui auront pris part au conflit armé ou qui auront été privées de liberté pour des motifs en relation avec le conflit armé, qu'elles soient internées ou détenues.

/...

TITRE III

BLESSES, MALADES ET NAUFRAGES

Article 7 - Protection et soins

1. Tous les blessés, les malades et les naufragés, qu'ils aient ou non pris part au conflit armé, seront respectés et protégés.
2. Ils seront, en toutes circonstances, traités avec humanité et recevront, dans toute la mesure du possible et dans les délais les plus brefs, les soins médicaux qu'exige leur état. Aucune distinction fondée sur des critères autres que médicaux ne sera faite entre eux.

Article 8 - Recherches

Chaque fois que les circonstances le permettront, et notamment après un engagement, toutes les mesures possibles seront prises sans retard pour rechercher et recueillir les blessés, les malades et les naufragés, les protéger contre le pillage et les mauvais traitements et leur assurer les soins appropriés, ainsi que pour rechercher les morts, empêcher qu'ils soient dépouillés et leur rendre les derniers devoirs.

Article 9 - Protection du personnel sanitaire et religieux

1. Le personnel sanitaire et religieux sera respecté et protégé. Il recevra toute l'aide disponible dans l'exercice de ses fonctions et ne sera pas astreint à des tâches incompatibles avec sa mission humanitaire.
2. Il ne sera pas exigé du personnel sanitaire que sa mission s'accomplisse en priorité au profit de qui que ce soit, sauf pour des raisons médicales.

/...

Article 10 - Protection générale de la mission médicale

1. Nul ne sera puni pour avoir exercé une activité de caractère médical conforme à la déontologie, quels qu'aient été les circonstances ou les bénéficiaires de cette activité.
2. Les personnes exerçant une activité de caractère médical ne pourront être contraintes ni d'accomplir des actes ou d'effectuer des travaux contraires à la déontologie ou à d'autres règles médicales qui protègent les blessés et les malades, ou aux dispositions du présent Protocole, ni de s'abstenir d'accomplir des actes exigés par ces règles ou dispositions.
3. Les obligations professionnelles des personnes exerçant des activités de caractère médical quant aux renseignements qu'elles pourraient obtenir sur les blessés et les malades soignés par elles devront être respectées sous réserve de la législation nationale.
4. Sous réserve de la législation nationale, aucune personne exerçant des activités de caractère médical ne pourra être sanctionnée de quelque manière que ce soit pour avoir refusé ou s'être abstenue de donner des renseignements concernant les blessés et les malades qu'elle soigne ou qu'elle a soignés.

Article 11 - Protection des unités et moyens de transport sanitaires

1. Les unités et moyens de transport sanitaires seront en tout temps respectés et protégés et ne seront pas l'objet d'attaques.
2. La protection due aux unités et moyens de transport sanitaires ne pourra cesser que s'ils sont utilisés pour commettre, en dehors de leur fonction humanitaire, des actes hostiles. Toutefois, la protection cessera seulement après qu'une sommation fixant, chaque fois qu'il y aura lieu, un délai raisonnable, sera demeurée sans effet.

Article 12 - Signe distinctif

Sous le contrôle de l'autorité compétente concernée, le signe distinctif de la croix rouge, du croissant rouge ou du lion-et-soleil rouge, sur fond blanc, sera arboré par le personnel sanitaire et religieux, les unités et moyens de transport sanitaires. Il doit être respecté en toutes circonstances. Il ne doit pas être employé abusivement.

/...

TITRE IV
POPULATION CIVILE

Article 13 - Protection de la population civile

1. La population civile et les personnes civiles jouissent d'une protection générale contre les dangers résultant d'opérations militaires. En vue de rendre cette protection effective, les règles suivantes seront observées en toutes circonstances.

2. Ni la population civile en tant que telle ni les personnes civiles ne devront être l'objet d'attaques. Sont interdits les actes ou menaces de violence dont le but principal est de répandre la terreur parmi la population civile.

3. Les personnes civiles jouissent de la protection accordée par le présent Titre, sauf si elles participent directement aux hostilités et pendant la durée de cette participation.

Article 14 - Protection des biens indispensables à la survie de la population civile

Il est interdit d'utiliser contre les personnes civiles la famine comme méthode de combat. Il est par conséquent interdit d'attaquer, de détruire, d'enlever ou de mettre hors d'usage à cette fin des biens indispensables à la survie de la population civile, tels que les denrées alimentaires et les zones agricoles qui les produisent, les récoltes, le bétail, les installations et réserves d'eau potable et les ouvrages d'irrigation.

Article 15 - Protection des ouvrages et installations contenant des forces dangereuses

Les ouvrages d'art ou les installations contenant des forces dangereuses, à savoir les barrages, les digues et les centrales nucléaires de production d'énergie électrique, ne seront pas l'objet d'attaques, même s'ils constituent des objectifs militaires, lorsque ces attaques peuvent entraîner la libération de ces forces et causer, en conséquence, des pertes sévères dans la population civile.

/...

Article 16 - Protection des biens culturels et des lieux de culte

Sous réserve des dispositions de la Convention de La Haye du 14 mai 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, il est interdit de commettre tout acte d'hostilité dirigé contre les monuments historiques, les oeuvres d'art ou les lieux de culte qui constituent le patrimoine culturel ou spirituel des peuples et de les utiliser à l'appui de l'effort militaire.

Article 17 - Interdiction des déplacements forcés

1. Le déplacement de la population civile ne pourra pas être ordonné pour des raisons ayant trait au conflit sauf dans les cas où la sécurité des personnes civiles ou des raisons militaires impératives l'exigent. Si un tel déplacement doit être effectué, toutes les mesures possibles seront prises pour que la population civile soit accueillie dans des conditions satisfaisantes de logement, de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'alimentation.

2. Les personnes civiles ne pourront pas être forcées de quitter leur propre territoire pour des raisons ayant trait au conflit.

Article 18 - Sociétés de secours et actions de secours

1. Les sociétés de secours situées dans le territoire de la Haute Partie contractante, telles que les organisations de la Croix-Rouge (Croissant-Rouge, Lion-et-Soleil-Rouge) pourront offrir leurs services en vue de s'acquitter de leurs tâches traditionnelles à l'égard des victimes du conflit armé. La population civile peut, même de son propre chef, offrir de rassembler et soigner les blessés, les malades et les naufragés.

2. Lorsque la population civile souffre de privations excessives par manque des approvisionnements essentiels à sa survie, tels que vivres et ravitaillements sanitaires, des actions de secours en faveur de la population civile, de caractère exclusivement humanitaire et impartial et conduites sans aucune distinction de caractère défavorable, seront entreprises avec le consentement de la Haute Partie contractante concernée.

/...

TITRE V
DISPOSITIONS FINALES

Article 19 - Diffusion

Le présent Protocole sera diffusé aussi largement que possible.

Article 20 - Signature

Le présent Protocole sera ouvert à la signature des Parties aux Conventions six mois après la signature de l'Acte final et restera ouvert durant une période de douze mois.

Article 21 - Ratification

Le présent Protocole sera ratifié dès que possible. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Conseil fédéral suisse, dépositaire des Conventions.

Article 22 - Adhésion

Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de toute Partie aux Conventions non signataire du présent Protocole. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du dépositaire.

/...

Article 23 - Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole entrera en vigueur six mois après le dépôt de deux instruments de ratification ou d'adhésion.
2. Pour chacune des Parties aux Conventions qui le ratifiera ou y adhèrera ultérieurement, le présent Protocole entrera en vigueur six mois après le dépôt par cette Partie de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 24 - Amendement

1. Toute Haute Partie contractante pourra proposer des amendements au présent Protocole. Le texte de tout projet d'amendement sera communiqué au dépositaire qui, après consultation de l'ensemble des Hautes Parties contractantes et du Comité international de la Croix-Rouge, décidera s'il convient de convoquer une conférence pour examiner le ou les amendements proposés.
2. Le dépositaire invitera à cette conférence les Hautes Parties contractantes ainsi que les Parties aux Conventions, signataires ou non du présent Protocole.

Article 25 - Dénonciation

1. Au cas où une Haute Partie contractante dénoncerait le présent Protocole, la dénonciation ne produira ses effets que six mois après réception de l'instrument de dénonciation. Si toutefois, à l'expiration des six mois, la Partie dénonçante se trouve dans la situation visée à l'article premier, la dénonciation ne prendra effet qu'à la fin du conflit armé. Les personnes qui auront été l'objet d'une privation ou d'une restriction de liberté pour des motifs en relation avec ce conflit continueront néanmoins à bénéficier des dispositions du présent Protocole jusqu'à leur libération définitive.
2. La dénonciation sera notifiée par écrit au dépositaire qui informera toutes les Hautes Parties contractantes de cette notification.

/...

Article 26 - Notifications

Le dépositaire des Conventions informera les Hautes Parties contractantes ainsi que les Parties aux Conventions, qu'elles soient signataires ou non du présent Protocole :

- a) des signatures apposées au présent Protocole et des instruments de ratification et d'adhésion déposés conformément aux articles 21 et 22;
- b) de la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur conformément à l'article 23; et
- c) des communications et déclarations reçues conformément à l'article 24.

Article 27 - Enregistrement

1. Après son entrée en vigueur, le présent Protocole sera transmis par le dépositaire au Secrétariat des Nations Unies aux fins d'enregistrement et de publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

2. Le dépositaire informera également le Secrétariat des Nations Unies de toutes les ratifications et adhésions qu'il pourra recevoir au sujet du présent Protocole.

Article 28 - Textes authentiques

L'original du présent Protocole, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe sont également authentiques, sera déposé auprès du dépositaire qui fera parvenir des copies certifiées conformes à toutes les Parties aux Conventions.
